



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

$$\frac{127}{9}$$

UNS. 167 j. 31





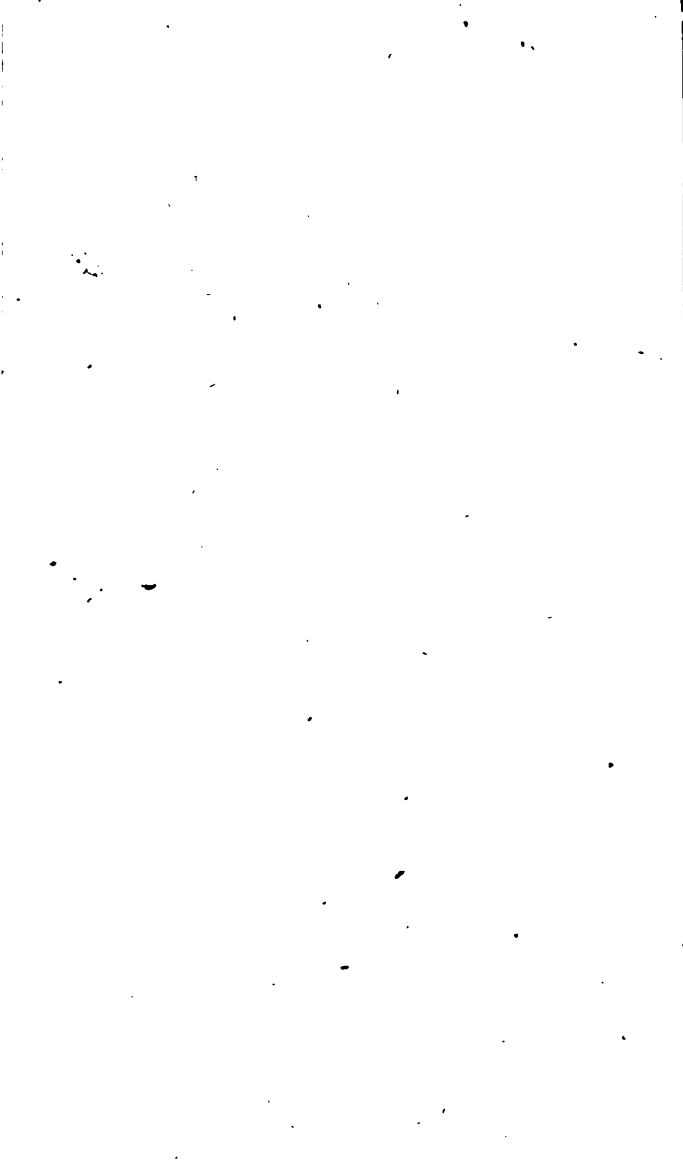












TESTAMENT  
POLITIQUE,  
DU  
CARDINAL  
DE  
RICHELIEU.  
*TOME SECONDE.*

TESTAMENTS

POLITIQUE

CARDINAL

RICHFIELD

WOMEN



TESTAMENT  
POLITIQUE,  
DU CARDINAL  
DE  
RICHELIEU.

*HUITIEME EDITION,*

Enrichie d'Observations Historiques  
& Politiques,

PAR MONSIEUR  
L'ABBE' DE SAINT PIERRE.  
*TOME SECOND.*



A LA HAYE,  
Chez JEAN VAN DUREN.  
M. D. CC. XL.

LECTURES  
POLITIQUE

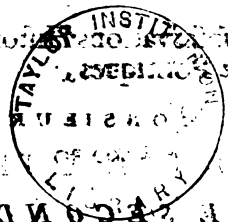
DU CARDINAL

DE

JOSEPH DE

NOUVEAUX EDITIONS

PAR M. DE



PAR M. DE

DEUXIEME EDITION



PAR M. DE

# T A B L E

## D E L A

### SECONDE PARTIE.

Contenant dix Chapitres.

CHAP. I.	<b>L</b> E Premier Fondement du Bonheur d'un Etat est l'Etablissement du Règne de Dieu.	Page 4
CHAP. II.	La Raison doit être la Règle de la Conduite d'un Etat.	8
CHAP. III.	Qui montre que les Intérêts Publics doivent être l'unique Fin de ceux qui gouvernent les Etats; ou du moins qu'ils doivent être préférez aux Particuliers.	14
CHAP. IV.	Combien la Prévoyance est nécessaire au Gouvernement d'un Etat.	18
CHAP. V.	La Peine & la Récompense sont deux Points tout à fait nécessaires à la Conduite des Etats.	23
CHAP. VI.	Une Négociation continuelle, ne contribue pas peu au bon Succès des Affaires.	34
CHAP. VII.	Un des plus grands Avantages, qu'on puisse procurer à un Etat, est de destiner un chacun à l'Emploi qui lui est propre.	46
CHAP. VIII.	Du Mal que les Flateurs, Médisans, & Faiseurs d'Intrigues causent d'ordinaire aux Etats, & combien il est Important de les éloigner d'auprès des Rois & les bannir de leur Cour.	55
CHAP. IX.	De la Puissance du Prince. Il est divisé en huit Sections.	64
II. Partie.	A	SEC-

# T A B L E.

SECTION. I. <i>Le Prince doit être Puissant pour être considéré de ses Sujets &amp; des Etrangers.</i>	64
Section II. <i>Le Prince doit être Puissant par sa Réputation ; &amp; ce qui est nécessaire à cette Fin.</i>	66
Section III. <i>Le Prince doit être Puissant par la Force de ses frontières.</i>	68
Section IV. <i>De la Puissance qu'un Etat doit avoir par ses Forces de Terre.</i>	73
Section V. <i>De la Puissance sur la Mer.</i>	115
Section VI. <i>Qui traite du Commerce, comme une Dépendance de la Puissance de la Mer, &amp; spécifie ceux qu'on peut faire commodément.</i>	132
Section VII. <i>Qui fait voir que l'Or &amp; l'Argent sont une des principales &amp; plus nécessaires Puissances de l'Etat : met en avant de rendre Puissant ce Royaume en ce genre : fait voir quel est son Revenu présent, &amp; quel il peut être à l'avenir, en déchargeant le Peuple des trois Quarts du Faix qui l'accable maintenant.</i>	148
Section. VIII. <i>Qui montre en peu de mots, que le dernier Point de la Puissance des Princes doit consister en la Possession du Cœur de ses Sujets.</i>	186
CHAP. X. <i>Qui conclut cet Ouvrage, en faisant connoître que tout le contenu en icelui sera inutile, si les Princes &amp; leurs Ministres ne sont si attachés au Gouvernement de l'Etat, que non obstant aucune chose de ce à quoi leur Charge les astreint, ils n'abusent pas de leur Puissance.</i>	188

# TESTAMENT POLITIQUE DU CARDINAL DUC DE RICHELIEU.

---

## SECONDE PARTIE.

**L**ES Conseils dont je viens de parler dans la première Partie de ce Livre, étant bien établis; c'est aux Conseillers à travailler en gens de bien, selon certains principes généraux, desquels dépend la bonne Administration des Etats.

Bien qu'on pût en proposer beaucoup, qui sembleroient être très-utiles, les Sciences étant beaucoup plus excellentes & plus faciles à comprendre, que les principes sont en moindre nombre; Je déduirai ceux dont j'ai estimé qu'il faut se servir au Gouvernement de ce Royaume, à neuf tout à fait nécessaires à mon avis.

Si quelques-uns d'iceux ont diverses branches, elle n'augmenteront pas pourtant leur nombre, non plus que celles de tous les arbres que nous voyons n'en multiplient pas les corps.

## CHAPITRE PREMIER.

*Le premier fondement du bonheur d'un Etat,  
est l'établissement du Règne de Dieu.*

**L**E Règne de Dieu est le principe du Gouvernement des Etats: & en effet c'est une chose si absolument nécessaire, que sans ce fondement il n'y a point de Prince qui puisse bien Régner, ni d'Etat qui puisse être Heureux.

Il seroit aisé de faire des Volumes entiers sur un sujet si important, auquel l'Ecriture, les Peres, & toutes sortes d'Histoire nous fourniroient un nombre infini d'exemple; de prétextes & d'exhortations qui conspirent à une même fin. Mais c'est une chose si connue d'un chacun par la propre raison, qu'il ne tire pas son être de lui-même; mais qu'il a un Dieu pour Créateur, & par conséquent pour Directeur, qu'il n'y a personne qui ne sente que la Nature a imprimé cette vérité

vérité dans son cœur, avec des caractères qui ne peuvent s'effacer.

Tant de Princes se sont perdus, eux, & leurs Etats, pour fonder leur conduite sur un jugement contraire à leur propre connoissance; & tant d'autres ont été comblez de bénédictions pour avoir soumis leur autorité à celle dont elle dériroit, pour n'avoir cherché leur grandeur qu'en celle de leur Créateur, & pour avoir eu plus de soin de son Règne, que du leur propre, que je ne m'étendrai pas davantage sur une vérité trop évidente, pour avoir besoin de preuve.

Seulement, dirai-je en un mot, qu'ainsi qu'il est impossible que le Règne d'un Prince, qui laisse régner le désordre & le vice en son Etat, soit heureux; aussi Dieu ne souffrira-t-il pas aisément, que celui soit malheureux, qui aura un soin particulier d'établir son Empire dans l'étendue de sa Domination.

Rien n'est plus utile à un établissement, que la bonne vie des Princes, laquelle est une Loi parlante & obligeante avec plus d'efficacité, que toutes celles qu'ils pourroient faire pour contraindre au bien qu'ils veulent procurer.

S'il est vrai, qu'en quelque crime que puisse tomber un Souverain, il pèche plus



par le mauvais exemple, que par la nature de la faute; il n'est pas moins indubitable que quelques Loix qu'il puisse faire, s'il pratique ce qu'il prescrit, son exemple n'est pas moins utile à l'observation de ses volontez, que toutes les peines de ses ordonnances, pour graves qu'elles puissent être.

La pureté, d'un Prince chaste, bannira plus d'impureté de son Royaume, que toutes les Ordonnances qu'il sçauroit faire à cette fin.

La prudence & la retenue de celui qui ne jurera point, retranchera plutôt tous les sermens & blasphêmes, trop ordinaires dans les Etats, que quelque rigueur qu'il puisse exercer contre ceux qui s'adonnent à telles execrations.

Ce n'est pas pour cela qu'il faille s'abstenir de faire rigoureusement châtier les scandales, les juremens & les blasphêmes; au contraire, on ne sçauroit y être trop exact, & pour sainte & exemplaire que puisse être la vie d'un Prince & d'un Magistrat, ils ne seront jamais censez faire ce qu'ils doivent, si en y conviant par leur exemple, ils n'y contraignent par la rigueur des Loix.

Il n'y a point de Souverain au Monde, qui ne soit obligé par ce principe à procurer

rer la conversion de ceux , qui vivans sous son Règne , sont dévoyez du chemin de salut. Mais comme l'homme est raisonnable de sa nature , les Princes sont censez , avoir en ce point satisfait à leur obligation , s'ils pratiquent tous les moyens raisonnables , pour arriver à une si bonne fin ; & la prudence ne leur permet pas d'en tenter de si hasardeux , qu'ils puissent déraciner le bon bled , en voulant déraciner la zizanie , dont il seroit difficile de purger un Etat , par autre voye que celle de la douceur , sans s'exposer à un ébranlement capable de le perdre , ou au moins , de lui causer un notable préjudice.

Comme les Princes sont obligez d'établir le vrai culte de DIEU , ils doivent être fort soigneux d'en bannir les fausses apparences , si préjudiciables aux Etats , qu'on peut dire avec vérité , que l'hypocrisie a souvent servi de voile , pour couvrir la laideur des plus pernicieuses entreprises.

Beaucoup d'esprits , dont la foiblesse est équipolente à la malice , se servent quelquefois de ce genre de ruse , d'autant plus ordinaire aux femmes , que leur Sexe est plus porté à la devotion , & que le peu de force dont il est accompagné les rend plus capables de tels déguisemens , qui supposent moins de solidité que de finesse.

## C H A P I T R E II.

*La raison doit être la règle & conduite d'un Etat.*

**L**A lumière naturelle fait connoître à un chacun, que l'homme ayant été fait raisonnable, il ne doit rien faire que par raison, puisqu'autrement il feroit contre la nature, & par conséquent contre lui même qui en est l'auteur.

Elle enseigne encore, que plus un homme est grand & élevé, plus il doit faire état de ce privilège, & moins doit il abuser du raisonnement qui constitue son être; parce que les avantages qu'il a sur les autres hommes, contraignent à conserver, & ce qui est de la nature, & ce qui est de la fin, que celui dont il tire son élévation s'est proposée.

De ces deux Principes, il s'ensuit clairement, que si l'homme est souverainement raisonnable, il doit souverainement faire régner la raison; Ce qui ne requiert pas seulement qu'il ne fasse rien sans elle, mais l'oblige de plus à faire, que tous ceux qui sont sous son autorité la révérent & la suivent religieusement.

Cette

Cette conséquence est la source d'une autre, qui nous enseigne, qu'ainsi qu'il ne faut rien vouloir, qui ne soit raisonnable & juste, il ne faut rien vouloir de tel, que l'on ne fasse exécuter, & où les commandemens ne soient suivis d'obéissance; parce qu'autrement la raison ne régneroit pas souverainement.

La pratique de cette règle est d'autant plus aisée, que l'amour est le plus puissant motif qui oblige à obéir, & qu'il est impossible que des Sujets n'aiment pas un Prince, s'ils connoissent que la raison soit la guide de toutes ses actions.

L'autorité contraint à l'obéissance, mais la raison y persuade, & il est bien plus à propos de conduire les hommes par des moyens qui gagnent insensiblement leur volonté, que par ceux, qui le plus souvent ne les font agir qu'en tant qu'ils les forcent.

S'il est vrai, que la raison doit être le flambeau qui éclaire les Princes en leur conduite, & en celle de leurs Etats; est-il encore vrai, que n'y ayant rien au monde, qui compâtisse moins avec elle que la passion, qui aveugle tellement, qu'elle fait quelquefois prendre l'ombre pour le corps: Un Prince doit sur tout éviter d'agir par un tel principe, qui le rendroit

d'autant plus odieux, qu'il est directement contraire à celui qui distingue l'homme d'avec les animaux.

On se repent souvent à loisir de ce que la passion a fait faire avec précipitation, & on n'a jamais lieu de faire le même des choses, auxquelles l'on s'est porté par des considérations raisonnables.

Il faut vouloir fortement ce qu'on a résolu par de semblables motifs, puis que c'est le seul moyen de se faire obéir, & qu'ainsi que l'humilité est le premier fondement de la perfection Chrétienne, l'obéissance est le plus solide de celle de la sujettion, si nécessaire à la subsistance des Etats; que si elle est défectueuse ils ne peuvent être florissans.

Il y a beaucoup de choses, qui sont de cette nature, qu'entre le vouloir & le faire il n'y a point de différence, à cause de la facilité qui se trouve en leur execution; Mais il les faut vouloir efficacement, c'est à dire, avec telle fermeté qu'on les veuille toujours, & qu'après en avoir commandé l'execution, on fasse châtier sévèrement ceux qui n'obéissent pas.

Celles qui paroissent les plus difficiles, & presque impossibles, ne le sont que par l'indifférence, avec laquelle il semble qu'on les veuille, & qu'on les ordonne;

&

& il est vrai que les Sujets seront toujours religieux à obéir, lors què les Princes seront fermes & persévérans à commander; d'où il s'ensuit que c'est une chose certaine, que leur indifférence & leur foiblesse en sont la cause.

En un mot, ainsi que vouloir fortement, & faire ce qu'on veut, est une même chose en un Prince autorisé en son Etat, ainsi vouloir foiblement & ne vouloir pas, en sont si différens, qu'ils aboutissent à une même fin.

Le Gouvernement du Royaume requiert une verue mâle, & une fermeté inébranlable, contraire à la molesse, qui expose ceux en qui elle se trouve, aux entreprises de leurs ennemis.

Il faut en toutes choses agir avec vigueur, vû principalement, que quand même le succès de ce qu'on entreprend ne seroit pas bon, au moins aura-t-on cet avantage, que n'ayant rien obmis de ce qui le pouvoit faire réussir, on évitera la honte, lors qu'on ne peut éviter le mal d'un mauvais événement.

Quand même on succomberoit en faisant son devoir, la disgrâce seroit heureuse; & au contraire, quelque bon succès qu'on puisse avoir, en se relâchant de ce à quoi l'on est obligé par honneur & par con-

conscience, il doit être estimé malheureux, puis qu'il ne sçauroit emporter aucun profit, qui égale les desavantages qu'on reçoit du moyen par lequel il a été procuré.

Par le passé, la plûpart des grands desseins de la France sont allez en fumée, parce que la première difficulté qu'on rencontroit en leur exécution, arrêtoit tous ceux qui par la raison ne devoient pas laisser que de les poursuivre; & s'il est arrivé autrement durant le Règne de V. M. la persévérance avec laquelle on a constamment agi en est la cause.

Si une fois on n'est pas propre à l'exécution d'un bon dessein, il en faut attendre une autre; & lors qu'on a mis la main à l'œuvre, si les difficultez qu'on rencontre obligent à quelque surséance, la raison veut qu'on reprenne ses premières voyes, aussi-tôt que le temps & l'occasion se trouveront favorables.

En un mot, rien ne doit détourner d'une bonne entreprise, si ce n'est qu'il arrive quelque accident, qui la rende tout à fait impossible, & il ne faut rien oublier de ce qui peut avancer l'exécution de celles qu'on a résolûes avec raison.

C'est ce qui m'oblige de parler en ce lieu du secret & de la discipline, qui sont si



si nécessaires au bon succès des affaires, que rien ne le peut davantage.

Outre que l'expérience en fait foi, la raison en est évidente, vû que ce qui surprend, étonne d'ordinaire de telle sorte, qu'il ôte souvent les moyens de s'y opposer, & que poursuivre lentement l'exécution d'un dessein, & le divulguer, est le même que parler d'une chose pour ne la pas faire.

De-là vient que les femmes paresseuses, & peu secrètes de leur nature, sont si peu propres au Gouvernement; que si on considère encore, qu'elles sont fort sujettes à leurs passions, & par conséquent peu susceptibles de raison & de justice, ce seul principe les exclut de toutes les Administrations publiques.

Ce n'est pas qu'il nes'en puïssent trouver quelqu'une, tellement exempte de ces défauts qu'elle pourroit y être admise.

Il y a peu de règles, qui ne soient capables de quelque exception; Ce Siècle même en a porté quelqu'une, qu'on ne sçauroit assez louer; mais il est vrai qu'ordinairement leur mollesse les rend incapables d'une vertu mâle, nécessaire à l'Administration, & qu'il est presque impossible, que leur Gouvernement soit exempt, ou de bassesse, ou de diminution, dont  
la

la foiblesse de leur sexe est la cause, ou d'injustice, ou de cruauté, dont le dérèglement de leurs passions, qui leur tient lieu de raison, est la vraie source.

---

### CHAPITRE III.

*Qui montre que les intérêts publics doivent être l'Unique fin de ceux qui Gouvernent les États, ou du moins qu'ils doivent être préférés aux particuliers.*

**L**es intérêts publics doivent être l'unique fin du Prince & de ses Conseillers; ou du moins les uns & les autres sont obligés de les avoir en si singulière recommandation, qu'ils les préfèrent à tous les particuliers.

Il est impossible de concevoir le bien qu'un Prince, & ceux dont il se sert en ses affaires, peuvent faire, s'ils suivent religieusement ce principe, & on ne sauroit s'imaginer le mal qui arrive à un Etat, quand on préfère les intérêts particuliers aux publics, & que ces derniers sont réglez par les autres.

La vraie Philosophie, la Loi Chrétienne, & la Politique, enseignent si clairement cette vérité, que les Conseillers d'un

d'un Prince ne sçauroient lui mettre trop souvent devant les yeux un principe si nécessaire, ni le Prince chatier assez sévèrement ceux de son Conseil, qui sont assez misérables pour ne le pratiquer pas.

Je ne puis que je ne remarque à ce propos, que la prospérité qui a toujours accompagné l'Espagne depuis quelques Siècles, n'a point d'autre cause, que le soin que son Conseil a eu de préférer les intérêts de l'Etat à tous autres, & que la plupart des malheurs qui sont arrivez à la France, ont été causez par le trop grand attachement que beaucoup de ceux qui ont été employez à l'Administration ont eu à leurs propres intérêts au préjudice de ceux du public.

Les uns ont toujours suivi les intérêts du public, qui par la force de leur nature les ont tirez à ce qui s'est trouvé le plus avantageux à l'Etat.

Et les autres accommodant toutes choses ou à leur utilité ou à leur caprice, les ont souvent détournés de leur propre fin, pour les conduire à celle qui leur étoient ou plus agréables ou plus avantageuses.

La mort ou le changement des Ministres n'ont jamais apporté de mutation au Conseil d'Espagne. Mais il n'en a pas été de même en ce Royaume, où les affaires

faïres n'ont pas seulement été changées par le changement des Conseillers, mais elles ont pris tant de diverses formes sous les mêmes par la diversité de leurs conseils, qu'un tel procédé eût assurément ruiné cette Monarchie, si Dieu par sa bonté ne tiroit des imperfections de nôtre Nation, le remède des maux dont elle est cause. Si la diversité de nos intérêts & nôtre inconstance naturelle nous portent souvent dans des préjugés effroyables, nôtre légèreté même ne nous permet pas de demeurer fermes & stables en ce qui est de nôtre propre bien, & nous en tire si promptement que nos ennemis ne pouvant prendre de justes mesures sur des variétez si fréquentes, n'ont pas le loisir de profiter de nos fautes.

Votre conseil ayant changé de procédé depuis certain temps, Vos affaires ont aussi changé de face au grand bien du Royaume; Et si à l'avenir on continuë de suivre l'exemple du Règne de V. M. nos voisins n'auront pas l'avantage qu'ils ont eu par le passé. Mais ce Royaume partageant la sagesse, avec eux, aura sans doute part à la bonne fortune, puis qu'encore qu'être sage & heureux ne soit pas toujours une même chose, le meilleur moyen qu'on puisse prendre pour n'être pas mal-  
heu-

heureux, est de prendre le chemin qu'enseignent la prudence & la raison , & non le dérèglement assez ordinaire aux esprits des hommes , & particulièrement à ceux des François.

Si ceux en qui V. M. se confiera du soin de ses affaires , ont la capacité & la probité dont j'ai parlé ci-dessus, Elle n'aura plus à se garder en ce qui concerne ce principe ; ce qui de soi-même ne lui sera pas difficile , puis que l'intérêt de la propre réputation du Prince & ceux du public n'ont qu'une même fin.

Les Princes consentent fort aisément aux réglemens généraux de leurs Etat , parce qu'en les faisant , ils n'ont devant les yeux que la raison & la justice , qu'on embrasse volontiers lors qu'on ne trouve point d'obstacles qui détournent du bon chemin. Mais quand l'occasion se presente de mettre en pratique les bons établissemens qu'ils ont fait , ils ne montrent pas toujours la même fermeté , parce que c'est lors que les intérêts du tiers & du quart, la pitié , la compassion, la faveur & les importunités les sollicitent & s'opposent à leurs bons desseins , & qu'ils n'ont pas souvent assez de force pour se vaincre eux mêmes & mépriser des considérations particulières qui ne doivent

être de nul poids au respect des publiques.

C'est en telles occasions qu'ils doivent recueillir toute leur force contre leur foiblesse, se remettant devant les yeux, que ceux que Dieu destine à conserver les autres, n'en doivent avoir que pour voir ce qui est avantageux au Public & pour leur conservation tout ensemble.

## CHAPITRE IV.

*Combien la prévoyance est nécessaire au Gouvernement d'un Etat.*

**R** IEN n'est plus nécessaire au Gouvernement d'un Etat que la prévoyance, puis que par son moyen on peut aisément prévenir beaucoup de maux, qui ne se peuvent guérir qu'avec de grandes difficultés quand ils sont arrivez.

Ainsi que le Médecin qui peut prévenir les maladies, est plus estimé que celui qui travaille à les guérir. Ainsi les Ministres d'Etat doivent-ils souvent se remettre devant les yeux & représenter à leur Maître, qu'il est plus important de considérer l'avenir que le présent, & qu'il est des maux comme des ennemis d'un Etat, au de-

dévant desquels il vaut mieux s'avancer, que de se réserver à les chasser après leurs arrivée.

Ceux qui en useront autrement tomberont en de très-grandes confusions, auxquelles il sera bien difficile d'apporter en suite du remède.

Cependant c'est une chose ordinaire aux esprits communs de se contenter de pousser le temps avec l'épaulé, & d'aimer mieux conserver leur aise un mois durant, que de s'en priver ce peu de temps, pour se garantir du trouble de plusieurs années qu'ils ne considèrent pas, parce qu'ils ne voyent que ce qui est présent, & n'anticipent pas le temps par une sage prévoyance.

Ceux qui vivent au jour la journée, vivent heureusement pour eux, mais on vit malheureusement sous leur conduite.

Qui prévoit de loin, ne fait rien par précipitation, puis qu'il y pense de bonne heure, & il est difficile de mal faire lors qu'on y a pensé auparavant.

Il y a certaines occasions auxquelles il n'est pas permis de délibérer long-temps, parce que la nature des affaires ne le permet pas. Mais en celles qui ne sont pas de ce genre, le plus seur est de dormir sur les affaires, & de récompenser par



sageſſe de l'exécution le délai qu'on prend pour la mieux réſoudre.

Il a été un temps qu'on ne donnoit en ce Royaume aucun ordre par précaution, & lors même que les maux étoient arrivés, l'on n'y apportoit que des remèdes palliatifs, parce qu'il étoit impoſſible d'y pourvoir abſolument, ſans bleſſer le tiers & le quart de l'intérêt particulier, qu'on préféroit alors au public. Cela faiſoit qu'on ſe contentoit d'adoucir les playes au lieu de les guérir, ce qui a cauſé beaucoup de maux dans ce Royaume.

Maintenant on a, grâces à Dieu, depuis quelques années, changé cette façon d'agir avec un ſuccès ſi heureux, qu'outre que la raiſon nous convie à la continuer, le grand fruit qu'on en a reçu y oblige très-étroitement.

Il faut dormir comme le Lion, ſans fermer les yeux, qu'on doit avoir continuellement ouverts pour prévoir les moindres inconvéniens qui peuvent arriver; ſe ſouvenir qu'ainſi que la phtifie ne rend pas le poux émû, bien qu'elle ſoit mortelle. Ainſi arrive-t-il ſouvent dans les Etats, que les maux qui ſont imperceptibles de leur origine, & dont on a moins de ſentiment, ſont les plus dangereux, & ceux qui

qui viennent enfin à être de plus grande conséquence.

L'extraordinaire soin qu'il faut avoir pour n'être point surpris en telles occasions ; fait qu'ainsi qu'on a toujours estimé les Etats Gouvernez par des gens sages, bienheureux ; Aussi on a crû qu'entre ceux qui les Gouvernoient , ceux qui étoient les moins sages étoient les plus heureux.

Plus un homme est habile , plus ressent-il le faix du Gouvernement dont il est chargé

Une Administration publique occupe tellement les meilleurs esprits , que les perpétuelles méditations qu'ils sont contraints de faire pour prévoir & prévenir les maux qui peuvent arriver , les privent de repos & de contentement , hors de celui qu'ils peuvent recevoir , voyant beaucoup de gens dormir sans crainte à l'ombre de leurs veilles , & vivre heureux par leur misère.

Comme il est nécessaire de voir autant qu'il est possible par avance , quel peut être le succès des desseins qu'on entreprend pour ne se tromper pas en son compte , la sagesse & la vûe des hommes ayant toujours des bornes au de-là desquelles elle n'appërçoit rien , & n'y ayant que Dieu

qui puisse voir la dernière fin des choses ;  
Il suffit souvent de sçavoir que les projets  
qu'on fait sont justes & possibles pour s'y  
embarquer avec raison.

Dieu concourt à toutes les actions des  
hommes par une coopération générale qui  
suit leur dessein ; & c'est à eux d'écarter  
toutes choses de leur liberté selon la pru-  
dence dont la Divine Sagesse les a rendus  
capables.

Mais lors qu'il s'agit de grandes entre-  
prises qui concernent la conduite des hom-  
mes , après avoir satisfait à l'obligation  
qu'ils ont d'ouvrir doublement les yeux  
pour mieux prendre leurs mesures ; A-  
près s'être servis de toute la considération  
dont l'esprit humain est capable , ils doi-  
vent se reposer sur la bonté de l'Esprit de  
Dieu , qui inspirant quelquefois aux hom-  
mes ce qui est de toute éternité dans ses  
Décrets , les conduit comme par la main  
à leurs propres fins.

## C H A P I T R E V.

*La peine & la récompense sont deux points tout à fait nécessaires à la conduite des Etats.*

C'EST un dire commun , mais d'autant plus véritable , qu'il a été de tout temps en la bouche & en l'esprit de tous les hommes , que la peine & la récompense sont les deux points les plus importans pour la conduite d'un Royaume.

Il est certain que quand même on ne se serviroit point au Gouvernement des Etats d'aucun principe que de celui d'être inflexible à châtier ceux qui les desservent , & religieux à récompenser ceux qui leur procurent quelque notable avantage , On ne sçauroit les mal Gouverner , n'y ayant personne qui ne soit capable d'être contenu dans son devoir par la crainte ou par l'espérance.

Je fais marcher la peine devant la récompense , parce que s'il se falloit priver de l'une des deux , il vaudroit mieux se dispenser de le dernière que de la première.

Le bien devant être embrassé pour l'amour de soi-même , à la grande rigueur on ne doit point de récompense à celui qui s'y porte. Mais n'y ayant point de crime qui ne viole ce à quoi on est obligé , il n'y en a point qui n'oblige à la peine qui est dûe à la désobéissance , & cette obligation est si étroite , qu'en beaucoup d'occasions on ne peut laisser une faute impunie , sans en commettre une nouvelle.

Je parle de fautes qui blessent l'Etat par dessein projeté , & non de plusieurs autres qui arrivent par hazard & par malheur , auxquelles les Princes peuvent & doivent user d'indulgence.

Bien que pardonner en tel cas soit une chose louable , ne châtier pas une faute de conséquence , & dont l'impunité ouvre la porte à la licence , c'est une omission criminelle.

Les Théologiens en demeurent d'accord aussi bien que les Politiques , & tous conviennent qu'en certaines rencontres où les Princes feroient mal de ne pardonner pas à ceux qui sont chargés du Gouvernement public , ils seroient aussi inexculpables , si au lieu d'une sévère punition , ils usoient d'indulgence.

L'expérience apprenant à ceux qui ont  
une

une longue pratique du monde , que les Hommes perdent facilement la mémoire des Bien-faits , & que lors qu'ils en sont comblez , le désir d'en avoir de plus grands, les rend souvent & Ambitieux & Ingrats tout ensemble , elle nous fait connoître aussi que les châtimens sont un moyen plus assuré pour contenir un chacun dans son devoir. Vû qu'on les oublie d'autant moins qu'ils font impression sur nos Sens, plus puissans sur la plûpart des Hommes que la Raison , qui n'a point de force sur beaucoup d'Esprits.

Être Rigoureux envers les Particuliers qui font gloire de mépriser les Loix & les Ordonnances d'un Etat , c'est être bon pour le Public. Et on ne sçauroit faire un plus grand Crime contre les Intérêts Publics , qu'en se rendant Indulgent envers ceux qui les violent.

Entre plusieurs Monopoles , Factions & Séditions qui se sont faites de mon temps dans ce Royaume , je n'ai jamais vû que l'Impunité ait porté aucun Esprit naturellement à se corriger de sa mauvaise Inclination. Mais au contraire sont retournés à leur premier vomissement , & souvent avec plus d'effet la seconde fois que la première.

L'Indulgence pratiquée jusqu'à présent

en ce Royaume , l'a souvent mis en de très-grandes & déplorable extrémitéz.

Les Fautes y étant impunies , chacun y a fait un Métiér de sa Charge , & sans avoir égard à ce à quoi il étoit obligé pour s'en acquiter dignement , il a seulement considéré ce qu'il pouvoit faire pour en profiter davantage.

Si les Anciens ont estimé qu'il étoit dangereux de vivre sous un Prince , qui ne veut rien remettre de la rigueur du Droit , ils ont aussi remarqué qu'il l'étoit encore davantage de vivre dans un Etat, où l'impunité ouvre la Porte à toute sorte de Licences.

Tel Prince , ou Magistrat , craindra pécher par trop de rigueur , qui devoit rendre compte à DIEU , & ne sçauroit qu'être blâmé des hommes sages , s'il n'exerçoit pas celle qui est prescrite par les Loix.

Je l'ai souvent représenté à V. M. & je la supplie encore de s'en ressouvenir soigneusement , parce qu'ainsi qu'il se trouve des Princes , qui ont besoin d'être détournés de la Sévérité , pour éviter la cruauté à laquelle ils sont portés par leurs Inclinations , V. M. a besoin d'être divertie d'une fausse Clemence , plus dangereuse que la Cruauté même , puis que  
l'Im-

l'Impunité donne lieu d'en exercer beaucoup qu'on ne peut empêcher que par le Châtiment.

La Verge, qui est le Symbole de la Justice, ne doit jamais être inutile ; Je sçais bien aussi qu'elle ne doit pas être si accompagnée de Rigueur, qu'elle soit déstituée de Bonté ; Mais cette dernière Qualité ne se trouve point en l'Indulgence qui autorise les Desordres, qui pour petits qu'ils soient, sont souvent si préjudiciables à l'Etat, qu'ils peuvent causer sa Ruine.

S'il se rencontre quelqu'un assez mal avisé pour condamner en ce Royaume la Sévérité nécessaire aux Etats, parce que jusqu'à présent elle n'y a pas été pratiquée, il ne faudra que lui ouvrir les yeux, pour lui faire connoître que l'Impunité jusqu'à présent y a été trop ordinaire, & la seule cause, que l'Ordre & la Règle n'y ont jamais eu aucun lieu, & que la continuation des Desordres contraint de recourir aux derniers Remèdes, pour en arrêter le Cours.

Tant de Partis qui se sont faits par le passé contre les Rois, n'ont point eu d'autre source que la trop grande Indulgence. Enfin pourvu qu'on sçache notre Histoire, on ne peut ignorer cette Vérité, dont je produis un Témoinnage d'autant moins suspect,



suspect, en ce dont il s'agit, qu'il est tiré de Bouche de nos Ennemis, ce qui presque en toute autre occasion la rendroit non recevable.

Le Cardinal Zapata homme de bon Esprit, rencontrant les Sieurs Baraut & Bautru dans l'Anti-chambre du Roi son Maître, un quart-d'heure après que la Nouvelle fut arrivée à Madrid de l'Exécution du Duc de Montmorenci, leur fit cette Question; Quelle étoit la plus grande cause de la Mort de ce Duc; Bautru répondit promptement, selon la Qualité de son Esprit tout de feu, en Espagnol; *Sus falsas*. No, repartit le Cardinal: *per la Clemencia de los Reyes antepassados*: Qui étoit dire proprement, que les Fautes que les Prédécesseurs du Roi avoient commises étoient plus cause du châtimement de ce Duc, que les siennes propres.

En matiere de Crime d'Etat, il faut fermer la Porte à la Pitié, & mépriser les Plaintes de personnes Intéressées, & les Discours d'un Populace Ignorante, qui blâme quelques-fois ce qui lui est plus utile, & souvent tout à fait nécessaire.

Les Chrétiens doivent perdre la mémoire des Offenses qu'ils reçoivent en leur particulier, mais les Magistrats sont obligez de n'oublier pas celles qui intéressent

sent le Public; & en effet, les laisser impunies, est bien plutôt les commettre de nouveau, que les pardonner & les remettre.

Il y a beaucoup de Gens, dont l'Ignorance est si grossière, qu'ils estiment que c'est suffisamment remédier à un Mal, que d'en faire une nouvelle Défense; mais tant s'en faut qu'il soit ainsi, que je puis dire avec vérité, que les nouvelles Loix ne sont pas tant des Remèdes aux Désordres des Etats, que des Témoignages de leur Maladie, & des Preuves assurées de la Foiblesse du Gouvernement; attendu que si les Anciennes Loix avoient été bien exécutées, il ne seroit besoin, ni de les renouveler, ni d'en faire d'autres pour arrêter de nouveaux Désordres, quin'eussent pas plutôt pris cours, que l'on eût vu une grande Autorité à punir les Maux commis.

Les Ordonnances & les Loix sont tout à fait inutiles, si elles ne sont suivies d'exécution, si absolument nécessaire, que bien qu'au cours des Affaires ordinaires, la Justice requière une Preuve Authentique, il n'en est pas de même en celles qui concernent l'Etat; Puis qu'entel Cas, ce qui paroît par des Conjectures pressantes doit quelques-fois être tenu pour suffisamment éclair-

éclairci ; d'autant que les Partis, & les Monopoles qui se forment contre le Salut Public, se traittent d'ordinaire avec tant de Ruse & de Secret, qu'on n'en a jamais de Preuve évidente, que par leur Événement, qui ne reçoit plus de Remède.

Il faut en telles occasions commencer quelques-fois par l'exécution, au lieu qu'en toutes autres, l'éclaircissement du Droit par Témoins, ou par Pièces irréprochables, est préalable à toutes choses.

Ces Maximes semblent dangereuses, & en effet elles ne sont pas entièrement exemptes de Péril, mais elles se trouveront très-certainement telles, si ne se servant pas des derniers & extrêmes Remèdes, aux Maux qui ne se vérifieront que par Conjectures, l'on en arrête seulement le cours par des Moyens innocens, comme l'Eloignement, ou la Prison des Personnes soupçonnées.

La bonne Conscience, & la Pénétration d'un Esprit Judicieux, qui Sçavant au cours des Affaires, connoît presque aussi certainement le Futur que le Present; que le Jugement médiocre par la vûe des choses mêmes, garantira cette Pratique de mauvaise suite; & au pis aller, l'Abus qu'on y peut commettre n'étant dangereux que pour les Particuliers, à la Vie des-

desquels on ne touche point par telle Voye, elle ne laisse pas d'être Recevable, vû que leur Intérêt n'est pas comparable à celui du Public.

Cependant il faut être fort retenu, pour n'ouvrir pas par ce moyen une Porte à la Tyrannie, dont on se garantira indubitablement, si comme j'ai dit ci-dessus, on ne se sert en Cas douteux, que de Remèdes innocens.

Les Punitions sont si nécessaires en ce qui concerne l'Intérêt Public, qu'il n'est pas même libre d'user en ce genre de Fautes d'Indulgence, compensant un Mal présent pour un Bien passé, c'est à dire, de laisser un Crime impuni, parce que celui qui l'a commis, a bien servi en quelque autre Occasion.

C'est néanmoins ce qui jusqu'à présent s'est souvent pratiqué en ce Royaume, où non seulement les Fautes légères ont été oubliées, par la considération des Services de grande importance; mais les plus grands Crimes abolis, par des Services de nulle considération, ce qui est tout à fait insupportable.

Le Bien & le Mal sont si différens & si contraires, qu'ils ne doivent point être mis en parallèle l'un avec l'autre; Ce sont deux Ennemis, entre lesquels il ne se doit  
faire

### 32 TEST. POLIT. DU C.

faire ni Quartier , ni échange ; si l'un est digne de Recompense , l'autre l'est de Châtiment , & tous deux doivent être traités selon leur Mérite.

Quand même le Conscience pourroit souffrir qu'on laissât une Action signalée sans Recompense , & un Crime notable sans Châtiment , la Raison d'Etat ne le pourroit permettre.

La Punition & les Bien-faits, regardent le Futur plutôt que le Passé ; il faut par nécessité qu'un Prince soit Sévère , pour détourner les Maux qui se pourroient commettre , sur l'espérance d'en obtenir Grace , s'il étoit connu trop Indulgent , & qu'il fasse du Bien à ceux qui sont plus Utiles au Public , pour leur donner lieu de continuer à bien faire , & à tout le Monde de les imiter , & suivre leur Exemple.

Il y auroit plaisir à pardonner un Crime , si son Impunité ne laissoit point lieu de craindre une mauvaise Suite ; & la Nécessité de l'Etat dispenseroit quelques fois légitimement de récompenser un Service , si en privant celui qui l'a rendu de son Salaire , on ne se privoit pas aussi conjointement de l'Espérance d'en recevoir à l'avenir.

Les Ames Nobles prenant autant de plaisir

plaisir du bien , qu'elles ont de peine à faire du mal , je quitte le Discours des Châtimens & des Supplices , pour finir agréablement ce Chapitre , par les bienfaits , & per les Récompenses ; Sur quoi je ne puis que je ne remarque , qu'il y a cette Différence , entre les Graces qui se font par Reconnoissance de Service , & celles qui n'ont autre Fondement , que la pure Faveur des Rois , que celle-ci doivent être grandement modérées , au lieu que les autres ne doivent avoir d'autres Bornes , que celles mêmes des Services qui ont été rendus au Public.

Le Bien des Etats requiert si absolument que leurs Princes soient Liberaux , que s'il m'est quelques-fois venu dans l'Esprit , qu'il se trouve des hommes , qui par leur Propension Naturelle ne sont pas Bien-faisans ; j'ai toujours estimé , que ce défaut , blâmable en toute sorte de personnes , est une dangereuse Imperfection aux Souverains , qui étant à Titre plus particulier que les autres , l'Image de leur Créateur , qui par sa nature fait bien à tout le Monde , ne peuvent pas ne l'imiter en ce point , sans en être responsables devant Lui.

La raison est , qu'il veut qu'ils prennent plaisir à suivre son Exemple , & qu'ils

distribuent leurs bien-faits de Bonne grace; Autrement obligant, sans cette Condition, ils ressemblerent aux Avarés, qui servent en leurs Festins de bonnes Vian-des, mais si mal apprêtées, que ceux qui y sont invitez les mangent sans aucun plaisir & sans en sçavoir aucun gré à ceux qui en ont fait la dépense.

Je m'étendrois davantage sur ce Sujet, si je n'en avois parlé en un autre des Chapitres précédens, représentant combien il est important, que les Princes fassent du bien à ceux de leur Conseil, qui les serviront fidèlement.

---

## CHAPITRE VI.

*Une Négociation continuelle, ne contribue pas peu au bon Succès des Affaires.*

**L**Es Etats reçoivent tant d'Avantage des Négociations continuelles, lors qu'elles sont conduites avec prudence, qu'il n'est pas possible de le croire, si on ne le sçait par Expérience.

J'avoue que je n'ai connu cette Vérité, que cinq ou six ans après que j'ai été employé dans le maniement des affaires; Mais j'en ai maintenant tant de certitude, que

que j'ose dire hardiment , que négocier sans cesse ouvertement ou secrètement en tous Lieux , encore même qu'on n'en recoive pas un Fruit présent , & que celui qu'on en peut attendre à l'avenir ne soit pas apparent , est chose tout à fait nécessaire pour le bien des Etats.

Je puis dire avec vérité , avoir vû de mon temps changer tout à fait de face les affaires de la France , & de la Chrétienté , pour avoir , sous l'Autorité du Roi , fait pratiquer ce principe , jusqu'alors absolument négligé en ce Royaume.

Entre les semences , il s'en trouve qui produisent plutôt leur fruit les unes que les autres ; il y en a qui ne sont pas plutôt en Terre , qu'elles germent & poussent une Pointe au dehors , & d'autres y demeurent fort long-temps avant que de produire un même effet.

Celui qui négocie trouve enfin un Instant propre pour venir à ses Fins ; & quand même il ne le trouveroit pas , au moins est-il vrai qu'il ne peut rien perdre , & que par le Moyen de ses Négociations , il est averti de ce qui se passe dans le Monde , ce qui n'est pas de petite Conséquence pour le bien des Etats.

Les Négociations sont des remèdes innocens , qui ne font jamais de Mal , il



faut agir par tout , près & loin , & sur tout à Rome.

Entre les bons Conseils qu'Antoine Perez donna au Feu Roi, il mit en Tête de se rendre Puissant en cette Cour là , & non sans raison ; puis que les Ambassadeurs & tous les Princes de la Chrétienté qui s'y trouvent , jugent que ceux qui sont en cette Cour les plus Puissans en Credit & en Autorité , sont ceux en effet qui ont plus de Puissance en eux-mêmes , & plus de Fortune ; & en vérité leur Jugement n'est pas mal fondé , étant certain que bien qu'il n'y ait Personne au Monde qui doive faire tant d'état de la Raison que les Papes , il n'y a point de Lieu où la Puissance soit plus considérée qu'en leur Cour ; Ce qui paroît si clairement , que le Respect qu'on y rend aux Ambassadeurs croît ou diminue & change de face tout les jours, selon que les Affaires de leurs Maîtres vont Bien ou Mal, d'où il arrive bien souvent que ces Ministres reçoivent deux Visages en un jour, si un Courrier qui arrive le Soir, rapporte des Nouvelles différentes de celles qui sont venue le Matin.

Il est des Etats comme des Corps Humains , la bonne couleur qui paroît au Visage de l'Homme, fait juger au Mé-  
de-

decin qu'il n'y a rien dégâté au dedans, & de même que ce bon Tein procède de la bonne Disposition des Parties Nobles & Internes, aussi est-il certain que le moyen le meilleur qu'un Prince puisse pratiquer, pour être bien à Rome, est de bien établir ses Affaires au dedans de ses Etats; & qu'il est presque impossible d'être en grande Réputation dans cette Ville, qui a long-temps été le Chef, & qui est le Centre du Monde, sans l'être par tout l'Univers, au grand Avantage des Intérêts Publics.

La Lumière naturelle enseigne à un chacun qu'il faut faire état de ses Voisins, parce que comme leur Voisinage leur donne lieu de pouvoir nuire, il les met aussi en état de pouvoir servir ainsi que les dehors d'une Place, qui empêchent qu'on en puisse d'abord approcher les Murailles.

Les médiocres Esprits resserrent leurs pensées dans l'étendue des Etats où ils sont nez, mais ceux à qui Dieu a donné plus de Lumière, apprenant des Médecins, qu'aux plus grands Maux, les Révolutions se font violemment par les Parties les plus éloignées, ils n'oublient rien pour se fortifier au loin.

Il faut agir en tous Lieux (ce qui est bien

bien à remarquer) selon l'humeur & les moyens convenables à la portée de ceux avec qui on négocie.

Diverses Nations ont divers Mouvements, les unes concluent promptement ce qu'elles veulent faire, & les autres y marchent à pas de plomb.

Les Républiques sont de ce dernier Genre, elles vont lentement, & d'ordinaire on n'obtient pas d'elles au premier coup ce qu'on demande, mais il faut se contenter de peu, pour parvenir à davantage.

Comme les grands Corps se meuvent plus difficilement que les petits, tels Genres d'Etat étant composez de plusieurs Têtes, ils sont beaucoup plus tardifs en leurs Résolutions, & en leurs Exécutions, que les autres.

Et pour cette Raison la Prudence oblige ceux qui négocient avec eux de leur donner du Temps, & ne les presser qu'autant que leur Constitution naturelle permet.

Il est à remarquer, qu'ainsi que les Raisons fortes & solides sont excellentes pour les grands & Puissans Génies, les foibles sont meilleures pour les médiocres, parce qu'elles sont plus de leur Portée.

Chacun conçoit les Affaires selon sa Capacité,

pacité , les plus grandes semblent aisée & petites aux hommes de bon Entendement & de grand Cœur , & ceux qui n'ont pas ces qualitez trouvent d'ordinaire tout difficile.

Tels Esprits sont incapables de connoître le Poids de ce qui leur est proposé , & font quelques-fois peu de compte de ce qui en effet est de grande importance , & quelques-fois aussi beaucoup de cas de ce qui ne mérite pas d'être considéré.

Il faut agir avec un chacun selon la portée de son Esprit : En certaines occasions tant s'en faut que parler & agir courageusement , après qu'on a mis le droit de son côté , soit courir à un Rupture , qu'au contraire , c'est plutôt la prévenir & l'étouffer en sa naissance.

En d'autres , au lieu de relever mal à propos de certains Discours faits imprudemment par ceux avec qui l'on traite , il faut les souffrir avec Prudence & Adresse tout ensemble , & n'avoir d'oreilles que pour entendre ce qui fait parvenir à ses Fins.

Il y a des Gens si Présomptueux , qu'ils estiment devoir user de Bravoures en toutes rencontres , croyant que c'est un bon Moyen pour obtenir ce qu'ils ne peuvent prétendre par Raison , & à quoi ils

ne sçauroient contraindre par la Force.

Il pensent avoir fait du Mal , quand ils ont menacé d'en faire ; mais outre que ce Procédé est contraire à la Raison , il ne réussit jamais avec les Honnêtes Gens.

Comme les Sots ne sont pas bons à négocier , il y a des Esprits fins & si délicats , qu'ils n'y sont pas beaucoup plus propres , parce que subtilisant sur toutes choses, ils sont comme ceux qui rompent la pointe des Aiguilles les voulant affiler.

Pour bien agir il faut des Gens qui tiennent le milieu entre ces deux extrémités, & les plus déliez se servant de la Bonté de leurs Esprits , pour s'empêcher d'être trompez , doivent bien prendre garde de n'en user pas pour tromper ceux avec qui ils traitent.

On se méfie toujours de celui qu'on voit agir avec Finesse , & qui donne mauvaise impression de la Franchise & Fidélité avec laquelle il doit agir ; Cela n'avance pas ses Affaires.

Les mêmes Paroles ont souvent deux Sens , l'un qui dépend de la Bonne-foi & de l'Ingénuité des Hommes , l'autre de leur Art & Subtilité , par laquelle il est fort aisé de tourner la vraie Signification d'un Mot , à des Explications volontaires.

Lcs

Les grandes Négociations ne doivent pas avoir un seul moment d'Intermission, il faut poursuivre ce qu'on entreprend avec un perpétuelle suite de desfeins, en sorte qu'on ne cesse jamais d'agir, que par Raison, & non par relâche d'Esprit, par Indifférence des choses, Vacillation de Pensées, & par résolution contraire.

Il ne faut pas aussi se dégoûter par un mauvais Evénement, puisqu'il arrive quelques-fois, que ce qui est entrepris avec plus de raison, réussit avec moins de Bonheur.

Il est difficile de combattre souvent & être toujours Vainqueur, & c'est une marque d'une extraordinaire Bénédiction quand les Succès sont favorables aux grandes choses, & seulement contraires en celles dont l'Evénement est peu important.

C'est beaucoup que les Négociations soient si innocentes, qu'on en puisse tirer de très-grands Avantages, & qu'on n'en puisse jamais recevoir de Mal.

Si quelqu'un dit qu'il en est souvent de nuisibles, je consens qu'il m'ésstime tout-à-fait mon jugement, s'il ne reconnoit, au cas qu'il veuille ouvrir les yeux, qu'au lieu de pouvoir imputer les mauvais Succès qu'il a remarqué au Remède que

je propose , ils ne doivent l'être qu'à ceux qui n'ont pas bien sçû s'en servir.

Quand même il ne produiroit autre bien que de gagner temps en certaines occasions , ce qui arrive d'ordinaire , l'Usage en seroit très-recommandable & utile aux Etats , puis qu'il ne faut souvent qu'un instant pour éviter une tempête.

Encore que les Alliances , qui se contractent souvent par divers Mariages entre les Couronnes , ne produisent pas toujours le Fruit qu'on en peut désirer , si est-ce qu'il ne les faut pas négliger , & que c'est souvent une des plus importantes Matières des Négociations.

Toujours on tire cet Avantage , qu'elles retiennent pour un temps les Etats en quelque considération de respect les uns envers les autres , & pour en faire état il suffit qu'ils en profitent quelques-fois

Ainsi que pour avoir de bons Fruits il faut enter ; les Princes de France , qui tirent leur Naissance de Parens d'égale & de haute Qualité , doivent être par Reason plus élevez , & sans doute leur sang se conserve d'autant plus Illustre , qu'il est moins mêlé avec d'autre.

Au reste les Alliances servent quelques-fois à éteindre les Lignes & les Liaisons entre les Etats , & bien qu'elles ne produi-

duisent pas toujours ce bon Effet, l'Utilité qu'en reçoit la Maison d'Autriche, fait bien voir qu'elles ne font pas à négliger.

En Matière d'Etat, il faut tirer Profit de toutes choses, & ce qui peut être Utile ne doit jamais être méprisé.

Les Lignes font de ce genre, le Fruit en est souvent très-incertain, & cependant il ne faut pas laisser d'en faire Cas; bien est-il vray, que je ne conseillerai jamais à un Grand Prince, de s'embarquer volontairement, sur le Fondement d'une Ligue, en un Dessein de difficile Exécution, s'il ne se sent assez Fort pour le faire réussir, quand même ses Collègues viendroient à lui manquer.

Deux Raïsons me font avancer cette Proposition.

La Première tire son Origine & sa Force de la Foiblesse des Unions, qui ne sont jamais trop assurées entre diverses têtes Souveraines.

La Seconde consiste en ce que les Petits Princes sont souvent aussi Soigneux & Diligens, à engager les Grands Rois en des entreprises d'Importance, qu'ils sont Paresseux à les y seconder, bien qu'ils y soient étroitement obligez, & qu'il s'en trouve même qui se tirent quelques-fois du  
Pair,



Pair, aux dépens de ceux qu'ils ont embarquez presque contre leur gré.

Bien que ce soit un Dire commun, que quiconque a la Force, a d'ordinaire la Raison, il est vrai toutes-fois, que deux Puissances inégales jointes par un Traité, la plus grande court risque d'être plus abandonnée que l'autre ; la Raison en est évidente ; La Réputation est si importante à un Grand Prince, qu'on ne sçauroit lui proposer aucun Avantage, qui puisse compenser la Perte qu'il feroit, s'il manquoit aux Engagemens de sa Parole, & de sa foi : Et l'on peut faire un si bon Parti à celui dont la Puissance est médiocre, quoi que sa Qualité soit Souveraine, que probablement il préférera son Utilité à son Honneur, ce qui le fera manquer à son Obligation envers celui qui prévoyant son Infidélité, ne sçauroit même se résoudre à la prévenir ; parce qu'être abandonné de ses Alliez, ne lui est pas de si grande conséquence, que le Préjudice qu'il recevrait, s'il violoit la foi.

Les Rois doivent bien prendre garde aux Traitez qu'ils font ; mais quand ils sont faits, ils doivent les observer avec Religion.

Je sçais bien que beaucoup de Politiques enseignent le contraire ; mais sans  
con-

considérer en ce Lieu, ce que la Foi Chrétienne nous peut fournir contre ces Maximes ; Je soutiens que puis que la Perte de l'Honneur est plus que celle de perdre la Vie, un Grand Prince doit plutôt hazarder sa Personne, & même l'Intérêt de son Etat, que de manquer à sa Parole, qu'il ne peut violer sans perdre sa Réputation, & par conséquent la plus grande Force des Souverains.

L'Importance de ce Lieu me fait remarquer, qu'il est tout-à-fait nécessaire d'être Exact aux Choix des Ambassadeurs, & autres Négociateurs; & qu'on ne sauroit être trop Sévère à punir ceux qui outrepassent leur Pouvoir; puis que par telles Fautes, ils mettent en Compromis la Réputation des Princes, & le bien des Etats tout ensemble.

La Facilité, ou la Corruption de certains Esprits, est quelques-fois si grande, & la Demangeaison qu'ont quelques autres, qui ne sont ni Foibles ni Méchans, de faire quelque chose, est souvent si extraordinaire, que s'ils ne sont retenus dans les Bornes qui leur sont prescrites, par la Crainte de leur Perte absolue, il s'en trouvera toujours, qui se laisseront plutôt aller à faire de mauvais Traitez, que de n'en faire point.

J'ai

J'ai fait tant d'expérience de cette vérité, qu'elle me contraint de finir ce Chapitre en disant, que quiconque manquera à être Rigoureux en telles occasions, manquera à ce qui est nécessaire à la Subsistance des Etats.

---

## CHAPITRE VII.

*Un des plus grands Avantages, qu'on puisse procurer à un Etat, est de destiner un chacun à l'Emploi qui lui est propre*

**L**arrive tant de Maux aux Etats, par l'Incapacité de ceux qui sont employez aux Principales Charges, & aux Commissions les plus Importantes, que le Prince, & ceux qui ont part à l'Administration de ses Affaires, ne sçauroient avoir trop de soin, à ce que chacun soit seulement destiné aux Fonctions auxquelles il est Propre.

Les Esprits les plus Clairs-voyans, étant même quelques-fois Aveugles en ce qui les touche, & se trouvant peu d'Hommes qui veüillent s'imposer des Bornes, par les Régles de la Raison; Ceux qui se trouvent en credit auprès des Princes, croient toujours être Dignes de toute sorte d'Emplois, & sur ce faux Fondement

ment ils n'oublient rien de ce qu'il peuvent pour les obtenir.

Cependant il est vrai que tel qui est capable de servir le Public en certaines Fonctions sera capable de le ruiner en d'autres.

J'ai vu arriver de si étranges Inconvéniens par les mauvais choix qui ont été faits de mon temps, que je ne puis que je ne m'écrie sur ce sujet pour en éviter de semblables à l'avenir.

Si les Médecins ne souffrent pas que l'on fasse une nouvelle épreuve sur des personnes de considération, il est aisé de concevoir combien il est dangereux de mettre aux principales Charges de l'Etat des Personnes sans Expériences, donnant lieu par ce moyen à des Apprentifs de faire des coups d'Essai en des occasions où ceux des Maîtres & les Chefs d'œuvres sont nécessaires.

Rien n'est plus capable de Ruiner un Etat qu'un tel Procédé, vraie source de toute sorte de Desordres.

Un Ambassadeur mal choisi pour faire un grand Traité, peut par son ignorance porter un notable préjudice.

Un Général d'Armée incapable d'un tel Emploi, est capable de hazarder mal à propos toute la Fortune de son Maître & le Bonheur de son Etat.

Un

Un Gouverneur d'une Place importante destitué des Conditions nécessaires à sa Garde , peut en un instant tellement avancer la Ruïne de tout un Royaume, qu'à peine un Siècle pourra-t-il réparer les Fautes.

J'ose dire au contraire que si tous ceux qui sont dans les Emplois Publics en étoient dignes , les Etats seroient non seulement exempts de beaucoup d'Accidens qui troublent souvent leur repos , mais jouïroient d'une félicité indicible.

Je sçai bien qu'il est très-difficile de rencontrer des sujets qui ayent toutes les qualitez requises aux Charges qu'on leur destine ; Mais au moins faut-il qu'ils soient pourvûs des principales, & lors qu'on ne peut en trouver d'accomplis, ce n'est pas une petite satisfaction de choisir les meilleurs qui se trouvent en un Siècle stérile.

Si le Masque dont la plupart des hommes se couvrent le Visage, & si les Artifices dont ils se servent d'ordinaire pour se déguiser & cacher leurs Défauts , les font méconnoître jusqu'à tel point, qu'étant établis dans de grandes Charges, ils paroissent aux Malicieux qu'on les estimoit pleins de Vertu quand on les a choisis ; Il faut promptement réparer la méprise,

prise , & si l'Indulgence peut faire tolérer quelque légère Incapacité , elle ne doit jamais faire souffrir la Malice trop préjudiciable aux Etats pour être tolérée en considération des Intérêts Particuliers.

C'est en cet endroit qu'il faut Représenter librement aux Rois jusqu'à quel point ils sont Responsables devant Dieu quand ils donnent par pure Faveur les grands Emplois & les Charges qui ne peuvent être possédées par les Esprits médiocres , qu'au préjudice des Etats.

C'est en cette occasion qu'il faut faire connoître qu'en ne condamnant pas tout à fait les affections particulières qui n'ont autre fondement qu'une inclination naturelle , qu'on a plutôt pour une personne que pour une autre : On ne peut excuser les Princes qui se laissent aller jusqu'à tel point que de donner à ceux qu'ils aiment de la sorte des Charges en l'Exercice desquelles ils paroissent être aussi Préjudiciables à l'Etat , qu'Utiles à Eux-mêmes.

Ceux qui sont si heureux d'avoir les bonnes grâces des Princes par la force de leur Inclination , doivent aussi l'être jusqu'à ce point que d'en recevoir des Avantages , quand mêmes ils n'auroient pas les qualitez qui peuvent bien les en rendre

dignes, & le public ne peut s'en plaindre avec Raison, si ce n'est qu'ils soient immodérez.

Mais c'est un sinistre augure pour un Prince, lors que celui qui est le plus considérable pour son Intérêt, n'est pas le plus considéré par la Faveur; & les Etats ne sont jamais en plus mauvais état que lors que les Inclinations que le Prince a pour quelques Particuliers prévalent aux Services de ceux qui sont plus utiles au Public.

En tel cas, ni l'estime du Souverain, ni l'amour qu'on lui porte, ni l'espérance de la Récompense n'excitent plus à la Vertu, on demeure au contraire en une indifférence du bien & du mal, & l'Envie, & la jalousie, ou le dépit portent un chacun à négliger son devoir, parce qu'il n'y a personne qui estime qu'en le faisant, il lui en revienne d'Avantage.

Un Prince, qui veut être aimé de ses Sujets, doit remplir les Principales Charges, & les premières Dignitez de son Etat, de personnes si estimées de tout le Monde, qu'on puisse trouver la cause de son Choix dans le Mérite.

Tels Gens doivent être recherchez dans toute l'Etendue d'un Etat, & non reçûs par importunitez, ou choisis dans la

la Foule de ceux qui font le plus de presse à la Porte du Cabinet des Rois , ou de leurs Favoris.

Si la faveur n'a point de lieu aux Elections, & que le Mérite en soit le seul Fondement, outre que l'Etat se trouvera bien servi, les Princes éviteront beaucoup d'Ingratitudes, qui se trouvent souvent en certains Esprits qui sont d'autant moins Reconnoissans des bien-faits qu'ils reçoivent, qu'ils les méritent moins. Etant certain, que les mêmes Qualitez, qui rendent les hommes Dignes du bien-fait, sont celles qui les rendent Capables & Désireux de le reconnoître.

Plusieurs ont de bons Sentimens à l'instant qu'on les oblige, mais la Constitution de leur Nature les emporte peu de temps après, & ils oublient aisément ce qu'ils doivent à autrui, parce qu'ils ne s'attachent qu'à eux-mêmes; & comme le feu convertit tout en sa substance, ils ne considèrent les Intérêts Publics, que pour les convertir à leur Avantage, & méprisent également ceux qui leur font du Bien, & les Etats dans lesquels ils en reçoivent.

La Faveur peut innocemment avoir lieu en certaines choses; Mais un Royaume est en mauvais état, lors que le



Trône de cette Fausse Déesse est élevé au dessus de la Raison.

Le Mérite doit toujours emporter la balance , & lors que la Justice est d'un côté, la Faveur ne peut prévaloir sans Injustice.

Les Favoris sont d'autant plus dangereux , que ceux qui sont élevez par la Fortune se servent rarement de la Raison , & comme elle n'est pas Favorable à leurs Desseins , elle se trouve d'ordinaire tout à fait Impuissante à arrêter le Cours de ceux qu'ils font au Préjudice de l'Etat.

A dire vray , je ne vois rien que soit si capable de ruiner le plus Florissant Royaume du Monde, que l'Appétit de telles Gens, ou le Déréglement d'une Femme, quand un Prince en est possédé.

J'avance d'autant plus hardiment cette Proposition , qu'à ce genre de Maux il n'y a point de Remèdes , que ceux qui dépendent du Hazard & du Temps , qui laissant souvent périr les Malades , sans leur donner aucun Secours , doivent être censés les plus mauvais Médecins du Monde.

Ainsi que la plus éclatante Lumière, ne fait pas qu'un Aveugle entre apperçoive seulement son Chemin , aussi n'y a-t-il aucun Rayon qui puisse déssiller les Yeux d'un

d'un Prince , qui les a couverts de Faveur & de Passion.

Quiconque a les Yeux bandez ne sçau-  
roit faire de bon Choix que par hazard ,  
& partant le Salut de l'Etat requerant  
qu'on les fasse toujours tels par Raison ,  
il requiert aussi que les Princes ne soient  
possédez par des Personnes qui les privent  
de Lumière , dont ils ont besoin pour  
voir les Objets qu'on leur met devant  
les Yeux.

Lors que le Cœur des Princes est pris  
par telle voye , il est presque inutile de  
bien faire, parce que les Artifices de ceux  
qui sont Maîtres de leurs Affections noir-  
cissent les plus pures Actions , & font  
souvent passer les Services les plus signa-  
lez pour des Offenses..

Plusieurs Princes se sont perdus , pour  
avoir préféré leur Affection particulière  
aux Intérêts Publics.

Tels Malheurs sont arrivez à quelques-  
uns , par l'Exces des Passions déréglées  
qu'ils ont eu pour les Femmes.

Quelques-uns sont tombez en pareils  
Inconvéniens , par une si simple & si A-  
veugle Passion , qu'ils ont eue pour leurs  
Favoris , que pour élever leur Fortune,  
ils ont ruiné la leur propre.

Il y en a eu d'autres , qui n'aimant rien

naturellement, n'ont pas laissé d'avoir des Mouvements si violens, en faveur de certains Particuliers, qu'ils ont été cause de leur Perte.

On s'étonnera peut-être, de cette Proposition, qui est cependant aussi véritable, qu'elle est aisée à concevoir ; & si l'on considère, que tels Mouvements sont Maladies aux Esprits qui en sont agitez, & qu'ainsi que la cause des Fièvres est la Corruption des Humeurs, aussi peut-on dire, que ces sortes d'Affectations violentes, sont plutôt fondées sur le Défaut de celui en qui elles se trouvent, que sur le Mérite de ceux qui en reçoivent l'Effet, & l'Avantage..

Tels Maux portent d'ordinaire leur Remède avec eux, en ce qu'étant violens, ils sont de peu de durée ; Mais lors qu'ils continuent, ils apportent souvent ainsi que les Fièvres de cette nature, la Mort aux Malades, ou un Défaut de Santé, qui se répare en suite difficilement.

Les plus Sages Princes ont évité tous ces divers genres de Maux, en réglant tellement leurs Affectations, que la seule Raison en fût la Guide.

Beaucoup s'en sont guéris, après avoir connu à leurs dépens, que s'ils ne l'eussent

sont fait, leur Ruïne étoit inévitable.

Pour revenir précisément au Point de la Question proposée en ce Chapitre, qui a pour but de faire connoître, combien il est Important de faire discerner ceux qui sont les plus propres aux Emplois; Je le finirai, en disant, que puis que l'Intérêt des Hommes, est ce qui d'ordinaire les fait malverser aux Charges qui leur sont commises: Les Ecclésiastiques sont souvent préférables à beaucoup d'autres, lors qu'il est question des grands Emplois, non pour être moins sujets à leurs Intérêts, mais parce qu'ils en ont beaucoup moins que les autres Hommes, puis que n'ayant ni Femmes ni Enfans, ils sont Libres des liens qui attachent davantage.

## CHAPITRE VIII.

*Du Mal que les Flateurs, Médisans, & Faiseurs d'Intrigues causent d'ordinaire aux Etats, & combien il est Important de les éloigner d'auprès des Rois, & les bannir de leur Cour.*

IL n'y a point de Peste si capable de ruiner un Etat, que les Flateurs, Médisans,

disans , & certains Esprits , qui n'ont autre Desein que de former des Cabales & des Intrigues dans leurs Cours.

Ils sont si Industrieux à répandre leur Vénin , par diverses façons imperceptibles , qu'il est difficile de s'en garentir , si on n'y prend garde de bien près.

Comme ils ne sont , ni de Condition , ni de Mérite , pour avoir part aux Affaires , ni assez bons , pour en prendre aux Intérêts Publics , ils ne se soucient pas de les troubler ; mais pensant beaucoup gagner dans la confusion , ils n'oublient rien de ce qu'ils peuvent , pour renverser par leurs Flateries , par leurs Artifices , & par leurs Médifances , l'Ordre & la Règle qui les privent d'autant plus absolument de toute Espérance de Fortune , qu'en un Etat bien Discipliné on n'en peut bâtir , que sur le Fondement du Mérite , dont ils sont destituez.

Outre que c'est une chose ordinaire , que quiconque n'est point d'une Affaire , tâche à la ruiner , il n'y a point de Maux que telles Gens ne puissent faire ; & par-tant il n'y a point de Précautions que les Princes ne doivent prendre contre la Malice , qui se voile en tant de façons , qu'il est souvent difficile de s'en garentir.

Il s'en trouve , qui destituez de Cœur  
&

& d'Esprit, ne laissent pas d'en avoir assez pour feindre une aussi grande Fermeté, qu'une Profonde & Severe Sagesse, & se faire valoir, en trouvant à redire à toutes les Actions d'autrui, lors même qu'elles sont les plus louables, & qu'il est impossible d'en faire de meilleures, au sujet dont il s'agit.

Il n'y a rien de si aisé, que de trouver des Raisons apparentes, pour condamner ce qui ne se peut faire mieux, & ce qui a été entrepris avec de si solides Fondemens, qu'on n'eût pû ne le pas faire, sans commettre une notable Faute.

D'autres n'ayant ni Bouche ni Eperon, improuvent par leurs Gestes, par leur branlement de Tête, & par une Grimace sérieuse, ce qu'ils n'oseroient condamner de Paroles, & qui ne peut être blâmé par Raison.

Pour ne point flater, lors qu'il s'agit de telles Gens, ce n'est point assez au Prince de leur interdire son Oreille; mais il faut les bannir du Cabinet & de la Cour tout ensemble; parce qu'outre que leur Facilité est quelques-fois si grande, qu'entre leur parler & leur persuader il n'y a point de différence, lors même qu'ils ne peuvent être persuadés, il ne laisse pas de leur demeurer quelque impression, qui fait

son effet une autre fois, s'ils sont rebattus de même Artifice : Et en effet, le peu d'application qu'ils ont aux Affaires, les porte souvent à juger le Procès, plutôt par le Nombre des Témoins, que par le Poids des Accusations.

A peine pourrois-je rapporter tous les Maux, dont ces mauvais Esprits ont été Auteurs, pendant le Règne de V. M. Mais j'en ai un si vif ressentiment, pour l'Intérêt de l'Etat, qu'il me contraint de dire, qu'il faut être Impitoyable envers telles Gens, pour prévenir pareils Mouvements à ceux qui sont arrivés de mon temps.

Pour Ferme & Constant que soit un Prince, il ne peut, sans grande Imprudence, & sans s'exposer à la perte, conserver auprès de lui de mauvais Esprits, qui peuvent le surprendre à l'imprévu, ainsi que pendant la Contagion une Vapeur maligne saisit en un instant le Cœur & le Cerveau des Hommes les plus forts & Robustes, lors qu'ils pensent être les plus Sains.

Il faut chasser ces Pestes Publiques, & ne les rapprocher jamais, s'ils n'ont entièrement déposé leur Venin, ce qui arrive si peu souvent, que le soin qu'on doit avoir du Repos, oblige plutôt à la continuation

nation de leur Eloignement, que la Charité ne convie à leur Rapel.

Je mets hardiment cette Proposition en avant, parce que je n'ai jamais vû aucuns Esprits Amateurs de Factions, & nourris aux Intrigues de la Cour, perdre leurs mauvaises Habitudes & changer de Nature; que par Impuissance; qui même à parler proprement ne les change pas; puis que la Volonté de mal faire leur demeure, lors qu'il n'en ont plus de Pouvoir.

Je sçais bien, que quelques-uns de ces mauvais Esprits peuvent sincèrement se convertir, mais l'Expérience m'apprenant, que pour un qui demeure dans un vray repentir, il y en a vingt qui retournent à leur vomissement; je décide hardiment qu'il vaut mieux user de rigueur envers un Particulier digne de Grace, que d'exposer l'Etat à quelque Préjudice pour être trop Indulgent, ou à ceux qui gardant leur Malice dans le Cœur, ne reconnoissent leur faute que par des Lettres, ou à ceux dont la légéreté doit faire craindre de nouvelles Rechûtes, pires qûe leurs premiers Maux.

Que les Anges ne fassent jamais Mal, ce n'est pas merveille, puis qu'ils sont confirmés en Grace; Mais que des Esprits ob-



obstinez en ce genre de Malice fassent bien , quand ils peuvent faire Mal , c'est une espèce de Miracle , dont la main Puissante de DIEU est la vraie Source ; & il est certain , qu'un Homme de grande Probité aura beaucoup plus de peine à subsister dans un Siècle corrompu par telles Gens , que celui duquel ils ne craindront pas la Vertu , pour n'être pas d'un réputation si entière.

On estime quelques-fois , qu'il est de la Bonté des Rois de tolérer les choses qui semblent de peu d'importance en leur commencement ; & moy je dis , qu'ils ne sçauroient être trop Soigneux de découvrir & d'étouffer les moindres Intrigues de leurs Cabinets , & de leurs Cours , en leurs naissances.

Les grands Embrasemens naissant de petites Etincelles ; quiconque en éteint une , ne sçait pas l'incendie qu'il a prévenu ; mais pour le connoître , s'il en laisse quelqu'une sans l'éteindre , encore que semblables Causes ne produisent pas toujours même effet , il se trouvera peut-être en telle Extrémité , qu'il ne sçaura plus y apporter Remède. Qu'il soit vrai ou faux qu'un petit poisson arrête un grand Vaisseau dont il ne sçauroit avancer le cours d'un seul moment , il est aisé de  
con-

concevoir par ce que les Naturalistes nous rapportent de ce poisson, qu'il faut avoir grand soin de purger un Etat de ce qui peut arrêter le cours des Affaires bien qu'il ne le puisse jamais avancer.

En telles occasions ce n'est pas assez d'éloigner les Grands à cause de leur Puissance, il faut faire de même des Petits à cause de leur Malice : Tous sont également dangereux, & s'il y a quelque différence, les Gens de peu, comme plus cachés, sont plus à craindre que les autres.

Ainsi que le mauvais Air, dont j'ai déjà parlé, enfermé dans un Coffre, infecte souvent une Maison de la Contagion, laquelle se met en suite dans toute une Ville, ainsi les Intrigues des Cabinets, remplissent souvent la Cour des Princes de Partialitez, qui troublent enfin le Corps de l'Etat.

Pouvant dire avec Vérité, que je n'ai jamais vu de Troubles en ce Royaume, qui ayent eu d'autre commencement, je répons encore une fois, qu'il est plus important qu'il ne semble, d'étouffer non seulement les premières étincelles de telles Divisions, lors qu'elles paroissent, mais encore de les prévenir, par l'éloignement de ceux qui n'ont autre soin que de les allumer.

En suite de ces Véritez , il ne me reste rien à dire , sinon qu'il est impossible de garentir les Etats des Maux , dont ces divers genres d'Esprits peuvent être cause, qu'en les éloignant de la Cour; ce qui est d'autant plus nécessaire, qu'on ne sçauroit garder un Serpent dans son Sein, sans s'exposer au hazard d'en être piqué.

---

## C H A P I T R E IX.

Qui traite de la Puissance du Prince ; & est divisé en huit Sections.

### S E C T I O N I.

*Le Prince doit être Puissant , pour être considéré de ses Sujets & des Etrangers.*

**L**A Puissance étant une des Choses les plus nécessaires à la Grandeur des Rois, & au Bonheur de leur Gouvernement; ceux qui ont la principale Conduite d'un Etat sont particulièrement obligez de ne rien obmettre, qui puisse contribuer à rendre leur Maître si Autorisé, qu'il soit par ce moyen considéré de tout le Monde.

Comme la Bonté est l'objet de l'Amour, la Puissance est la Cause de la Crainte , & il

il est certain qu'entre tous les Principes capables d'émouvoir un Etat, la Crainte, qui est fondée en l'Estime & en la Révérence, a cette Force, qu'elle intéresse davantage chacun à faire son Devoir.

Si ce Principe est de grande Efficace au respect du dedans des Etats, il ne l'est pas moins au regard du dehors; les Sujets & les Etrangers, regardant avec mêmes yeux une Puissance Redoutable, les uns & les autres s'abstiennent d'offenser un Prince, qu'ils reconnoissent être en état de leur faire du Mal, s'il en a la Volonté.

J'ai remarqué en passant, que le Fondement de la Puissance dont je parle, doit être l'Estime & le Respect: j'ajoute, que c'est maintenant chose si nécessaire, que si elle tire son Origine d'autre Principes, elle est très-dangéreuse, en ce qu'au lieu d'être cause d'un Crainte Raisonnable, elle porte à haïr les Princes, qui ne sont jamais en plus mauvais état, que lorsqu'elle tombe en une Aversion Publique.

La Puissance qui fait considérer & craindre les Princes avec Amour, a plusieurs espèces différentes; C'est un Arbre qui a quatre diverses Branches, qui tirent toutes leur nourriture & substance d'une même Racine.

Le Prince doit être Puissant par sa Réputation.

Par un raisonnable nombre de Gens de Guerre, continuellement entretenus.

Et par une notable Somme de Deniers dans ses Coffres, pour souvenir aux occasions imprévûes, qui surviennent souvent lors qu'on y pense le moins.

Enfin, par la Possession du Cœur de ses Sujets, comme nous le pouvons clairement voir.

## S E C T I O N II.

*Le Prince doit être Puissant par sa Réputation; & ce qui lui est nécessaire à cette Fin.*

**L**A Réputation est d'autant plus nécessaire aux Princes, que celui duquel on a bonne Opinion, fait plus avec son seul Nom, que ceux qui ne sont pas estimez, avec des Armées.

Ils sont obligez d'en faire plus d'état, que de leur propre Vie; & ils doivent plutôt hazarder leur Fortune & leur Grandeur, que de souffrir qu'on y fasse aucune Brèche, étant certain que le premier Affoiblissement qui arrive à la Reputation d'un Prince est, pour léger qu'il soit, le  
Pas

**Pas de plus dangereuse consequence à sa Ruine.**

Je dis hardiment en cette consideration, que les Princes ne doivent jamais estimer qu'aucun Profit leur soit Avantageux, s'il intéresse tant soit peu leur Honneur, & ils sont, ou Aveugles, ou Insensibles à leurs vrais Intérêts, s'ils en reçoivent de cette nature.

En effet, l'Histoire nous apprend, qu'en tout Temps & en tous Etats, les Princes de grande Réputation sont toujours plus Heureux que ceux, qui leur cédant en cette Qualité, les ont surpassés en Force, en Richesses, & en toute autre Puissance.

Comme ils n'en sçauroient être trop Jaloux, leurs Conseillers ne peuvent avoir trop de soin, de faire valoir les bonnes Qualitez qui sont en leurs Personnes.

Ceux qui formeront leur Conduite, sur les Régles & Principes contenus en ce présent Testament, acquereront sans doute, un Nom qui n'aura pas peu de poids dans l'Esprit de leurs sujets, & de leurs Voisins, particulièrement si étant Religieux envers Dieu, ils le sont encore davantage envers Eux-mêmes.

C'est à dire, Véritables en leurs Paroles, & Fideles en leurs Promesses, Con-

ditions si absolument nécessaires à la Réputation d'un Prince, qu'ainsi que celui qui en est destitué ne sçauroit être estimé de Personne, aussi est-il impossible, que celui qui les possède ne soit révééré de tout le Monde, & qu'on n'ait grande confiance en lui.

Je pourrois rapporter beaucoup d'Exemples de cette Vérité ; mais ne prétendant pas que cet Ouvrage soit un lieu commun, & aisé à faire par toutes sortes d'Esprits, qui voudront extraire les bons Livrés ; je me contente de ne rien mettre en avant, qui ne soit si Certain & si Clair, que toute Personne bien sensée en trouvera la Preuve en son Raisonnement.

### S E C T I O N    I I I.

*Le Prince doit être Puissant par la Force de ses Frontieres.*

**I**L faudroit être privé de Sens communs, pour ne connoître pas, combien il est important aux grands Etats, d'avoir leurs Frontières bien Fortifiées.

C'est chose d'autant plus nécessaire en ce Royaume, que quand même la légèreté de Nôtre Nation la rendroit incapable

ble de faire de grandes Conquêtes, sa Valeur la rendroit Invincible à sa défense, si elle a de grandes Places, si bien fortifiées, & si bien munies de toutes choses, qu'elle puisse faire paroître son Courage, sans être exposée à souffrir de grandes Incommoditez, qui sont les seuls Ennemis qu'elle a à vaincre.

Une Frontière bien Fortifiée est capable ou de faire perdre aux Ennemis l'envie, qu'ils pourroient avoir, de former des desseins contre un Etat, ou au moins d'arrêter leur cours & leur impétuosité, s'ils sont assez osez, pour venir à force ouverte.

Les subtils Mouvements de nôtre Nation ont besoin d'être garantis de la Terreur, qu'elle pourroit recevoir, d'une Attaque imprévûe, si elle ne sçavoit que l'Entrée du Royaume a des Remparts si forts, qu'il n'y a point d'Impétuosité Etrangère assez Puissante, pour les emporter d'emblée, & qu'il est impossible de s'en rendre Maîtres, qu'avec beaucoup de Temps.

La nouvelle Méthode de quelques-uns des Ennemis de cet Etat étant plutôt de faire périr par Famine les Places qu'ils assiègent; que de les emporter de vive force, & de ruiner plutôt le Pais qu'ils atta-



quent par grand nombre de Cavalerie, que de s'y avancer de Pied, avec des Corps d'Infanterie considérables, comme on faisoit anciennement; Il est clair que les Places Frontières ne sont pas seulement utiles à résister à tels Efforts, mais qu'elles sont le Salut des Etats, au dedans desquels il est impossible que les Ennemis fassent de grands Progrès s'ils laissent derrière eux des Villes, qui coupent & la Communication de leur Pais, & les Convois tout ensemble.

Cette considération m'oblige à représenter, que ce n'est pas assez de fortifier les Places, & les munir seulement pour le temps qu'elles puissent résister à une Attaque de vive force, mais qu'il faut qu'elles soient au moins fournies de toutes choses nécessaires pour plus d'un An, qui est un Temps suffisant pour donner lieu de les secourir commodément.

Je sçais bien qu'il est presque impossible aux Grands Rois, de munir ainsi beaucoup de Citadelles; Mais ce n'est pas de même de grandes Villes, où la Société des Hommes produit l'Amas de beaucoup de choses, dont un Gouverneur particulier ne sçauroit faire une assez grande Provision, & il est aisé d'obliger les Habitans à se pourvoir de Vivres pour un An, qui

qui fuffiront toujours pour fix Mois , & plus , fi on chaffe les Bouches inutiles , comme la Raison le veut.

Tant s'en faut qu'on prétende qu'un tel Ordre puiſſe exempter les Souverains d'avoir des Magazins Publics , qu'au contraire j'estime qu'ils n'en ſçauroient trop avoir , & qu'après les avoir amaffez , ils doivent établir de ſi bons Ordres pour les conſerver , qu'il ne ſoit pas libre aux Gouverneurs , à qui par Raison la Diſpoſition en appartient , de les diſſiper mal à propos , ou par une pure Négligence , ou par le Déſir , qu'ils pourroient avoir , de les convertir à leur Profit.

Je ne ſpecifie point poſitivement le Nombre des Canons , \* de la Poudre , des Boulets , & de toutes autres Munitions de Guerre qui doivent être en chaque Place , parce qu'il doit être différent , ſelon leur diverſe grandeur . Mais bien dirai-je , que les Munitions de Bouche ne ſont pas plus néceſſaires , que celles de Guerre , & qu'en vain une Place aſſiégée ſeroit bien fournie de Vivres , ſi elle manquoit de ce qui lui

E 4

eſt

(\* Pour ne rien obmettre , je remarquerai encore en cet endroit , qu'il vaut mieux des Magazins de Salpeſtre , de Soulfre & de Charbon , que de Poudre toute faite ; parce qu'elle ſe gâte aiſément à la longue , & qu'un Accident de Feu eſt plus à craindre.)

est absolument nécessaire , & pour se défendre & pour offenser les Ennemis , vû principalement que l'expérience nous faisant connoître , que ceux qui tirent le plus , tuent d'ordinaire davantage , lors qu'une Place est assiégée , on doit quasi plus épargner le Pain , que la Poudre.

Les Anciens ayant remarqué fort à propos , que la vraie Force des Places , gît en celle des Hommes , je ne puis que je ne dise en suite , que toutes les Fortifications sont inutiles , si le Gouverneur & les Officiers , qui commandent dans une Place , n'ont le Cœur aussi fort que ses Muraille & ses Remparts , & si le Nombre des Hommes n'est proportionné à la Grandeur de la Place , & à la quantité des Postes qu'il faut défendre.

L'Expérience nous a fait voir en diverses occasions , que les moindres Bicoques se trouvent imprénables par la Fermeté du Courage de ceux qui les deffendent , & que les meilleures Citadelles ne sont pas de grande résistance , quand ceux qui sont dedans n'ont pas le Cœur proportionné à leurs Forces.

Les Princes ne sçauroient en cette considération avoir trop de soin de bien choisir ceux auxquels ils confient leurs Frontières , puis que le salut & le Repos  
de

DE RICHELIEU. Ch. IX. Sect. IV. 73  
de l'Etat dépendent principalement de leur  
Fidélité, de leur Vigilance, de leur Cou-  
rage & de leur Expérience ; & que sou-  
vent le défaut de l'une de ces Qualitez,  
côte de Millions aux Etats, si ce n'est  
la Cause absoluë de leur Perte.

---

#### S E C T I O N IV.

*De la Puissance qu'un Etat doit avoir par ses  
Forces de Terre.*

Cette Section a pour l'Abondance  
de sa Matière plusieurs Subdivi-  
sions, qui seront marquées par  
Renvois au bout des Pages. -

**L'**ETAT le plus Puissant du Monde,  
ne sçauroit se vanter de jouir d'un  
Repos assuré, s'il n'est en état de se ga-  
rantir en tout Temps d'une Invasion im-  
prévûë, & d'une surprise inopinée.

Pour cet effet il est nécessaire qu'un  
grand Royaume comme celui-ci, ait tou-  
jours un Corps de Gens-d'Armes entrete-  
nus, suffisant pour prévenir les Dessesins  
que la Haine & l'Envie pouroient former  
contre sa Prospérité & sa Grandeur, lors  
qu'on

qu'on l'estime dans un Repos assuré, ou au moins, pour les étouffer dans leur Naissance.

Qui a la Force a souvent la Raison, en Matière d'Etat; & celui qui est Foible peut difficilement s'exempter d'avoir tort au Jugement de la plus grande Partie du Monde.

Comme il arrive beaucoup d'Inconvéniens au Soldat, qui ne porte pas toujours son Epée; le Royaume qui n'est pas toujours sur ses gardes, & en état de se garantir d'une surprise inopinée, a beaucoup à craindre.

Les Intérêts Publics obligent ceux qui ont la Conduite des Etats, à les gouverner en sorte qu'ils puissent non seulement les garantir de tout le Mal qui se peut éviter, mais encore de l'Appréhension qu'ils en pourroient avoir.

\* La Raison voulant, qu'il y ait une Proportion Geométrique, entre ce qui soutient & ce qui est soutenu, il est certain qu'il ne faut pas de Médiocres Forces, pour soutenir un si grand Corps, que celui de ce Royaume.

Cel-

(\* La Puissance des Princes est le seul moyen qui peut produire cet Effet, & partant il reste seulement de savoir quelles Forces doivent être entretenues dans ce Royaume.)

Celles qui sont nécessaires à une Fin si importante , peuvent & doivent être de différente Nature , c'est à dire , qu'entre les Gens de Guerre, destinez pour la conservation de cet Etat, les uns doivent être enroolez , pour être tous prêts toutes les fois qu'il en sera besoin , & les autres continuellement sur Pied , pour n'être jamais un moment , sans être en état d'une bonne Défense.

\* Pour bien garnir les Villes Frontières , & tenir un Corps en état de s'opposer à tout Dessen inopiné , il faut au moins entretenir 4000. Chevaux , & 40000. Hommes d'Infanterie continuellement sur Pied , & l'on peut , sans charger l'Etat, tenir 10000. Gentils-hommes , & 50000. Hommes de Pied , enroolez , & prêts à être levez toutes les fois que l'occasion le requerra.

On dira , peut-être , que la Défense de l'Etat ne requiert pas de si grands Préparatifs : Mais outre que tant s'en faut , que cet Etablissement soit à charge à la France , qu'au contraire la Noblesse & le Peuple en recevront de l'Avantage ; Je dis , qu'il est nécessaire , pour être capable de faire la Guerre , lors que le Bien de l'Etat je demandera.

\* Au

(\* Nombre de Gens de Guerre , qui doivent être entretenus en ce Royaume.)

\* Au Jugement des mieux Sensez , la Guerre est quelques-fois un Mal inévitable ; & en d'autres rencontres , il est absolument nécessaire , & tel qu'on en peut tirer du Bien.

Les Etats en ont besoin en certains Temps , \* pour purger leurs mauvaises Humeurs, pour vanger une Injure, dont l'Impunité en attireroit une autre , pour garantir d'Oppression leurs Alliez , pour arrêter le Cours de l'Orgueil d'un Conquerant , pour prévenir les Maux , dont on est apparemment menacé , & dont on ne sçauroit s'exempter par autre voye, ou enfin , pour divers autres Accidens.

Je soutiens , & c'est chose véritable , qu'il n'y en peut avoir d'Heureuse , qui ne soit Juste , parce que si elle ne l'étoit pas , quand l'Evénement en seroit bon , selon le Monde , il en faudroit rendre Compte au Tribunal de DIEU.

En cette considération , la première chose qu'il faut faire , lors qu'on est contraint de venir aux Armes , est de bien examiner l'Equité qui les met en main , ce qui doit être fait par des Docteurs de Capacité & de Probité requise.

Ce Fondement présupposé , on ne doit penser qu'aux moyens de bien faire la Guerre,

(\* La Guerre est quelques-fois nécessaire.)

DE K...  
TE, ...  
NICH...  
I...  
V...  
P...  
V...  
O...  
F...  
S...  
P...  
N...  
A...  
M...  
E...  
D...  
S...  
C...  
S...  
D...  
L...  
O...  
E...  
P...  
E...  
O...

...

...

S  
S

1  
1

S

...



reux, que par Hazard, ou par Miracle, à quoi les Gens sages ne doivent jamais s'attendre.

Il n'y a pas de Nation au Monde, si peu propre à la Guerre, que la Nôtre; la Légèreté & l'Impatience qu'elle a dans les moindres Travaux, sont deux Principes qui ne se vérifient que trop.

Bien que Cesar ait dit, que les François sçavent deux choses, l'Art Militaire, & celui de bien parler, j'avouë que je n'ai pû comprendre jusqu'à présent, sur quel Fondement il leur attribué la première de ces Qualitez, vû que la Patience dans les Travaux, & dans les Peines, qualité nécessaire à la Guerre, ne se trouve en eux que très-rarement.

Si cette Condition accompagnoit leur Vaillance, l'Univers ne seroit pas assez grand pour borner leurs Conquêtes; mais comme le grand Cœur, que DIEU leur a donné, les rend propres à vaincre tout ce qui s'oppose à eux par la Force, leur Légèreté, & leur Paresse, les rendent Incapables de surmonter les moindres Obstacles, que les Delais d'un Ennemi Rusé oppose à leur Ardeur.

De là vient qu'ils ne sont pas propres aux Conquêtes qui requièrent du Temps, ni à conserver celles qu'ils pourroient avoir faites en un instant.

Ils ne sont pas seulement Légers , Impatients , & peu accoutumés à la Fatigue , mais outre cela on les accuse de n'être jamais Contens du Temps présent , & d'être peu affectionnez à leur Patrie ; & cette Accusation a tant de Fondement , qu'on ne sçauroit nier qu'il s'en trouve plus qui manquent à ce à quoi ils sont obligez par leur Naissance , que de toutes les autres Nations du Monde.

Il s'en trouve peu qui portent les Armes contre la France , où il ne se trouve des François , & quand ils sont Armez pour leur Pais , les Intérêts leur sont si indifférens , qu'ils ne font aucun effort pour surmonter leurs Défauts , naturels à son Avantage.

Ils courent des cent lieues chercher une Bataille , & n'en voudroient pas attendre l'occasion huit jours ; l'Ennemi les a fatiguez , devant même qu'on ait commencé de mettre la main à l'Oeuvre.

Ils ne craignent pas le Péril , mais ils veulent s'y exposer sans aucune peine ; les moindres Délais leur sont Insupportables , ils n'ont pas de Flegme pour attendre un seul moment leur Bonheur , & ils s'ennuyent même dans la continuation de leurs Prospéritez.

Au commencement de leur Entrepri-  
se,

se, leur Ardeur n'est point ordinaire, & en effet ils sont plus qu'Hommes en cet instant, mais peu de temps après il se ralentissent, en sorte qu'ils deviennent égaux à ceux qui n'ont qu'une Vertu commune, & à la longue ils se dégoûtent & s'amolissent, jusqu'à tel point qu'ils sont moins qu'Hommes.

Il leur reste bien toujours du Cœur pour se battre, pourvu qu'on veuille les mettre aux mains à l'heure même; mais il ne leur en demeure point pour attendre l'occasion; bien que leur Honneur, la Réputation de leur Nation, & le service de leur Maître les y obligent.

Ils ne savent ni tirer fruit d'une Victoire, ni résister à la Fortune d'un Ennemi Victorieux; ils s'aveuglent plus que tous autres dans leurs Prospéritez, & cependant point de Cœur ni de Jugement dans les Aversitez & dans les Travaux.

Enfin ils sont sujets à tant de Défauts, que ce n'est pas sans Raison, que quelques Esprits Judicieux, s'étonnent comment cette Monarchie a pû se conserver depuis le temps de sa Naissance, vu que si elle a toujours trouvé des Enfans Fidèles à sa Défense, elle n'a jamais été attaquée, que ses Ennemis n'aient rencontré dans son Sein des Sectateurs, qui comme Vipères, n'ont

n'ont rien oublié de ce qu'ils ont pû, pour ronger les Entrailles de leur Mere.

Je sçais bien qu'en contre-change de ces Imperfections, les François ont de bonnes Qualites; Ils sont Vaillans, pleins de Courage & d'Humanité; leur Cœur est éloigné de toute Cruauté, & tellement dépoüillé de toute Rancune, qu'ils se reconcilient aisément.

Mais bien que ces Qualitez soient, ou l'Ornement de la Vie Civile, ou Essentielles à la Chrétienté; si est-il vrai qu'étant destituées de Flegme, de Patience, & de Discipline, ce sont des Viandes exquisés, servies sans Saucé qui les fait manger avec goût.

Je n'ignore pas que la Providence de D. I. E. U., qui est Admirable en toutes choses, l'est particulièrement en ce qu'elle a voulu contrepeser les mauvaises Qualitez de chaque Nation, par d'autres Avantages qui suppléent à leurs Défauts.

Si la Nation Françoisé est Légère & Impatiente, sa Vaillance & son Impétuosité lui font souvent faire d'un premier Effort, ce que les autres font avec beaucoup de temps.

Si son Inquiétude l'Empêche de demeurer volontiers dans les Armées, la Bonté Divine la rend si abondante en Hommes;

qu'il s'en trouve toujours quantité, qui sont portez par le même Principe de Légèreté, à vouloir aller aux occasions, quand les autres en veulent revenir, & ceux-ci sont prêts à retourner, auparavant que ceux qui ont rempli leur place, quittent la Partie.

Si le peu d'Affection qu'ils ont pour leur País, les porte quelques-fois à prendre les Armes contre leur Roi, l'Inconstance & les subits Mouveméns, auxquels ils sont sujets, font qu'étant difficile d'y prendre Confiance, ils se font plus de Mal à eux-mêmes, qu'ils ne sont Capables d'en faire à leur País.

C'est chose certaine, que les Espagnols nous surpassent en Constance & en Fermeté, en Zèle & en Fidélité envers leur Roi & leur Patrie; Mais en contre-change ce Royaume Sterile est si désert en certains endroits, & si peu Abondant en Hommes, que sans leur Fermeté, il se trouveroit souvent abandonné de soy-même.

Au reste, si entre les François quelques Particuliers prennent parti contre leur Maître, les Espagnols se mutinent, & se révoltent quelques-fois en Corps dans les Armées.

Si l'Empereur a l'avantage de dominer une Nation, qui est la Pépinière des Soldats,

dats, il a aussi le désavantage, qu'elle change aisément de Parti, & de Religion tout ensemble, outre qu'elle est extraordinairement sujette à l'Yvrognerie, & beaucoup plus déréglée que la nôtre à la Campagne.

En un mot chaque Nation a ses défauts, & les Prudentes sont celles qui tâchent d'aquerir par Art, ce que la Nature ne leur a pas donné.

Il est plus aisé d'ajouter au Courage, à la Vaillance, & à la Courtoisie des François, le Flegme, la Patience, & la Discipline, que de donner aux Nations Flegmatiques, le Feu que la Naissance ne donne pas.

Les François sont Capables de tout, pourvu que ceux qui les commandent soient Capables de bien enseigner ce qu'il faut qu'ils pratiquent.

Leur Courage, qui les porte à chercher la Guerre aux quatre coins du Monde, vérifie cette Proposition; puis qu'ils vivent comme les Espagnols dans leurs Armées, comme les Suédois dans leur Pays, comme les Cravates dans leurs Troupes, & comme les Hollandois dans leurs Etats.

Ils observent la Discipline des uns & des autres; ce qui montre bien, que s'ils de

meurent dans leur País en leurs Defauts naturels, c'est parce qu'on les souffre, & qu'on ne ſçait pas les en corriger.

S'ils vivent dans ce Royaume ſans Discipline, ce n'est pas tant leur faute, que celle des Chefs qui les commandent, qui ſe contentent d'ordinaire de faire de belles Ordonnances, & n'ont pas le Soins, qu'ils doivent avoir de les faire obſerver.

Il n'y a rien de ſi aisé que de donner des Régles de bien vivre, & rien qui ſoit ſi difficile de les faire pratiquer, il n'eſt point pourtant impoſſible.

Il faut, ſ'il ſe peut, en faire comprendre la Juſtice par Raiſon, & enſuite être impitoyable, & inflexible à faire châtier ceux qui les violent.

Si on, deux, ou trois Châtiments n'arrêtent le Cours de la Deſobéiſſance, la continuë l'emporte, & j'oſe dire à V. M. que ſi Elle trouve des Chefs, Dignes de commander, Elle ne manquera pas de Sujets, Propres à obéir. C'eſt choſe certaine, que l'Opinion qui s'eſt répandue par tout le Monde, que les François ſont Incapables de Régle & de Discipline, n'a autre Fondement que l'Incapacité des Chefs, qui ne ſçavent pas choiſir les Moyens néceſſaires aux Fins qu'ils ſe propoſent. Le

Le Siège de la Rochelle , où durant treize Mois une Armée de vingt-cinq mille Hommes reçût les Ordres , & y obéit comme des Religieux portant les Armes , & le Voyage de Pignerol , où ils firent le même , vérifient clairement ce que j'ai dit.

Mais il faut que celui qui commande n'ait aucune Acception de Personne , & qu'il soit reconnu pour tel ; étant certain , que si on voyoit qu'il n'eût pas assez de Fermeté pour demeurer Inflexible dans la rigueur de la Règle qu'il a établie , il n'y auroit Personne qui pensât être obligé à la garder : ou au moins s'en trouveroit-il beaucoup , qui se hazarderoient à la violer , pensant le pouvoir faire impunément.

Mais si un Chef se laisse moins de châtier , que les Délinquans de faillir ; sa Fermeté arrêtera le Cours de nos Légèretés si excessives ; à moins d'un tel Remède , il ne faut point espérer de contenir dans les Bornes de la Raison une Nation si Bouillante , & si Impétueuse que la nôtre. Les Châtimens de Marillac & de Montmorenci , ont en un instant mis en leur Devoir tous les Grands de ce Royaume ; & j'ose assurer , que celui de dix Officiers , & de cinquante Soldats , maintiendra les Ar-



mées en Discipline, & en état de faire tout ce qu'on voudra.

Ainsi si l'on châtie tous ceux qui manqueront à satisfaire à leurs Devoirs & Obligations, on en châtierra peu, vu qu'il ne s'en trouvera pas beaucoup, qui veulent de gayeté de cœur s'exposer à leur Perte, quand ils la connoîtront inévitable, & par la Mort de peu de Gens, on conservera la Vie à beaucoup, & l'Ordre en toutes choses.

Jamais les Defauts de cette Nation n'ont paru davantage, que sous le Règne de V. M. qui étant Signalé de beaucoup de Bonheur, & d'une grande Puissance en Votre Conduite, le sera aussi au Jugement des plus Sensesz, pour beaucoup d'Infidélitez qu'Elle a souffert, & par un grand nombre de Légéretez pratiquées contre son Service.

Après avoir plusieurs fois recherché les Raisons des uns & des autres, je ne crains point de dire, que ces Légéretez viennent de la Foiblesse de la Minorité de V. M. pendant laquelle les Esprits se sont tellement accoutumés à toutes sortes de Licences, qu'ils ont crû dans Votre Règne les pouvoir continuer avec la même Impunité, qu'ils ont fait auparavant.

La

La Première est , qu'y ayant plus de Colléges de Religieux, plus d'Officiers de Justice & de Finances, que par le passé, il y a beaucoup moins de Soldats; ce qui fait que la Désertion de ceux qui se retirent des Armées, paroît davantage, parce qu'il ne s'en trouve pas tant qu'autrefois, qui remplissent la Place de ceux qui abandonnent leur Devoir.

La Seconde, que les Gens de Guerre faisoient par le passé plus de Fortune qu'en ce temps, auquel les Financiers, & les Partisans recueillent toute la Graisse, au grand dégoût de ceux qui se voyent contrains d'exposer leur Vie, presque inutilement.

La Troisième, que les Chefs d'armée sont moins Soigneux de la Discipline Militaire, & moins Sévères à châtier ceux qui les abandonnent, que n'étoient nos Peres.

La Quatrième, que le long-temps qu'il y a que les François n'avoient eû de Guerre étrangère, où ils eussent de Puissans Ennemis à combattre, leur avoit fait quasi oublier le Métier, & les avoit desaccoutumé des Fatigues dont ils sont peu capables, bien qu'il en faille beaucoup esfuyer, lors qu'on a affaire à des Ennemis éveillez & puissans.

J'ajoute à ces Considérations, que la Santé de V. M. ne lui a pû permettre d'être toujours dans les Armées, & que l'Injustice des François est telle, qu'ils ne sont pas contents en un Lieu où ils hazardent leur Vie, s'ils ne voyent leur Roi, par la Présence duquel ils l'estiment en quelque façon assurée.

Il n'appartient qu'aux Ennemis de cet Etat, de faire la Guerre avec Succéz, par de simples Lieutenans; le Flegme de leur Nation leur donne cet Avantage, mais la Françoisé est moins propre qu'aucune autre à en user ainsi, parce que l'Ardeur qui leur donne du Courage, & le Désir de combattre, leur donne aussi l'Impatience, qui ne peut être vaincuë, que par la Présence de leur Roi.

S'il est arrivé quelques-fois, qu'une grande Entreprise ait réussi sous des Lieutenans, il se trouvera sans doute, que ceux qui ont eu ce Bonheur, ont été des Personnages de très-grande Authorité, tant par la Confiance de leur Maître, que par le Mérite de leurs Personnes, ou que les Guerres n'aient pas été de longue durée, qu'en surmontant les Ennemis il lui ait fallu aussi vaincre l'Humeur des François.

Ce n'est pas une petite peine d'être obligé

bligé de faire connoître en cet endroit, les Defauts que V. M. a plusieurs fois remarqué en sa Noblesse ; Cependant ils sont si publics , qu'il est impossible de les cacher.

L'Affectiō que je lui porte , fait qu'il est nécessaire de les examiner , pour y trouver Exemple , & y chercher Remède.

L'estime en laquelle elle a été par le passé , ne permet pas quasi de croire qu'elle ait mal fait en certaines occasions de Vōtre Règne ; mais j'en ferai , sans doute , concevoir la Raison à ceux qui en ont vû l'Effet.

Il n'y a Personne qui ne comprenne aisément , qu'il y a grande différence entre les Esprits , qui montent en haut par leur Nature , & les plus grossières Parties de leurs Corps qui demeurent en bas.

L'Excellence de la Noblesse , qui cherche la Guerre volontairement , sont ces Esprits qui montent en haut , estimez de tout le Monde ; & celle qui n'y va que par la nécessité des Loix de ce Royaume est , si non la Lie , au moins le Vin qui est au dessous de la Bare , & dont ont fait si peu de cas , qu'à peine peut-il servir pour des Valets.

Il n'y a point de Communauté , où

l'on ne trouve beaucoup plus de mauvais Sujets que de bons , & partant peu d'Yvroye étant capable de gâter plusieurs monceaux de Bled , ce n'est pas merveille si lors qu'une Noblesse est assemblée , le grand nombre corrompt le petit , quoy que meilleur : Et comme le meilleur Vin , broüillé avec la Lie ne vaut rien , aussi le Service de la meilleure Noblesse est non seulement inutile , mais préjudiciable , quand elle est jointe avec la Lie qui l'altère.

\* Ce Discours me donnant lieu de parler du Ban , & de l'Arrière-Ban , je ne puis que je dise , que c'est une Assemblée de Noblesse , qui n'ayant point de Chef qui ait Autorité , se conduit sans Règle & vit sans Discipline.

Assemblée dont la Subsistance est si peu assurée , que la Légèreté , la Lâcheté , la Malice , ou le Dégout de trois ou quatre Personnes , sont capables de la dissiper en un moment.

Assemblée qui ruine beaucoup plus les Lieux par où elle passe , que les Troupes réglées qui ruinant le Pais de V. M. payent une partie de ce qu'elles dépensent , au lieu que celle-cy ne paye rien du tout.

Elle ne fait jamais de Garde en une Armée , d'où il arrive double Mal , & celui de

de leur Fainéantise , & le Dégout qu'en reçoivent les autres.

Si elle ne combat aussi-tôt qu'elle est arrivée , comme elle a été prompte à venir , elle est prompte à s'en retourner , & en menace à tous momens ; En se retirant elle débauche non seulement beaucoup de Gens par son mauvais Exemple , mais les plus Ingénieux de sa Troupe , inventent tout ce que l'Artifice peut suggérer pour couvrir leur Infamie , & faire croire qu'elle ne s'en va pas sans Raison ; ce qui fait , qu'en affoiblissant les Armées , elle les étouffe tout ensemble.

V Ô T R E M A J E S T É connoissant mieux que moy ces Véritez , dont Elle a vu la Pratique en sa Présence , sans exagérer les Défauts d'un Ordre , dont j'ay représenté les Perfections , ma Conscience m'oblige de dire hardiment , qu'il ne faut jamais avoir recours à un tel Secours beaucoup plus Préjudiciable qu'Utile à l'Etat.

Mais afin que ce Royaume ne demeure pas privé du Service de la Noblesse , qui en a toujours été le principal Nerve , & qui est obligée de le servir en temps de Guerre , à cause des Fiefs qui lui ont été donnez à cette condition ; & des Avantages qu'elle a pendant la Paix sur les Peuples.

Il faut taxer tous les Fiefs en chaque Bail-  
liage, selon leur Revenu, & former avec  
l'Argent qui en revindra des Compagnies  
réglées, dans lesquelles ceux qui aime-  
ront mieux servir en Personne, que payer  
la Contribution de leurs Fiefs, seront re-  
çus, pourvu qu'ils s'engagent de satisfai-  
re aux Conditions de leurs Obligations.

La Prudence veut qu'on se serve des  
Hommes selon leur Portée; & que l'on  
supplée au Défaut de la Nature, & pour  
cette Raison il faut se servir du Corps de  
la Noblesse, si l'on veut en tirer quelque  
Utilité.

En suite de cette Observation, passant  
plus avant, je suis obligé de remarquer,  
qu'il est presque impossible d'entreprendre  
avec Succès des grandes Guerres avec des  
Francois seuls.

\* Les Etrangers sont absolument né-  
cessaires, pour maintenir le Corps des Ar-  
mées, & si la Cavalerie Francoise est bon-  
ne pour combattre, on ne peut se passer  
d'Etrangers pour faire les Gardes, & sup-  
porter les Fatigues d'une Armée.

Nôtre Nation bouillante & ardent aux  
Combats, n'est ni vigilante à se garder,  
ni propre à former des Desseins, ou des  
Entreprises qui ne se peuvent exécuter sans  
peine.

Les

[\* Etrangers nécessaires.]

Les Armées Françoises étoient toujours composées de la moitié d'Etrangers, & nous avons expérimenté combien il est avantageux de s'en servir, au défaut de nôtre Nation, par les bonnes Qualitez de ceux dont nous pouvons être assistez : & cependant corriger nos Imperfections autant qu'il nous est possible.

Or parce que si nous manquons de Soldats bien Disciplinez, Fermes, & Constants en leur Devoir, nous manquons encore plus de Chefs, qui ayent les Qualitez qui leur sont nécessaires ; ce n'est pas assez de remédier à un de ces Defauts, il faut aussi pourvoir à l'autre.

Il y en a peu dans le Monde, mais beaucoup moins en France qu'en autre Lieu, qui ne s'aveuglent dans la Prospérité, & ne perdent cœur & jugement dans l'Adversité & les Traverses.

Il est néanmoins nécessaire qu'il y ait des Gens dans l'Administration de l'Etat, & dans le Commandement des Armées, qui soient exempts de ces Defauts, autrement on seroit en hazard de ne tirer jamais aucun fruit des occasions favorables que DIEU, nous peut envoyer, & de perdre beaucoup au premier Accident de Fortune qui nous arriveroit.

Bien que la Tête soit ce qui guide le reste



reste du Corps, & que le Jugement soit la Partie la plus essentielle à celui qui commande, il est vrai néanmoins que je souhaite plutôt à un Général d'Armée beaucoup de Cœur, & un médiocre Esprit, que beaucoup d'Esprit, & un médiocre Cœur.

On s'étonnera peut-être de cette Proposition, parce qu'elle est contraire à ce que plusieurs ont pensé sur ce sujet, mais la Raison en est évidente.

Ceux qui ont grand Cœur ne s'étonnent pas dans le Péril; tout l'Esprit que Dieu leur a donné, & leur Jugement leur sert fort bien en telles occasions; au lieu que ceux qui ont fort peu de Cœur s'étonnant aisément, se trouvent au moindre danger si troublez, que quelque grand Esprit qu'ils ayent, il leur est du tout inutile, parce que la peur leur en ôte l'Usage.

Je ne fais pas grande différence, entre donner le Maniement des Finances à un Voleur, & le Commandement d'une Armée à celui dont le Courage est médiocre.

Comme l'Avarice, & le Désir qu'a le premier d'acquiescer du Bien, font qu'il ne prend pas toujours les occasions d'augmenter le Fonds de son Maître, aussi le second, qui a le Désir de conserver sa Vie, & se

garentir de divers Périls , qui n'ont Fondement qu'en son Imagination , est porté à perdre & à éviter beaucoup d'occasions très-avantageuses à ses Armes ; & ainsi si le premier est capable de faire des Fautes , par le Désir de remplir sa Bourse , le dernier ne l'est pas moins , par le Desein qu'il a d'assurer sa Vie.

Entre les Gens de Cœur , il y en a qui sont Vaillans par Nature , & d'autres qui le sont seulement par Raison ; les premiers sont beaucoup meilleurs pour Soldats que pour Capitaines , parce que d'ordinaire leur Vaillance est accompagnée de quelque Brutalité ; mais les seconds sont bons pour Chefs ; cependant il est toujours à désirer , que leur Vaillance Raisonnable ne soit pas déstituée de la Naturelle ; parce qu'autrement il seroit à craindre que la Prévoyance de beaucoup d'Inconvéniens qui peuvent arriver , & qui n'arrivent pas , détournât celui qui agiroit avec trop de raisonnement d'entreprendre ce qui réussiroit à d'autres moins Spirituels , & plus Hardis.

Le manque de Jugement contribué beaucoup à la Vaillance de certaines Personnes , qui font des Coups d'autant plus hazardeux , qu'ils connoissent moins le Péril où ils s'exposent.

Le

Le Jugement ne sert pas peu à d'autres pour feindre une grande Hardiesse en certaines occasions, qui périlleuse en apparence, ne le sont, ni dans l'Effet, ni dans l'Esprit de ceux à qui Dieu a donné plus de Lumière qu'aux autres.

Comme il ne faut pas une Vaillance au Général d'Armée qui soit destituée de jugement : S'il est Clairvoyant & Judicieux en éminence il a besoin de sincérité qui l'empêche de faire passer des Artifices pour des Actions de Cœur. L'homme se déguise souvent en tant de façons, qu'il est bien difficile de distinguer les effets de la Tête de ceux dont le Cœur est la principale Cause.

Il y a des gens si naturellement Vail-  
lans, qu'ils sont tels jusques au Tom-  
beau.

D'autres qui ne l'étant pas de cette sorte, font un effort en leur Jeunesse pour paroître tels, afin de s'acquérir quelque Réputation, à l'ombre de laquelle ils puissent passer leur vie sans infamie.

Ces derniers n'ont pas plutôt obtenu leurs Fins que les Effets de leur Vaillance disparoissent, parce qu'ils ont leur compte, & que l'Artifice est la source de leur Courage, & non leur Inclination naturelle.

Il faut bien se donner de garde de choisir un Chef de cette nature, le ressouvenant que l'Artifice est aussi dangereux en ceux qui commandent, que le Jugement & le Courage leur sont nécessaires.

Ces deux qualitez doivent quasi marcher de même pied, mais en compagnie de plusieurs autres.

Les grandes Entreprises n'étant pas jeux d'Enfans, il est vrai de dire qu'elles requièrent en ceux qui les font, un âge mûr; mais aussi est il vrai, qu'ainsi que la maturité du Jugement qui s'avance avec les années est utile à former un dessein, le feu de la Jeunesse ne l'est pas moins pour pouvoir le mettre en Exécutions, Et c'est chose certaine que la Fortune rit souvent aux Jeunes gens, & tourne le dos à la Vieillesse.

Il faut remarquer à ce propos, qu'il y a grande différence entre un Nouveau, un Jeune & un Vieillard. Il est difficile d'être bon & mauvais tout ensemble.

Pour être excellent, il faut être jeune d'Années, mais non de service & d'Expérience. Et bien que les Vieux soient d'ordinaire les plus Sages, ils ne sont pas les meilleurs pour entreprendre, parce qu'ils se trouvent souvent destituez du feu de la Jeunesse qui est requis en telles occasions.

Pour conclusion, le Cœur, l'Esprit & la bonne Fortune sont trois qualitez nécessaires à un Chef, que bien qu'on n'en trouve pas beaucoup qui les aient toutes ensemble, il est difficile d'attendre sans hazard de grands Evénemens de ceux qui se trouveront destituez de l'une d'icelles.

Mais si on est assez heureux pour en trouver en qui ces conditions se rencontrent, il sera très-aisé de remédier aux défauts de ceux qu'on voudra commettre à leur Conduite.

Un de ceux qui cause plus de mal est, ainsi que j'ai remarqué, la légèreté de notre Nation, qui la rendant presque incapable de demeurer long-temps en un même Etat, fait qu'une Armée n'est pas plutôt mise sur pied, qu'elle diminue de la moitié.

† J'ai quelquefois estimé que le meilleur Expédient qu'on pourroit prendre pour faire subsister les Gens de Guerre & les maintenir en Discipline, seroit d'établir l'Etablissement des Légionnaires, autrefois pratiqué en ce Royaume, y ajoutant quelques Ordres particuliers tout à fait nécessaires pour le rendre assuré, mais la Raison & l'Expérience m'ont fait perdre cette pensée.

La

(† Remède pour faire Subsister les Armées.)

La Raison, parce qu'elle fait connoître clairement que ce qui est commis au soin de plusieurs est d'autant moins assuré; que chacun se décharge sur son Compagnon, & que les choix qui se font par l'avis des Communautés, se trouvent rarement faits par le seul motif de la Raison, parce qu'encore qu'il y ait beaucoup de gens sages & de Probité, le nombre des Fous & des Méchans est toujours le plus grand.

L'Expérience, parce qu'elle apprend à tout le Monde, qu'il n'y a point de Deniers plus mal dispensés que ceux des Communautés.

\* Outre que je puis dire avec vérité que lors que les Nécessitez urgentes de l'Estat, ont contraint V. M. de recourir à des Troupes envoyées par des Princes, conduites & payées par leur Officiers, et que j'ai vû deux fois pendant cette dernière Guerre; Elles ont toujours coûté le double, & ont fait autant & plus de Desordres que les autres, & moins subsisté que celles qui étoient en même temps levées, & conduites par des particuliers à Vos Dépens.

Ces considérations m'ont fait voir clai-

G 2

re-

[\* Cette vérité est clairement justifiée par la mauvaise Administration des Deniers d'Ocroi des Villes, & des Fabriques des Eglises.]

rement qu'au lieu de Charger les Provinces de la levée & de l'entretènement des Gens de Guerre; les Souverains en doivent prendre le Soin, & qu'ils peuvent les faire subsister avec ordre, s'ils veulent se servir des moyens utiles à cette fin, selon l'ordre suivant.

Tous les Soldats doivent être Enrôlez, le Rôle qui en sera fait, doit porter leur Nom, désigner le lieu de leur Naissance, & leurs habitudes, afin que s'ils viennent à se débander, on les puisse trouver plus aisément.

Le Greffier de chaque lieu doit être chargé du nombre de ce qui se lèvera en son Étendue, & les Juges obligés d'avoir l'œil à faire prendre & châtier selon la rigueur des Ordonnances, tous ceux qui reviendront des Armées, sans un bon & valable Congé; sur peine ausdits Juges d'être privez de leurs Charges, s'il se vérifie qu'ayant eu connoissance du retour desdits Soldats, ils les aient laissez impunis.

Pour l'Enrôlement des Soldats, chacun doit être obligé de servir trois ans sans demander Congé, si ce n'est en cas d'une évidente Maladie, à condition aussi que ce terme étant expiré, l'on ne pourra le leur refuser, lors qu'ils le demanderont.

Cet-

Cette Condition semble d'autant plus nécessaire, que le François qui croit être contraint, & retenu contre son gré, ne pense d'ordinaire qu'à s'échaper, deût-il perdre mille vies, s'il en avoit autant, au lieu qu'il lui est libre de se retirer; il y a grande apparence qu'il demeurera volontairement dans les Armées, la Nature portant d'ordinaire les hommes à vouloir moins ce qui leur est permis, que ce qui leur est défendu.

Tout Soldat qui aura obtenu son Congé, sera tenu de le faire Enregistrer au Greffe de la Jurisdiction en laquelle il aura été levé.

Les Chefs & les Officiers d'un Régiment ne pourront pour quelque cause que ce puisse être, recevoir des Soldats d'un autre, sur peine d'être dégradés des Armes, & même de Noblesse, s'ils sont Gentilshommes.

Et le Soldat qui sera trouvé avoir abandonné son Capitaine sans Congé sera sans rémission envoyé aux Galères en quelque temps qu'il puisse être pris, sans qu'aucun changement de lieu ni de condition le puisse exempter de cette peine.

Nul Congé ne sera estimé bon, s'il n'est signé du Mestre de Camp, ou autre qui commande le Corps en son absence,



ce, & Scélé du Sceau du Régiment.

Chaque Régiment aura un Prévôt, un Commissaire, un Contrôleur, & un Payeur, qui tous seront obligez de suivre le Régiment; sur peine non seulement de Cassation, mais même de punition exemplaire.

S'il se fait quelques Désordres dont le Prévôt ne fasse point de châtiement selon les Loix Militaires, il sera lui-même châtié lors que la Plainte viendra à la connoissance de V. M. ou de ses Généraux.

Si le nombre du Régiment n'est complet, & que le Commissaire & le Contrôleur n'en donnent avis, ils en répondront en leurs propres & privez Noms, & seront sévèrement punis.

Si la Solde manque par la faute du Payeur, soit par divertissement qu'il fasse du fonds de sa Charge, soit par simple Remise, ou Délai, ou autre manquement, il ne pourra en aucune façon être exempt du paiement du quadruple, & de Punition Exemplaire.

Lesdits Officiers seront seulement employez par Commission, diverses Expériences ayant fait connoître que rien ne perd tant les Officiers du Roi, particulièrement en ce qui est du fait de la Guerre, que de met-

mettre les Charges en Titre d'Offices, qui, à proprement parler, n'est autre chose qu'un Titre de Volerie & d'Impunité.

Ceux qui commandent les Troupes, seront obligez de les faire mettre en Bataille toutes les fois qu'ils en seront requis par les Commissaires.

Afin que ceux qui auront telles Commissions puissent s'en acquiter fidèlement; le Commissaire aura 200. livres par mois, le Contrôleur 150. livres, le Prévôt 100. liv. son Greffier 50. liv. & chacun des Archers 30. livres.

Or parce qu'on ne sçauroit rien avancer en réglant les Soldats & les petits Officiers, si l'on ne prescrivait l'ordre qui doit être observé par les principaux Chefs: Les Mestres de Camp, Capitaines, Sergeants-Majors, Lieutenans & Enseignes, ne pourront s'abstenir de leurs Charges, sans Congé de leurs Généraux, & Commandans des Troupes, ou de V. M. & au cas qu'aucuns contreviennent à ce Règlement, ils doivent être cassez, dégradés de Noblesse & des Armes, s'ils sont Nobles, ou cassez seulement s'ils ne le sont pas, sans préjudice de plus grande peine. V. M. s'imposera, s'il lui plaît, cette Loi à Elle-même, de ne leur don-

ner jamais Congé pendant la Guerre sans cause légitime, mais lors qu'ils seront en Garnison, Elle usera aussi de cette Bonté de ne point refuser Congé aux tiers des Officiers pour quatre mois, afin qu'en un an ils le puissent avoir tous à leur tour.

Si avec cette bonne Règle qui ne peut être estimée trop austère par ceux même qui en peuvent souffrir, on a un soin particulier des Soldats : Si l'on leur donne du Pain tout le long de l'année, six Monstres & un Habit : si l'on continue les Missions Militaires pratiquées en 1639. pour les empêcher de tomber Malades : Si lors qu'ils le sont, on a des Hôpitaux qui suivent l'Armée en tous lieux, ainsi qu'on a fait en la même année, & qu'en assurant la vie à ceux qui auront été estropiez en servant le Roi, dans la Commanderie de Saint Louis, destinée à cette Fin ; j'ose répondre que l'Infanterie de ce Royaume sera bien Disciplinée à l'avenir.

\* Il en sera de même de la Cavalerie, si la mettant sur pied avec le même ordre, & que je ne répète point, pour éviter une redite importune ; on oblige en outre chaque Cavalier à avoir deux Chevaux de service & un de Bagage ; si on ne leur en sou-

souffre pas davantage : si on leur fait observer rigoureusement les Ordonnances, qui les obligent à n'être jamais sans Armes : & si on les met en Garnison pendant la Paix dans les lieux Clos , pour éviter les Desordres dont il est impossible de garantir le Peuple, lors que les Gens de Guerre logent à la Campagne.

Elle a si mal fait en ces dernières Guerres, que si elle demeueroit en l'état auquel elle est , il n'en faudroit plus faire compte.

La vraye Cause de sa Décadence est le grand nombre qu'on a été contraint d'en faire en ces derniers Temps, pour s'opposer à celle des Etrangers, qui mettent indifféremment toutes sortes de personnes à cheval.

De là est venu, qu'elle n'a pû être ainsi que par le passé composée de Noblesse adroite & Courageuse ; mais qu'on a été contraint de la remplir non seulement de Vieux Soldats, mais encore de Jeunesse de toutes conditions, qui n'a jamais éprouvé ni son Cœur, ni son Bras.

Si en imitant les Etrangers qui reçoivent toutes sortes de gens dans leur Cavalerie, la nôtre avoit appris à supporter aussi bien les fatigues que la leur, bien

qu'elle eût perdu une partie de cette ancienne Valeur, qui la rendoit recommandable, nous aurions lieu de nous consoler; mais la légèreté & la délicatesse qui se trouvent presque en toutes les Conditions de notre Nation, l'ayant retenuë dans ses premiers Defauts; Elle a perdu ce qu'elle avoit de meilleur, sans acquérir ce qu'elle n'avoit pas.

Bien que les Médecins estiment que la Cure d'une Maladie est bien avancée lors que la vraie Cause de son Mal est connue; J'avoüe qu'en connoissant l'origine & la source de celui dont il est question, la Guérison ne laisse pas d'être très-difficile.

Si l'on réduit la seule Cavalerie à la Noblesse, on n'en sçauroit avoir le nombre nécessaire pour s'opposer à celle des Ennemis; & si on y admet toutes sortes de Personnes, il est impossible de l'avoir telle que l'Histoire représente la Francoise.

Le seul Expédient qu'on peut prendre, à mon Avis, en cette extrémité, est d'exhorter les Capitaines à avoir dans leurs Compagnies le plus de Noblesse qu'ils pourront, d'ordonner qu'aucune ne pourra être reçûe à la Montre, qu'il n'y ait la moitié de Gentilshommes.

D'obli-

D'obliger tous ceux de cette Naissance qui auront 20. ans , de porter les Armes, déclarant qu'ils ne seront jamais capables d'aucunes Charges ni Dignitez, s'ils n'ont au moins servi actuellement trois ans dans les Troupes de V. M.

De défendre à tous Officiers de Cavalerie d'enrôler dans leurs Compagnies aucun Soldat , non Gentilhomme, qui n'ait 25. ans passés , & qui n'ait porté les Armes dans l'Infanterie , au moins trois ans.

Enfin de faire rigoureusement exécuter les anciens Ordres Militaires , qui veulent que tous Cavaliers qui abandonnent leur Chef en un Combat soient desarmez sur la simple notoriété de leur défection.

Si ce Règlement est religieusement observé , je ne doute point que la Cavalerie Françoisse ne regagne sa première Réputation , & V. M. ayant son Infanterie & sa Cavalerie bien Disciplinée , pourra se vanter d'être Forte par les Armes , en quelque temps que ce puisse être , & en état de donner pendant la Paix autant de Seureté à ses Sujets, que de Terreur à ses Ennemis.

Reste à voir seulement si cet Etat pourra supporter la Dépense d'un si grand corps de Gens de Guerre , tel qu'est ce-

lui dont j'ai fait le Projet. Ce qui s'examinera cy-après.

Cependant bien qu'il y ait lieu d'espérer que par le moyen d'un Règlement si Utile, & si aisé à observer comme est celui que je propose, les Armées subsisteront à l'avenir, ainsi qu'il est à désirer; ou du moins qu'elles se maintiendront beaucoup mieux que par le passé; je ne laisserai pas de faire six Remarques d'autant plus nécessaire pour une grande Guerre, que la Prudence requiert qu'aux Affaires d'Importance, on ait tant d'Expédiens, qu'on ne soit jamais court en ses mesures.

\* La première est, que si l'on veut avoir 50000. Hommes Effectifs, il faut en lever Cent, n'estimant un Régiment de 20. Compagnies qui doivent avoir cent Hommes, que pout mille.

La deuxième, qu'il faut souvent rafraîchir les Armées par de nouvelles Levées, sans lesquelles bien qu'elles sont fortes par leur Contrôle, elles seront très-foibles en effet.

La troisième, que tels Rafrâichissemens doivent être plutôt faits par fréquentes Recrûes des Vieux Corps, qu'il faut conserver lors même qu'ils seront entièrement

(\* Remarques pour faire Subsisiter les Armées, & pour faire Utilement la Guerre.)

ment affoiblis , que pour lever de nouveaux Régimens ausquels toutefois il est expédient d'avoir recours en certaines occasions pressées , parce que les Soldats s'Enrôlent plus volontiers sous les Officiers.

La quatrième , que lors que les Troupes sont ruinées , il vaut mieux les payer sur le pied auquel elles sont réduites que les réformer , parce qu'il est impossible d'en user ainsi , sans perdre d'excellens Officiers & des Soldats Aguerri.

Je sçai bien qu'on peut ordonner que ce qui reste de Soldats , passe dans d'autres Régimens. Mais il est tout a fait impossible de le faire pratiquer , l'affection que chaque Soldat a pour son Capitaine , lui donnant sujet de se retirer , ou au moins prétexte à la légèreté d'en user ainsi.

Je sçai bien encore qu'en réformant des Régimens, on pourroit imiter les Espagnols qui ne font pas seulement passer les Soldats dans de Vieux Corps , mais même des Officiers.

Mais bien qu'il soit aisé de refondre un tel Ordre, il n'y a point de Sévérité assez grande par le faire exécuter ; l'humeur Ambitieuse & peu Sage de nôtre Nation , ne leur permettant après avoir commandé de souffrir d'être commandez , quelque  
ayan-



avantage qui pût leur revenir d'une telle obéissance.

La cinquième, qu'il est absolument impossible dans les Guerres qui requièrent des efforts extraordinaires, de payer réglément les Montres des Gens qu'on met sur pied, comme on peut faire en une Entreprise qui n'exécute point les Forces d'un Etat ; Mais qu'en tel cas ces deux Expédiens peuvent remédier à un tel Defaut.

Le premier consiste à si bien pourvoir aux Vivres, que jamais le Pain ne manque aux Soldats.

Le second, de contenter les Chefs qui états satisfaits, ont trop d'intérêt à maintenir les Gens qu'ils commandent pour n'y pas faire leurs efforts. Au lieu que s'ils sont maltraités, leur plaintes & leurs négligences donnent lieu de licence à leurs Soldats, & leur font venir l'envie de se débander, quand ils n'y penseroient pas de leur propre mouvement.

Cependant je ne veux pas oublier à remarquer que pour bien faire, il faut donner trois Montres pendant la Campagne, quatre cinq mois de Quartier d'hiver que les Troupes doivent avoir réglément.

Or parce qu'il n'y a rien de si Important à la Subsistance des Gens de Guerre  
& aux

& aux succès de tous les Deseins qu'on peut entreprendre, que de pourvoir si bien à leurs Vivres qu'ils ne leur manquent jamais.

J'ajoute pour sixième Remarque, que ce Soins est un des principaux qu'on doit avoir, & que l'Oeconomie & la Police sont les principales parties de Généraux d'Armée.

A peine les Armées combattent-elles une fois en un an. Mais il faut qu'elles vivent tous les jours & qu'elles subsistent avec ordre; Ce qui ne se peut faire sans une grande Oeconomie & un extraordinaire soin de Police.

Il se trouve en l'Histoire beaucoup plus d'Armées périées par faute de Pain & de Police, que par l'effort des Armes Ennemies; Et je suis fidèle Témoin que toutes les Entreprises qui ont été faites de mon temps, n'ont manqué que par ce Defaut.

Ceux qui n'ont pas d'Expérience, estiment d'ordinaire avoir tout fait quand ils ont mis des Armées sur pied & qu'ils ont pourvu à leur Solde; Mais quelque payement qu'on leur fasse, si elles ne sont en lieu où elles puissent vivre commodement, leur argent leur est inutile, & ne peut les empêcher de périr.

Je

Je ne puis que je ne dise à ce propos, qu'il faut bien se donner de garde de se fier assez souvent sur la foi d'un simple Munitionnaire, qui s'oblige à fournir le Pain d'Armée.

La vie de telles gens est une très-mauvaise Caution du dommage que leur négligence peut causer, pour se reposer sur leur Foi.

Le Soin de Vivres doit être commis à des Personnes de Qualité, dont la Vigilance, la Fidélité & la Capacité soient connues; puis que de là dépend la Subsistance des Armées, & bien souvent celle de l'Etat.

Il n'y a point de gens trop relevez pour être employez en telles Charges.

\* Pour ne se point tromper en son compte, en mettant une Armée sur pied, il faut faire l'Etat des Vivres en sorte qu'il y ait pour chaque Régiment de mille Hommes

(\* Un Chariot à quatre Chevaux doit porter par tout Pais sept à huit Septiers de Bled; ce qui reviendra à 1500. l. pesant, chaque Septier pesant 240. en Pain. Il doit porter mille Rations, qui doivent peser 1500. l. en Biscuit il portera 2000. Rations. Ainsi 15. bonnes Charrettes porteront pour 15. jours de Pain pour mille Hommes, & pour 3. semaines de Biscuit. Et partant 25. Charrettes à ce compte doivent porter pour 25. jours de Pain & pour 30. de Biscuit pour une Armée de 15. mille Hommes.)

mes quinze Charriots pour porter toujours à la suite pour quinze jours de Pain , qui est à peu près ce qu'il en faut pour faire une Entreprise de considération : encore faut-il en avoir cent , ou deux cens par dessus le calcul , autrement on se trouveroit court.

Il ne faut pas oublier de porter des Moulins & des Fours, car bien que l'usage n'en soit pas bon pour l'ordinaire, il est toutefois nécessaire d'en avoir , pour s'en servir en certains lieux , auxquels il seroit impossible de subsister autrement , & auxquels il peut arriver qu'un séjour de quatre jours donne de grands Avantages aux Ennemis , sur une Armée qui manque de Subsistance.

Les moindres choses étant à considérer dans les grands Desseins , un Général d'Armée doit avoir un Soins particulier du détail de son Equipage.

Il doit sçavoir que des Charrettes se débarrassent mieux que des Charriots, qu'elles tournent plus aisément en des lieux étroits; Mais que d'autre part elles sont plus sujettes à verser , & qu'une renversée est capable d'arrêter long-temps tout un Equipage. Ainsi c'est à lui à considérer les lieux où il va pour se servir des unes ou des autres, selon qu'il le jugera le plus à propos.

Il doit scavoir de plus, qu'il y a deux façons de porter le Pain, ou dans des Caïssons qui pésent & embarrassent beaucoup, ou dans des Charrettes clissées par les côrez, & couvertes de toiles qirées, ce qui est beaucoup plus commode.

Ensuite de ces six Remarques, il ne me reste qu'à donner deux Conseils à ceux qui commandent nos Armées.

Le premier est, d'être toujours le premier en Campagne, étant difficile à une Armée pour puissante qu'elle puisse être, de faire progrès quand elle en trouve une sur pied qui lui fait Tête; & souvent aisé à celle qui commence la première de s'assurer un bon Succès.

Le second de prendre plutôt le parti d'Attaquant, lors qu'on le peut sans jémérité, que celui de Défenseur; parce qu'outre que celui qui a l'audace d'attaquer donne quelque impression de crainte à celui qu'il attaque, le naturel des François impatient & léger est aussi mal propre à la Défense, que son feu & ses premiers bouillons leur donnent de qualitez qui les rendent capables de bien s'acquitter de leur devoir.

Diverses Expériences me font parler ainsi, & je m'assure que ceux qui seront consummez dans le Commandement, tiendront ce langage.

## SECTION V.

*De la Puissance sur la Mer.*

**L**A Puissance en Armes requiert non seulement que le Roi soit fort sur la Terre, mais aussi qu'il soit Puissant sur la Mer.

Lors qu'Antoine Perez fut reçu en France par le Feu Roi V<sup>ô</sup>tre Pere, & que pour lui faire passer sa misère avec douceur il lui eut assuré un bon Appoinement : Cet Etranger désirant reconnoître l'obligation qu'il avoit à ce grand Roi, & faire voir que s'il étoit Malheureux, il n'étoit pas Ingrat, donna en trois mots, trois Conseils qui ne sont pas de petite considération, ROMA, CONSEJO, PIELAGO.

L'Avis de ce Vieux Espagnol consommé dans les Affaires d'Etat, ne doit pas tant être considéré par l'Autorité de celui qui le donne, que par son propre Poids.

Nous avons déjà parlé du Soins que l'on doit avoir d'être pourvû d'un bon Conseil & d'être autorisé à Rome. Reste à représenter l'Intérêt que le Roi a d'être Puissant sur la Mer.

La Mer est celui de tous les Hérîtages sur lequel tous les Souverains prétendent plus de part, & cependant c'est celui sur lequel les Droits d'un chacun sont moins éclaircis.

L'Empire de cet Element ne fut jamais bien assuré à Personne. Il a été sujet à divers Changemens selon l'Inconstance de sa Nature, si sujette au Vent qu'il s'abandonne à celui qui le Flate le plus, & dont la Puissance est si dérégulée qu'il se tient en état de le posséder par violence, contre tous ceux qui pourroient le lui disputer.

En un mot les Vieux Tîtres de cette Domination sont la Force & non la Raison, il faut être Puissant pour prétendre à cet Hérîtage.

Pour agir avec ordre & méthode en ce Point, il faut considérer l'Océan & la Méditerranée, séparément, & faire distinction des Vaisseaux Ronds, utiles en ces deux Mers & des Galères dont l'usage n'est bon qu'en celle que la Nature semble avoir réservée expressément entre les Terres pour l'exposer à moins de tempêtes & lui donner plus d'abri.

Jamais un grand Etat ne doit être en état de recevoir une injure sans pouvoir en prendre revanche.

Et

Et partant l'Angleterre étant Scituée comme elle est , si la France n'étoit puissante en Vaisseaux , elle pourroit entreprendre à son Préjudice ce que bon lui sembleroit , sans crainte du Retour.

Elle pourroit empêcher nos Pêches, troubler nôtre Commerce , & faire en gardant l'Embouchure de nos grandes Rivières , payer tel Droit que bon lui sembleroit aux Marchands.

Elle pourroit descendre impunément dans nos Isles , & même dans nos Côtes.

Enfin la Scituation du Pais Natal de cette Nation Orgueilleuse , lui ôtant tout lieu de craindre les plus grandes Puissances de la Terre, l'ancienne Envie qu'elle a contre ce Royaume , lui donneroit apparemment lieu de tout oser , lors que nôtre Foiblesse nous ôteroit tout moyen de rien entreprendre à son Préjudice.

L'Insolence qu'elle fit du temps du Feu Roi au Duc de Sully , oblige à se mettre en état de n'en plus souffrir de pareille.

Ce Duc choisi par HENRI le Grand , pour faire une Ambassade Extraordinaire en Angleterre , s'étant embarqué à Calais dans un Vaisseau François qui portoit le Pavillon François au grand Mât , ne fût pas plutôt dans le Canal , que rencontrant



roit le moins, soit en baissant le Pavillon, ou en ne le baissant pas.

Quelque Expédient qu'on trouve en ce sujet, pourvû qu'il soit égal de toutes parts, il sera Juste, si V. M. est Forte à la Mer, ce qui sera raisonnable, sera tel aux Anglois, tellement aveuglez en telle Matière, qu'ils ne connoissent autre Equité que la Force.

L'Utilité que les Espagnols, qui font Gloire d'être nos Ennemis présents, tirent des Indes, les oblige d'être Forts à la Mer Océane.

La Raison d'une bonne Politique, ne nous permet pas d'y être Foibles; mais elle veut que nous soyons en Etat de nous opposer aux Dessesins qu'ils pourroient avoir contre nous, & de traverser leurs Entreprises.

Si V. M. est Puissante à la Mer, la juste Apprehension qu'aura l'Espagne de voir attaquer ses Forces, unique source de sa Subsistance: qu'on descende dans ses Côtes, qui ont plus de six cens lieues d'étendue: qu'on surprenne quelques-unes de ses Places, toutes Foibles, qui sont en grand nombre: cette Apprehension, dis-je, l'obligera à être si Puissante sur la Mer, & à tenir ses Garnisons si Fortes, que la plus grande part du Revenu des Indes

des se consummera en Frais , pour avoir le tout , & si ce qui lui restera suffit pour conserver ses Etats , au moins aura-t-on cet Avantage , qu'il ne lui donnera plus moyen de troubler ceux de ses Voisins , comme elle a fait jusqu'à présent.

\* Si V. M. eût été aussi Foible que ses Prédécesseurs , Elle n'eût pas réduit en Cendres , au milieu des Eaux , toutes les Forces que l'Espagne put ramasser en 1638. sur l'Océan.

Cette Superbe & Altière Nation , n'eût pas été contrainte de souffrir l'abaissement de son Orgueil , aux Yeux non seulement de toute l'Italie , mais aussi de toute la Chrétienté , qui se voyant arracher des mains par pure Force , les Isles de Sainte Marguerite , & de Saint Honorat , dont elle ne s'étoit renduë Maîtresse que par surprise , a vû en même instant & d'un même oeil , la Honte de cette Nation Insolente , & la Gloire & la Réputation de la Vôtre.

Elle n'eût pas enfin , sur les Mers de Gênes , donné ce Célèbre Combat de Galères , qui donnant de la terreur à ses Ennemis , a augmenté l'Amour & l'Estime de ses Alliez , & imprimé tant de révérence aux Indifférens , que le Poids du

H 5

Ref-

Respect les tira tout à fait de son côté.

VÔTRE MAJESTÉ, ayant des Alliez si éloignez de ce Royaume, qu'on ne peut avoir Communication avec eux que par la Mer, s'ils voyoient la France dénuée des moyens nécessaires pour les secourir en certaines occasions, il seroit aisé aux Envieux du Bonheur des uns & des autres, de mettre la même Division entre les Esprits, qu'il y a entre les Etats; au lieu que si Vos Forces Maritimes sont considérables, quoy que divisées quant au lieu, ils demeureront étroitement unis de Cœur & d'Affectiôn à cet Etat.

Il semble que la Nature ait voulu offrir l'Empire de la Mer à la France, pour l'avantageuse Scituation de ses deux Côtes, également pourvûes d'excellens Ports aux deux Mers, Océane & Méditerranée.

La seule Brétagne contient les plus beaux qui soient dans l'Océan; & la Provence, qui n'est que de huit vingt mille d'étendue, en a beaucoup plus de grands & d'assurez que l'Espagne & l'Italie tout ensemble.

La Séparation des Etats, qui forment le Corps de la Monarchie Espagnole, en rend la conservation si mal-aisée, que pour leur donner quelque Liaison, l'unique moyen

moyen qu'ait l'Espagne, est l'entretènement de grand nombre de Vaisseaux en l'Océan, & de Galères en la Mer Méditerranée, qui par leur Trajet continuel réunissent en quelque façon les Membres à leur Chef; portent & rapportent les choses nécessaires à leur Subsistance; comme les Ordres de ce qui doit être entrepris, les Chefs pour commander, les Soldats pour exécuter, l'Argent qui est non seulement le Nerve de la Guerre, mais aussi la Graisse de la Paix; d'où il s'ensuit, que si l'on empêche la Liberté de tels Trajets, ces Etats qui ne peuvent subsister d'eux-mêmes, ne sçauroient éviter la Confusion, la Foiblesse, & toutes les Désolations dont DIEU menace un Royaume divisé.

Or comme la Côte de Ponant de ce Royaume, separe l'Espagne de tous les Etats possédez en Italie par leur Roy, ainsi il semble que la Providence de DIEU, qui veut tenir les choses en balance, a voulu que la Scituation de la France separât les Etats d'Espagne, pour les affoiblir en les divisant.

Si V. M. a toujours dans ses Ports quarante bons Vaisseaux bien outillez & bien équipez, prêts à mettre en Mer aux premières occasions qui se présenteront, elle  
en

en aura suffisamment pour se garentir de toute Injure , & se faire craindre dans toutes les Mers , par ceux qui jusqu'à présent y ont méprisé ses Forcès.

Comme les Vaisseaux ronds sont nécessaires à cette Fin dans la Mer Oceané , les Galères Vaisseaux légers , qui à force de Rames font de grandes Courses dans les Calmes , plus ordinaires dans la Méditerranée qu'ailleurs , le sont autant dans la Mer de Levant.

Avec trente Galères V.M. ne balancera pas seulement la Puissance d'Espagne , qui peut par l'Assistance de ses Alliez en mettre cinquante en Corps ; mais elle la surmontera par la Raison de l'Union , qui redouble la Puissance des Forces qu'elle unit.

Vos Galères pouvant demeurer en Corps , soit à Marseille , soit à Toulon , elles seront toujours en état de s'opposer à la Jonction de celles d'Espagne , tellement séparées par la Scituation de ce Royaume , qu'elles ne peuvent s'assembler sans passer à la vûe des Ports , & des Rades de Provence , & même sans y mouïller quelquesfois , à cause des Tempêtes qui les surprennent à demi Canal , & que ces Vaisseaux légers ne peuvent supporter sans grand hazard , dans un Trajet fâcheux où elles sont assez frequentes. Le

**Le** Trajet qui fait en toutes les Mers de Laponie, qui y règne et d'ordinaire, est si difficile d'en trouver le Passage assuré, en quelque saison qu'on se propose d'y aller.

Tous Temps sont y est dangereux, & si les Circumstances sont favorables à ceux qui le veulent, ils ne font-ils le Trajet sans péril.

La vraie Raison de ce danger est, ve en ce Passage, nous ne sommes pas des Vents, mais par les courants des Côtes.

Plus une Côte est basse, plus elle se dérobe de la vue, & par conséquent de la vue de la Terre est rendue plus obscure & par l'humidité de l'air, la Neige, dont elle est couverte.

De là vient, que les Côtes de France, qui sont de terre ferme, sont pendant l'hiver, & pendant l'été, ou des Neiges, ou des vents, qui venant de la Terre, sont contraires à ceux qui viennent de la Mer.

Or comme ces Vents sont pas assez puissants pour le porter vers les Lieux, dont on se propose d'y aller.

ce qu'il se trouve d'ordinaire d'autres Vents, de Terre qu'ils en chassent; d'où il arrive que par la contrariété des Vents de nos Côtes & de celles d'Espagne, les Vaisseaux sont jettes dans le Golphe, où le plus souvent par un Temps forcé, leur Perte est inévitable.

Pour venir d'Espagne en Italie, les Vaisseaux & les Galères font toujours leur Partance du Cap de Quiers, & du Golphe de Rose, & attendent d'ordinaire le Renant & Maistrak pour arriver heureusement a la Côte de Gennes, ou à Morgues, qui est le premier Abord qu'ils font; mais bien qu'ils partent avec un Vent favorable, ils ne sont jamais arrivez au Golphe, qu'il ne se trouve changé.

Si les Vents sautent au Labèche, ou Myhjour & Labèche, il faut de nécessité qu'ils relâchent dans les Côtes de Provence, ou s'ils passent au Siroch & Levant, il est impossible aux Galères & Vaisseaux qui se trouvent près de nos Côtes, ni d'achever leur Voyage en Italie, ni de regagner l'Espagne, & en Temps forcé c'est un Miracle, si elles ne se perdent sur les Dignes de nos Côtes.

D'autre part, les Vaisseaux qui vont d'Italie en Espagne partent d'ordinaire de Morgues, qui est le dernier Port d'Italie.

Pour

Pour faire bon Voyage ils attendent le Maïstral, & Tramontane, mais jamais ils ne sont à my Golphe sans changement de Temps, & sans Péril tout ensemble; parce qu'un Siroch, ou une Tempête de My-jour, rend leur Perte inévitable, si nos Ports ne leur sont ouverts.

Ainsi si la France, est forte en Galères & en Gallions tout ensemble, ils ne peuvent faire aucun Trajet assuré, étant certain qu'ils ne sçauroient entreprendre de faire Canal pendant l'Hyver, sans se mettre en hazard de se perdre, ou dans nos Côtes, ou dans la Barbarie; si les Vents passent tout à fait au Nord.

Et quand même le Grec, & Tramontane, les font courre vers Majorque & Minorque, & Maïstral, & Tramontane, les portent en Corse, & Sardaigne, le plus souvent la violence des Tempêtes les brise, & les perd, devant que de gagner l'Abri des Isles qui leur sont Favorables.

Et si pour se garentir de ce Péril, ils se résolvent à attendre les Vents favorables pour raser nos Terres, encore n'arrivera-t-il pas que de vingt Trajets qu'ils tenteront, ils puissent passer une fois seulement, sans qu'un si mauvais Temps ne les fasse donner à travers à notre yûc.

Et



Et quand même ils pourroient être servis d'un Vent si favorable qu'ils n'auroient rien à craindre de la Mer, le moindre avis que nous aurons de leur Passage nous donnera lieu de le traverser, d'autant plus assurément, que nous pouvons toujours nous mettre à la Mer quand bon nous semble, & nous retirer sans Péril, quand le Temps nous menace, à cause du Voisinage de nos Ports, qu'ils n'osent aborder.

Trente Galères donneront cet Avantage à V.M. & si à un tel Corps elle ajoute dix Gallions, vraies Citadelles de la Mer, redoutables aux Galères, quand ils ont un Vent favorable, à cause que leur Corps n'a point de proportion avec la foiblesse de ces Vaisseaux légers, & qu'ils ne les craignent point dans les plus grands Calmes, parce qu'étant pourvus d'aussi bons Canons que leurs Coursiers, ils sont en état de leur faire beaucoup de Mal, s'ils s'en approchent de trop près.

Quand le Roy d'Espagne augmenteroit de moitié ses Forces en cette Mer, ce qu'il ne peut faire sans une grande dépense, il ne seroit pas en état de reparer le Mal que nous lui pourrions faire, à cause de l'union de nos Forces, & de la division des siennes.

Il n'y a rien qu'un tel Corps ne puisse  
en-

entreprendre , il peut aller attaquer les Armées d'Espagne dans leurs Ports lors qu'elles s'y assemblent , l'Expérience nous ayant fait voir dans la reprise des Isles de Sainte Marguerite & de Saint Honorat , que les Forteresses flottantes prévalent aux plus assurées de la Mer ; lors qu'on sçait s'en servir hardiment.

Par ce moyen V.M. conservera la Liberté aux Princes d'Italie , qui ont été jusqu'à présent comme Esclaves du Roi d'Espagne.

Elle redonnera le Cœur à ceux qui ont voulu secoüer le Joug de cette Tyrannie , qu'ils ne supportent que parce qu'ils ne peuvent s'en délivrer , & fomentera la Faction de ceux qui ont le Cœur François.

Le Feu Roi Vôte Pere , ayant donné charge à M. d'Alincourt de faire reproche au Grand Duc Ferdinand , de ce qu'après l'Alliance qu'il avoit contractée avec lui , par le Mariage de la Reine Vôte Mere , il n'avoit pas laissé de prendre une nouvelle Liaison avec l'Espagne : Le Grand Duc après avoir ouï patiemment ce qu'il lui dit sur ce Sujet , fit une réponse qui signifie beaucoup en peu de mots , & qui doit être considérée par V.M. & par les Successeurs ; si le Roi eût eu quarante

Galères à Marseille, je n'eusse pas fait ce que j'ai fait.

La Porte que donne Pignerol à V.M. dans l'Italie, étant bien conservée, si Elle s'en ouvre une autre par la Mer, le Temps & la Fermeté qu'on verra dans vos Conseils, dont on appréhende le changement à cause de la Légèreté de nôtre Nation, changeront les Cœurs de beaucoup d'Italiens, ou pour mieux dire, donneront le moyen de faire connoître quels ils ont toujours été.

L'Italie est considérée comme le Cœur du Monde, & à dire le vray, c'est ce que les Espagnols ont de plus grand dans leur Empire, c'est le Lieu où ils craignent le plus d'être attaquez & troublez, & celui auquel il est plus facile d'emporter sur eux de notables Avantages, pourvû qu'on s'y prenne comme il faut.

Et par consequent, quand même on n'auroit pas dessein de leur faire du Mal, au moins faut-il être en état de leur donner un contre-coup si près du Cœur, quand ils voudront faire quelques Entreprises sur la France, que leurs Bras n'ayent plus assez de Force pour tenter de malicieux Desseins contre Elle.

Cette Force ne tiendra pas seulement l'Espagne en bride, mais elle fera que le  
Grand

Grand Seigneur & ses Sujets, qui ne mesurent la Puissance des Rois éloignez, que par celle qu'ils ont à la Mer, seront plus soigneux qu'ils n'ont été jusques à présent, d'entretenir les Traitez faits avec eux.

Alger, Thunis, & toute la Côte de Barbarie, respecteront & craindront V<sup>otre</sup> Puissance; au lieu que jusqu'à présent ils l'ont méprisée avec une Infidélité incroyable.

En ce Cas, ou les Barbares vivront volontairement en Paix avec les Sujets de V. M. ou s'ils ne sont pas assez Sages pour venir à ce Point, on les contraindra par la Force, à ce à quoy ils n'ont pas voulu condescendre par la Raison.

Au lieu qu'à présent que nous pensons n'avoir pas la Guerre avec eux, nous en recevons tous les Maux, & nous ne jouissons pas de la Paix, ni de la Moisson qu'elle nous devoit causer, nous trouverons le Calme & la Seureté dans la Guerre, très-avantageuse avec des Gens, dont l'Infidélité naturelle est si grande, qu'on ne peut s'en garantir que par la Force.

Il reste à voir de combien peut être la Dépense nécessaire à l'Entretien du nombre des Vaisseaux projetez cy-dessus, laquelle pour grande qu'elle soit, doit être estimée petite, en comparaison des Avan-

tages que nous en recevrons ; Cependant elle peut être faite avec tant d'Avantage & de Ménage , qu'on pourra la soutenir avec deux millions cinq cens mille livres, selon que les Etats qui seront insérez à la fin de cet Ouvrage , le vérifieront.

---

## SECTION VI.

*Qui traite du Commerce, comme une Dépendance de la Puissance de la Mer , & spécifie ceux qu'on peut faire commodément.*

C'EST un dire commun , mais véritable , qu'ainsi que les Etats augmentent souvent leur étendue par la Guerre, ils s'enrichissent ordinairement dans la Paix par le Commerce.

L'Opulence des Hollandois , qui , à proprement parler , ne sont qu'une poignée de Gens réduits à un coin de la Terre où il n'y a que des Eaux & des Prairies , est un exemple , & une preuve de l'Utilité du Commerce , qui ne reçoit point de contestation.

Bien que cette Nation ne retire de son País que du Beure & du Fromage , elle fournit presque à toutes les Nations de l'Europe la plus grande partie de ce qui leur est nécessaire.

La

La Navigation l'a renduë si Célèbre & si puissante par toutes les Parties du Monde : qu'après s'être renduë Maîtresse du Commerce aux Indes Orientales, au préjudice des Portugais qui y étoient de longtemps établis : Elle ne donne pas peu d'affaires aux Espagnols dans les Indes Occidentales , où elle occupe la plus grande partie du Brésil.

Comme en Angleterre le plus grand nombre de ceux qui sont les moins accommodés se maintiennent par les Pêcheries ordinaires : les plus Puissants font un plus grand Trafic en toutes les parties de la Terre, par la Manufacture de leurs Draps, & par le Débit du Plomb, de l'Etain, & du Charbon de terre que produit leur País.

Il n'y a que le seul Royaume de la Chine , dont l'entrée n'est permise à personne , auquel cette Nation n'a pas de lieu établi pour son Trafic.

La Ville de Gènes qui n'a que des Rochers en partage , fait si bien valoir son Négoce , qu'on peut sans contredit la dire la plus Riche Ville d'Italie, si le Secours d'Espagne \* .....

La seule France pour être trop abondante en elle-même , a jusques à présent négligé le Commerce, bien qu'elle le puisse

(\* Le Manuscrit en cet endroit est defectueux.)

se faire aussi commodément que les Voisins, & se priver par ce moyen de l'assistance qu'ils ne lui donnent en cette occasion qu'à ses propres dépens.

Les Pêcheries de la Mer Océane sont le plus facile & le plus utile Commerce qui puisse être fait en ce Royaume. Il est d'autant plus nécessaire qu'il n'y a point d'Erat au Monde si peuplé que la France.

Que le nombre de ceux qui s'y trouvent dévoyez du chemin du Salut est fort petit à proportion des Catholiques, qui vivans sous les Loix de l'Eglise Romaine s'abstiennent un tiers de l'année de l'usage des Viandes.

Et qu'on ne s'y sert point de Dispenses pratiquées en Espagne, pour manger en tout temps de la Viande, sous un Titre spécieux.

Le Commerce nous est d'autant plus aisé, que nous avons un grand nombre de Matelots, qui jusqu'à présent ont été chercher Emploi chez nos Ennemis pour n'en trouver pas en leur País, & nous n'en tirons présentement que le fruit des Moruës & des Harans. Mais ayant de quoi occuper nos Mariniers, au lieu d'être contraints de fortifier nos Ennemis en nous affoiblissant, nous pourrions porter en Espagne & autres País Etrangers, ce qu'ils nous

nous ont apporté jusqu'à présent par le moyen des nôtres qui les servent.

La France est si fertile en Bled , si abondante en Vin , & si remplie de Lins & de Chanvres pour faire les Toiles & Cordages nécessaires à la Navigation, que l'Espagne, l'Angleterre, & tous les autres Etats Voisins ont besoin d'y avoir recours.

Et pourvu que nous sçachions nous bien aider des Avantages que la Nature nous a procuré , nous tirerons l'argent de ceux qui voudront avoir nos Marchandises qui leur sont si nécessaires, & nous ne nous chargerons pas beaucoup de leurs Denrées, qui nous sont si peu Utiles.

Les Draps d'Espagne , d'Angleterre, & de Hollande ne sont nécessaires que pour le Luxe ; Nous en pouvons faire d'aussi beaux qu'eux , tirant les Laines d'Espagne comme ils font. Nous pouvons même les avoir plus commodément , par le moyen de nos Grains & de nos Toiles, si nous voulons les prendre en Echange pour faire double gain.

\* Nos Rois s'étant bien passez des Draps de Berry, nous pouvons bien maintenant

I 4

nous

(\* Les Draps du Sceau se font à Roüen , & les Draps de Meusnier se font à Romorantin , & à Elbeuf.)



nous contenter du Drap du Sceau & de Meûnier, qu'on fait maintenant en France, sans recourir à ceux des Etrangers, dont par ce moyen on abolira l'usage, ainsi que les Râs de Châlons, & de Chartres ont aboli ceux de Milan.

En effet, les Draps du Sceau sont si bien recûs en Levant, qu'après ceux de Venize faits de Laine d'Espagne, les Turcs les préfèrent à tous autres. Et les Villes de Marseille & de Lyon en ont toujours fait jusques à présent un fort grand Trafic.

La France est assez Industriuse pour se passer si elle veut des meilleurs Manufactures de ses Voisins. On fait à Tours des Pannes si belles, qu'on les envoie en Espagne, en Italie, & autres Pais Etrangers. Les Taffetas unis qu'on y fait aussi ont un si grand Débit par toute la France, qu'il n'est pas besoin d'en chercher ailleurs. Les Velours Rouges, Violets, & Tannez s'y font maintenant plus beaux qu'à Gênes. C'est aussi le seul endroit où il se fait des Sarges de Soye. La Moire s'y fait aussi belle qu'en Angleterre; les meilleures Toiles d'Or s'y font plus belles, & à meilleur marché qu'en Italie.

Ainsi il nous sera fort aisé de nous priver de ce Commerce qui ne peut nous servir

vir qu'à fomentier nôtre fainéantise & à nourrir nôtre luxe , pour nous attacher solidement à celui qui peut augmenter nôtre Abondance , & occuper nos Mariniers , de telle sorte que nos Voisins ne se prévalent pas de nos Travaux à leurs Dépens.

Outre ceux ci-dessus spécifiez qui sont les meilleurs de la Mer Océane , on en peut faire plusieurs autres.

Celui des Pelleteries de Canada est d'autant plus utile qu'on n'y porte point d'argent , & qu'on le fait en Contrechange des Denrées qui ne dépendent pourtant que des Ouvriers , comme sont les Etais de Ciseaux , Couteaux , Canivets, Eguilles, Epingles, Serpes, Coignées, Monstres , cordons de Chapeau, Aiguillettes, & toutes autres sortes des Merceries du Palais.

Celui de la Côte de Guinée en Afrique, où les Portugais ont long-temps occupé une Place nommée Castel de Miné, que les Hollandois de la compagnie des Indes Occidentales leur ont enlevé depuis deux ou trois ans , est de semblable nature, en ce qu'on n'y porte que de la Quincaillerie, des Canevats, & de méchantes Toiles , & on en tire de la Poudre d'or. que les Nègres donnent en Echange.

Les Marchands de Rouën ont autrefois fait un commerce de Toiles , & de Draps dans le Royaume de Fez & de Maroc , par le moyen duquel on tiroit une grande quantité d'Or.

Si les Sujets du Roi étoient forts en Vaisseaux , ils pourroient faire tout le Trafic du Nord , que les Flamans & Hollandois ont attiré à eux , parce que tout le Nord ayant absolument besoin de Vin , de Vinaigre , d'Eau-de-Vie , de Charaig-nes , de Prunes , & de Noix ; toutes Denrées dont le Royaume abonde , & qui ne s'y peuvent consommer ; il est aisé d'en faire un Commerce d'autant meilleur , qu'on peut rapporter des Bois , des Cuivres , du Bray , & du Goldron ; choses non seulement utiles à nôtre usage , mais nécessaires à nos Voisins , qui ne les scauroient tirer d'eux sans nos Marchandises , s'ils ne veulent perdre le Fret de leurs Vaisseaux en y allant.

Je n'entre point dans le détail du Commerce qui se peut faire aux Indes Orientales & en Perse , parce que l'humeur des François étant si prompte qu'elle veut la Fin de ses Désirs aussitôt qu'elle les a conçûs. Les voyages qui sont de longue haleine sont peu propres à leur naturel.

Cependant comme il vient grande quantité

tité de Soye, & de Tapis de Perse, beaucoup de curiositez de la Chine, & toutes sortes d'Epiceries de divers lieux de cette partie du Monde, qui nous font d'une grande Utilité, ce Négoce ne doit pas être négligé.

Pour faire un bon Etablissement; il faudroit envoyer en Orient deux ou trois Vaisseaux, commandez par des Personnes de Condition, Prudentes & Sages, avec Parentes & Pouvoirs nécessaires, pour traiter avec les Princes, & faire Alliance avec les Peuples de tous côtez, ainsi qu'ont fait les Portugais, les Anglois & les Flamens.

Ce Dessenin réussiroit d'autant plus infailliblement que ceux qui ont pied dans ces Nations, en sont maintenant fort hais, ou parce qu'ils les ont trompez, ou parce qu'ils les ont assujettis par force.

Quant à l'Occident, il y a peu de Commerce à faire. Drack, Thomas Candich, Sperberg, l'Hermite, le Maire, & le Feu M. Comte Maurice qui y envoya douze Navires de cinq cens Tonneaux, à Dessenin d'y faire Commerce, ou d'Amitié, ou de Force, n'ayant pû trouver lieu d'y faire aucun Etablissement. Il y a peu à espérer de ce côté-là, si par une Puif-

Puissante Guerre on ne se rend Maître des lieux que le Roi d'Espagne y occupe maintenant.

Les petites Isles de Saint Christophle, & autres, situées à la Tête des Indes, peuvent rapporter quelque Tabac, quelques Pelleteries, & autres choses de peu de conséquence.

J'a-

## IL RESTE A VOIR CE QUI SE PEUT FAIRE DANS LA MEDITERRANÉE.

### *Commerce de la Mer Méditerranée.*

Mémoire des divers Commerces qui se font en Levant.

#### *Napoli de Romanie.*

Les François y portent quelques Marchandises & Argent, & en rapportent des Soyes, des Maroquins, des Laines, de la Cire & des Fromages, dont partie se distribue & débite en Italie.

#### *Satalie.*

Les François n'y portent que de l'Argent, & rapportent des Cotons, des Cires, des Maroquins de toutes sortes.

#### *Smirne.*

Les François y portent beaucoup plus de Marchandises que d'argent, d'autant qu'on y débite quantité de Marchandises pour Chio, l'Archipel & Constantinople. Les Marchandises que l'on y porte sont Papiers, Bonnets, Draps de Paris, de Languedoc, Bois de Bresil, de la Cochenille, des Epicerics, des Satins qui se fabriquent à Lion; & on en

DE RICHELIEU. Ch. IX. Sect. VI. 141

en rapporte quelquefois des Soyes de Perse, & des Rhubarbes que les Persans y amènent, des Cotons filez en Laine, des Cires, du Mastic, & des Tapis grossiers.

Près de Smirne il y a un Port nouvellement découvert, & nommé.....

*Scala Nova.*

Quelquefois nos Vaisseaux y chargent des Bleds & des Legumes.

*Constantinople.*

Les François y portent quantité de Marchandises, qui sont les mêmes qu'on apporte à Smirne, hormis des Etoffes d'Or, d'Argent & de Soye, desquelles il y a grand débit, & fort rarement de l'Argent; Ils en rapportent des Cuirs & des Laines, n'y ayant autre chose; Et souvent pour ne trouver pas à employer des Marchandises qu'on a vendues, on en envoie l'Argent à Smirne pour y être employé, on bien on le remet par Lettres de Change à Alep; où il y a toujours quantité de Marchandises à acheter pour porter en la Chrétienté.

*Isle de Chipre.*

Où il y a divers Ports; On y porte de l'Argent, quelques Draps & Bonnets; & on en rapporte des Cotons filez en Laines, des Soyes qu'on fait en ladite Isle & quelques Drogues.

*Alexandrette & le Port d'Alep.*

De France on y porte grande quantité de Marchandises & d'Argent. Ces Marchandises sont toutes les mêmes qu'on porte à Smirne. Et on en rapporte grande quantité de Soyes & Drogues, toutes sortes de Cotons, des Gales, des Maroquins, qu'on appelle de Levant, Rouges, Jaunes & Bleus, des Toiles de Coton, & quelquefois des Marchandises des Indes qu'on y apporte par la voye de Perse. Auparavant que les Anglois & Hollandois allassent aux Indes, toutes les Soyes, Drogues & autres Marchandises de Perse venoient à Alep, d'où on les por-

portoit à Marseille, qui après les débitoit par toute la France, l'Angleterre, Hollande, & Allemagne. Et maintenant lesdits Anglois & Hollandois nous ont ôté ce Commerce, & pourvoyent toute la France non seulement de Marchandises de Perse, mais encore des Terres du Grand Seigneur, qu'ils font passer par la Perse pour aller à Goa, où ils chargent.

Les Marchandises qu'on apporte du Levant, se débitent en Sicile, Naples, Gênes, Libourne, Majorque, & par toute l'Espagne, Flandres & Allemagne.

*A Soye, au Port de Tripoly, Barut & S. Jean d'Acre.*

On y porte de France quelque peu de Marchandises & presque tout Argent; On en rapporte force Soyes, Cotons filez, des Cendres propres à faire du Savon, des Drogues qui viennent de Damas, quelquefois il s'y charge du Ris, & quand la Récolte des Blés est bonne, on en laisse charger sur nos Vaisseaux.

*Alexandrie, le Port d'Egypte, & le Grand Caire.*

Les François y portent quelques Marchandises de France, comme Draps, Papiers, Brésil, Cochenille; mais plus d'Argent que de Marchandises; on en rapporte du Natron, des Drogues de diverses sortes, & la plupart des Marchandises qui se débitent en Italie, ou en Espagne.

Autrefois audit Alexandrie par la Mer Rouge venoient toutes les Epicerics qui se portoient à Marseille; & maintenant que les Anglois & Hollandois vont aux Indes, il faut que nous les tirions de leur Pays.

*Thunis.*

On y porte de Marseille du Vin, du Miel, du Tarte, des Draps, des Papiers, & autres Marchandises, & rarement de l'Argent; & on en rapporte des Cuir & des Cires.

*Alger, & Ports Voisins.*

On y porte quelquefois des mêmes Marchandises qu'à Thunis, & on en rapporte aussi des Cuir & des Cires.

J'avoüe que j'ai été long-temps trompé au Commerce que les Provençaux font en Levant.

J'estimois avec beaucoup d'autres, qu'il étoit préjudiciable à l'Etat, fondé sur l'opinion Commune, qu'il épuisoit l'argent du Royaume; pour ne rapporter que des Marchandises non nécessaires, mais seulement utiles au Luxe de nôtre Nation.

Mais après avoir pris une exacte connoissance de ce Trafic, condamné de la Voix Publique, j'ai changé d'avis, sur de si solides Fondemens, que quiconque les connoîtra, croira certainement que je l'ai fait avec Raison.

Il est certain que nous ne pouvons nous passer de la plûpart des Marchandises qui se tirent du Levant, comme les Soyes, les Cotons, les Cires, les Maroquins, la Rhubarbe, & plusieurs autres Drogues qui nous sont nécessaires.

Il est certain que si nous ne les allons quérir, les Etrangers nous les apportent, & tirent par ce moyen le Profit que nous pourrions faire par nous-mêmes.

Il est encore certain que nous portons beaucoup moins d'Argent en Levant que de Marchandises Fabriquées en France; nos Chanvres, nos Toiles, nos Bois à faire des Vaisseaux, y sont plus recherchez que l'Argent.

, Tous



Tous ceux qui sçavent ce qui se passe au Négoces du Levant, sçavent certainement que l'Argent qu'on y porte n'est pas du crû de France, mais d'Espagne, d'où nous le tirons par le Trafic des mêmes Marchandises que nous apportons du Levant; ce qui est grandement à remarquer.

Ils sçavent que plus la Ville de Marseille a fait le Négoces du Levant, plus a-t-elle d'argent.

Que les Soyes- & les Cotons fillez qui sont les principales Marchandises qui viennent du Levant, se manœuvrent en France, & se transportent après aux Pais Etrangers, avec Profit de Cent sur le prix de l'Achat de la Manufacture. Que ce Commerce assure la vie à un grand nombre d'artisans, & qu'il nous les conserve.

Qu'il nous conserve beaucoup de Matelots utiles dans la Paix, & nécessaires dans la Guerre.

Enfin, que les Droits d'Entrée & de Sortie que l'on y reçoit de ce Commerce sont grands.

Et partant il faudroit être Aveugle pour ne connoître pas que ce Trafic n'est pas seulement Avantageux, mais qu'il est tout à fait Nécessaire.

Quelque Utilité que puisse apporter le Com-

Commerce des deux Mers, jamais François ne s'y attacheront avec Ardeur, si on ne leur fait voir les Moyens aussi aisez que la Fin en est Utile.

Un des meilleurs Expédiens que l'on puisse prendre pour les animer à leur propre Bien est, qu'il Plaise à V. M. leur vendre à bon marché tous les ans de ses Vaisseaux, à condition qu'ils s'en serviront au Trafic, & ne les pourront vendre hors du Royaume.

Ce Moyen rémédiant à leur Impatience, qui ne leur permet pas d'attendre qu'un Vaisseau soit fait pour s'en servir, sera d'autant plus convenable, qu'il leur donnera lieu de Moissonner presque aussi tôt qu'ils auront Semé.

Outre le profit des Particuliers, l'Etat recevra grand Avantage d'un tel ordre, en ce que les Marchands se trouveront dans six ans Considérables par le nombre de leurs Vaisseaux, & en Etat d'assister le Royaume s'il en a besoin, ainsi qu'il se pratique en Angleterre où le Roi se sert en cas de Guerre de ceux de ses Sujets, sans lesquels il ne seroit pas si Puissant qu'il est sur la Mer.

Au reste le nombre des Vaisseaux que V. M. désire entretenir, ne diminuera pas, puisque les Ateliers Publics qu'El-

le a trouvé bon qu'on rétablisse, en feront tous les ans autant qu'Elle voudra.

Il n'y a point d'Etat plus propre en Europe à construire des Vaisseaux que ce Royaume, abondant en Chanvres, Toiles, Fer, Cordages, & en Ouvriers que nos Voisins nous débauchent d'ordinaire, faute de leur donner occupation en cet Etat.

Les Rivières de Loire, & de Garone, ont des lieux si commodes aux Ateliers destinez à cette Fin, qu'il semble que la Nature l'ait eüe devant les yeux en les formant.

Le bon marché des Vivres pour les Artisans & la commodité de diverses Rivières qui s'y déchargent, & apportent toutes choses nécessaires, justifient cette Proposition.

Si ensuite de cet Expédient, V. M. trouve bon d'accorder au Trafic quelque Prérogative qui donne rang aux Marchands, au lieu que vos Sujets le tirent souvent de divers Offices, qui ne sont bons qu'à entretenir leur oisiveté, & flater leurs Femmes, Elle rétablira le Commerce jusques à tel Point, que le Public & le Particulier en tireront un grand Avantage.

Enfin, si outre ces deux Graces, on a un

un soin particulier de tenir les Mers de ce Royaume nettes de Corsaires , ce qui se peut faire aisément ; la France ajoutera dans peu de temps à son abondance naturelle , ce que le Commerce apporte aux Pais les plus Stériles.

Pour assurer l'Océan , il ne faut que six Gardes-Côtes de deux cens tonneaux , & six Pinasses bien Armées , pourvû que ce nombre de Vaisseaux soit toujours à la Mer.

Et pour nettoyer la Mer du Levant il suffira de faire partir tous les ans vers le mois d'Avril , une Escadre de dix Galères , qui tiennent la Route des Isles de Corfique & de Sardaigne , & qui côtoient la Barbarie , jusques vers le Détroit , & reviennent par la même Route , pour se retirer seulement lors que la saison les y contraindra , auquel cas cinq on six Vaisseaux bien équipés prendront leur place pour faire leur Caravane pendant l'hyver.



## SECTION. VII.

*Qui fait voir que l'Or & l'Argent sont une des principales & plus nécessaires Puissances de l'Etat : met en avant les moyens de rendre Puissant ce Royaume en ce genre : fait voir quel est son Revenu présent , & quel il peut être à l'avenir , en déchargeant le Peuple des trois Quarts du Faix que l'accable maintenant.*

**O**N a toujours dit que les Finances sont les Nerfs de l'Etat ; & il est vrai que c'est le Point d'Archimede qui étant fermement établi , donne moyen de mouvoir tout le Monde.

Un Prince Nécessiteux ne sçauroit entreprendre aucune Action Glorieuse , & la nécessité engendrant le mépris , il ne sçauroit être en cet Etat sans être exposé à l'Effort de ses Ennemis & aux Envieux de sa Grandeur.

L'Or & l'Argent sont les Tyrans du Monde , & bien que leur Empire soit de soi-même injuste , il est quelquefois si raisonnable , qu'il faut en souffrir la Domination ; & quelquefois il est si déréglé qu'il est impossible de n'en détester pas  
le

le joug comme du tout insupportable.

Il faut qu'il y ait, ainsi que je l'ai déjà remarqué, de la proportion entre ce que le Prince tire de ses Sujets, & ce qu'ils lui peuvent donner, non seulement sans leur ruine, mais sans une notable incommodité.

Ainsi qu'il ne faut point excéder la portée de ceux qui donnent, aussi ne faut il pas exiger moins que la nécessité de l'Etat le requiert.

Il n'appartient qu'à des Pédans, & aux vrais Ennemis de l'Etat, de dire qu'un Prince ne doit rien retirer de ses Sujets, & que ses seuls Trésors doivent être dans les Cœurs de ceux qui sont soumis à sa Domination.

Mais il n'appartient aussi qu'à des Flateurs, & de vraies Pestes de l'Etat & de la Cour, de souffler aux Oreilles des Princes, qu'ils peuvent exiger ce que bon leur semble, & qu'en ce Point leur Volonté est la Règle de leur Pouvoir.

Il n'y a rien de si aisé, que de trouver des Raisons plausibles, pour favoriser une Levée, lors même qu'elle n'est pas juste, ni rien aussi de plus facile, que d'en produire d'apparentes, pour condamner celles qui sont les plus nécessaires.

Il faut être entièrement dépouillé de

Passion, pour bien juger & décider ce qui est raisonnable, en telle occasion, & il n'y a pas peu de difficulté à trouver certainement le Point d'une juste Proportion.

Les Dépenses absolument nécessaires pour la Subsistance de l'Etat, étant assurées, le moins qu'on peut lever sur le Peuple est le meilleur.

Pour n'être pas contraint à faire de grandes Levées, il faut peu dépenser, & il n'y a pas de meilleur moyen, pour faire des Dépenses modérées, que de bannir toutes les Profusions, & condamner tous les moyens qui vont à cette Fin.

La France seroit trop Riche, & le Peuple trop Abondant, si elle ne souffroit point la Dissipation des Deniers Publics, que les autres Etats dépensent avec Régle.

Elle perd plus, à mon avis, que des Royaumes qui prétendent quelque égalité avec elle, ne dépensent à leur ordinaire.

Un Ambassadeur de Venise me dit une fois un fort bon Mot à ce propos, en parlant de l'Opulence de la France, & il me dit, que pour la rendre Heureuse du tout, il ne lui souhaittoit autre chose, sinon, qu'elle sçût aussi bien dépenser ce qu'elle dis-

dispoit sans raison , que la République sçavoit bien n'employer pas un seul Quatrain , sans besoin , & sans beaucoup de ménage.

Si l'on pouvoit régler l'Appétit des François , j'estimerois que le meilleur moyen de ménager la Bourse du Roy , seroit de recourir à cet Expédient , mais étant impossible de donner des Bornes à la Convoitise des Esprits déréglez , comme sont les nôtres , le seul moyen de les contenir , est de les traiter comme les Médecins font les Malades affamez , qu'ils contraignent à l'Abstinence , en leur retranchant toutes fortes de Vivres.

Pour cet effet , il faut réformer les Finances , par la suppression des principales Voyes , par lesquelles on peut tirer illicitement les Deniers des Coffres du Roi.

Entre toutes il n'y en a point de si dangereuses que celle des Comptans , dont l'Abus est venu jusqu'à tel Point , qu'en'y remédier pas , & perdre l'Etat , est une même chose.

Bien qu'il soit utile d'en user en quelques occasions , & qu'il semble nécessaire en d'autres ; néanmoins les grands inconvéniens , & les abus qui en arrivent surpassent tellement leur Utilité , qu'il est absolument nécessaire de les abolir.



On épargnera par ce moyen des millions entiers, & on remédiera à mille Profusions cachées, qu'il est impossible de connoître tant que les voyes secrettes de dépenser les Trésors Publics seront en usage.

Je sçais bien qu'on dira, qu'il y a certaines Dépenses étrangères, qui par leur nature doivent être secrettes, & dont l'Etat peut tirer beaucoup de fruit, duquel il sera privé toutes les fois que ceux en faveur de qui elles pourront être faites, penseront n'en pouvoir plus tirer d'Argent.

Mais sous ce Prétexte il se fait tant de voleries, qu'après y avoir bien pensé, il vaut mieux fermer la Porte à quelque Utilité qu'on peut en recevoir en quelques occasions, que la laisser ouverte à tant d'Abus qui se peuvent commettre à tous momens à la ruine de l'Etat.

Cependant pour n'interrompre pas les moyens de faire quelques Dépenses secrettes à son avantage, on peut laisser la liberté à un million d'or pour les dépenses de Comptans, à condition que l'employ soit signé par le Roy même, & que ceux qui en auront été participans en donnent quittance.

Si on met en avant que les Comptans sont nécessaires, pour faire passer les Remises qui sont en usage, je dis que c'est  
une

une des Raisons pour laquelle il les faut ôter.

Si on a vécu aux Siècles passez sans les Comptans, on vivra bien encore sans eux, & si en bannissant l'Usage, on bannit aussi celui des Partis en temps de Paix, tant s'en faut que ce soit un Bien qui cause un Mal, ce sera un Bien qui en causera un autre.

On demandera peut-être, pourquoi connoissant l'Usage des Comptans mauvais, je ne l'ai pas fait retrancher de mon temps.

La Grand HENRI connoissoit le Mal établi du vivant de son Prédécesseur, & ne l'a pû ôter.

Les Troubles & les Emotions intestines, les Guerres étrangères, & par conséquent les grandes Dépenses, & les Partis extraordinaires qu'il a fallu faire, n'ont pas permis de penser à l'exécution d'un si bon Conseil.

Ruiner le Parti Huguenot, ravalier l'Orgueil des Grands, soutenir une grande Guerre contre des Ennemis Puissans, pour assurer enfin par une bonne Paix le Repos pour l'avenir, sont tous moyens dont on s'est servi pour parvenir aux Fins qu'on se propose, puis que c'est retrancher les causes de la tolérance de ces Abus.

S'il est question de ce qui se consomme dans le Royaume, il est certain que lorsque les Marchandises sont à un Prix raisonnable on en achette davantage, & qu'en effet on dépense plus ; au lieu que si le Prix en est excessif, on s'en retranche même les plus nécessaires.

Si d'autre part il s'agit des Danrées qui sortent du Royaume, il est clair que les Etrangers attirez jusqu'à présent à enlever nos Marchandises, pour la médiocrité du Prix, se pourvoiront ailleurs s'ils y trouvent leur avantage, ce qui laissera bien la France pleine de Fruits de la Terre, mais dépourvûë d'Argent, au lieu que si les Impôts sont modérez, la grande quantité de fruits qui seront enlevez par les Etrangers, récompensera la Perte qu'on pourroit estimer être causée par la modération de Subsidés.

Il y a plus, l'augmentation des Impôts est capable de réduire un grand nombre des Sujets du Roi à la Fainéantise, étant certain que la plus grande partie du pauvre Peuple & des Artisans employez aux Manufactures, aimeront mieux demeurer oisifs & les bras croisez, que de consommer toute leur vie en un Travail ingrat & inutile, si la grandeur des Subsidés empêchant le Débit des Fruits de la Terre,

&

& de leurs Ouvrages , les empêche aussi par même moyen de recevoir celui de la Sueur de leur Corps.

Pour reprendre le fil de mon Discours , après avoir condamné l'abus des Comptans , & fait voir que l'augmentation est quelques-fois non seulement inutile , mais souvent préjudiciable ; Je dis qu'il doit y avoir une proportion Géométrique entre les Subsidies & les nécessitez de l'Etat ; c'est à dire , qu'on ne doit imposer que ce qui est du tout nécessaire pour la Subsistance du Royaume , en sa Grandeur , & en sa Gloire.

Ces derniers mots signifient beaucoup , puis que non seulement ils font voir qu'on peut lever sur les Peuples ce qui est requis pour conserver le Royaume en quelque Etat qu'il puisse être , mais qu'on en peut encore tirer ce qui lui peut être nécessaire , pour le maintenir avec Lustre & Réputation.

Cependant il faut bien se donner de garde d'étendre ces dernières conditions jusqu'à tel point , que la seule Volonté du Prince soit sous ce Prétexte la Règle de ces Levées , la Raison seule le doit être ; & si le Prince outrepassé les Bornes , tirant plus de ses Sujets qu'il ne doit , bien qu'en ce cas ils lui doivent Obéissance , il

en

Le Revenu de ce Royaume peut être considéré en deux façons.

Ou comme il peut être en temps de Paix, sans changer l'avance des Deniers qui se tirent présentement des Receptes & des Fermes générales, ni faire autre augmentation que celle qui se peut, par la Réduction au Denier seize, des vieilles Rentes qu'on voudra conserver, & des Gages de certains Officiers, qui ne souffriront plus volontiers la Diminution, que la Suppression de leurs Charges avec Remboursement.

Ou, comme il peut être, en faisant certains changemens, estimez si raisonnables & utiles par ceux à qui j'ai vû manier les Finances, qu'à leur Jugement on n'a à craindre d'autre opposition que celle de la Nouveauté.

\* Sur le premier Pied, l'Epargne peut

\* Rentes créés sur la Ville au Denier douze.

Sel, un million deux centstre-un mil quatre cens onze livres.

Aydes, huit cens cinquante-un mil livres.

Receptes générales, quatre cens soixante & quatorze mil cent quatrevingt-quatre livres.

Toutes ces Rentes ont été constituées depuis l'an 1551. jusqu'en 1558.

Du Règne de Henri IV. ni même de Henri III. il n'a été créé aucunes Rentes.

Il y a vingt-trois Généralitez, en chaque Bureau vingt-quatre Officiers qui sont en tout 552, chacun desquels

**DE RICHELIEU. Ch. IX. Sect. VII. 161**

peut faire compte de recevoir tous les ans trente-cinq millions, selon l'état qui s'ensuit.

De la Taille, dix-sept millions trois cens cinquante mil livres.

De toutes les Gabelles, cinq millions deux cens cinquante mil livres.

Des Aydes, un million quatre cens mil livres.

De la Réduction des Rentes au Denier seize, un million.

De la Réduction des Trésoriers de France aux deux tiers de ce qu'ils perçoivent de leurs Charges, laquelle ils souffriront volontiers, pourvu qu'ils soient assurez d'être délivrez des nouvelles Taxes desquelles ils sont accablez à tous momens, cinq cens cinquante mil Livres.

Des Parties Casuelles, deux millions.

De la Ferme de Bourdeaux, huit cens mil livres.

De trois livres par muid de Vin entrant à Paris, sept cens mil livres.

Des trente sols anciens, & nouveaux dix sols de Vin, cinq cens trois mil livres.

De la Ferme des quarante-cinq sols au lieu des Péages, cinq cens trois mil livres.

*Partie. II.*

*L*

*Des*

quels ayant mille écus de Gages, le tiers d'iceux revient à cinq cens cinquante-deux mil livres.)

De la Ferme de Brouage , 254. mille livres.

Epicerics, & Drogueries de Marseille, & Deux pour Cent d'Arles, Trois cens quatrevingt mille livres.

Des Surtaux de Lion , Soixante mille livres.

Des 5. Grosses Fermes , deux millions quatre cens mille livres.

Des nouvelles Impositions de Normandie , Deux cens cinquante mille livres.

De celles de la Rivière de Loire, deux cens vingt-cinq mille livres.

De la Ferme du Fer , 80. mille livres.

Des Ventes & des Bois ordinaires, cinq cens cinquante mille livres.

Des Domaines , cinq cens cinquante mille livres.

Somme totale , cinquante millions quatre cens quatrevingt-trois mille livres.

Je sçai bien que cet Etablissement bien entendu , sera trouvé juste & raisonnable par tous ceux qui auront Expérience & Capacité en la Conduite des Etats.

Entre les divers Surintendans des Finances qui ont été de mon temps , j'en ai vu des plus entendus en ce qui est du Fiscq , qui égaient le seul Impôt du Sel sur les Marais aux Indes du Roi d'Espagne , & qui

qui conservoient ce secret comme le vrai Fondement du Soulagement du Peuple, de la Reformation, & de l'Opulence de l'Etat.

Et en effet, pour peu des sens qu'ayent les plus grossiers, ils seront contraincts de reconnoître qu'on ne sçauroit effimer la décharge, & le contentement qu'auroit le Peuple, s'il lui étoit permis d'user du Sel comme du Bled, chacun n'en prenant qu'autant qu'il en voudroit & pourroit consommer.

Il est certain que la Suppression que l'on feroit du grand nombre d'Officiers qui sont établis pour l'Impôt du Sel, & la délivrance des Chicaneures, & de la Procédure qu'il font quelquefois par le devoir de leurs Charges, & souvent par Malice, pour contraindre les Peuples à prendre le Sel auquel ils sont imposez, leur causeroient un soulagement indicible,

Il est certain de plus, qu'on pourroit bien justement récompenser les Provinces, qui jusques à présent ont joui de l'Exemption du Sel, par une telle décharge de Tailles, que si à l'avenir ils l'achetoient plus cher qu'ils n'ont fait par le passé, la diminution de la Taille seroit équipolente à l'augmentation du prix du Sel à laquelle ils seroient sujets, bien qu'ils l'achetassent librement.



Il est certain encore, que bien que l'on puisse dire, que la diminution de la Taille ne touche que le Peuple, & que l'augmentation du prix du Sel, que l'on a jusqu'à présent vendu dans les Provinces exemptes de l'impôt, intéresseroit les Ecclesiastiques, la Noblesse, & les Exempts. Tous recevroient l'effet & la diminution des Tailles, tant que le Revenu des Tailles n'étant plus, le Revenu des Héritages augmenteroit à proportion que les Fermiers qui les font valoir, seroient déchargés des Impôts qui sont mis sur les Héritages qu'ils tiennent à Fermes.

Il est certain enfin, que bien que les difficultés d'un tel établissement fussent grandes, si est-ce toutefois qu'on pourroit les surmonter.

Si après avoir considéré cet établissement du Sel, on examine celui du Sol pour Litre, on le trouvera d'autant plus juste, qu'il est établi en divers Etats, & qu'il a été déjà deux fois résolu en Corps d'Etats sous le Grand Roi François, & en l'Assemblée des Notables à Rouen, sous le Grand Henri d'Immortelle mémoire.

Cependant parce que les Soupçons sont si naturels aux Peuples & aux Communau-  
tez,

rez, qu'elles établissent d'ordinaire leur principale Seureté en leur Méfiance, qui les porte toujours à craindre que ce qui leur est le plus utile, leur soit desavantageux, & que les grands Changemens sont quasi toujours sujets à des Ebranlemens fort périlleux. Au lieu de conseiller un tel Etablissement, j'ose en détourner, & le fais d'autant plus hardiment, que telles Nouveutez ne doivent jamais être entreprises, si elles ne sont absolument Nécessaires.

Or tant s'en faut que la France soit en ce terme, qu'au contraire j'estime beaucoup plus aisé de rendre le Peuple à son aise, & mettre l'Etat en Opulence, sans avoir recours à tels Expédiens, qu'en les pratiquant: vû que bien qu'il ne s'y trouve aucune difficulté qui ne puisse être surmontée; il y en a sans doute de beaucoup plus grandes, de recourir à de tels Changemens.

Pour vérifier cette Proposition, il ne faut autre chose qu'examiner la Dépense dont on pourra se contenter en temps de Paix, & voir quel profit on pourra tirer de l'Epargne que le temps permettra de faire.

La Seureté & la grandeur de ce Royaume ne peuvent souffrir les Dé-

penſes de la Guerre, moindres que le Projet porté ci-deſſus, il faut faire état qu'elles reviendront à près de douze Millions.

La Dépense des Garniſons ordinaires, qui revient tous les ans à trois Millions, pourroit être ſupprimée, tant parce que la plus grande partie des Gens de Guerre qui ſeront lors entretenus avec l'État, entreront en Garniſon dans les Places, que parce que la plus grande partie des ſuſdits trois Millions ne ſort de la Bourse du Roi, que pour entrer en celle des Gouverneurs Particuliers, qui d'ordinaire ne tiennent que dix Hommes, lors qu'ils en doivent avoir cent.

Mais étant difficile, qu'il n'y ait quelques Places Privilégiées & de telle Importance, qu'on ne peut refuſer à ceux qui en ſont Gouverneurs, quelques Garniſons particulières; dont ils puiſſent d'autant mieux répondre, qu'ils les choiſiront à leur gré. Il faut, à mon avis, retrancher les deux tiers de cette Dépense, pour la reduire à un Million.

La Dépense de la Mer de Ponant & de Levant ne ſçauroit être moindre que de deux Millions cinq cens mille livres, ainſi qu'il paroît par les Actes particuliers qui en ſont dreſſez.

Cel-

Celle de l'Artillerie reviendra à six cens mille livres.

Celle des Maisons du Roi , de la Reine , de Monsieur , à trois millions cinq cens mille livres.

Les Pensions des Suisses , du payement desquelles on ne peut honorablement s'exempter , sont de quatre cens mille livres.

Les Bâtimens coûteront trois cens mille livres.

Les Ambassadeurs, deux cens cinquante mille livres.

Les Fortifications, six cens mille livres.

On pourroit retrancher entièrement toutes les Pensions , qui coûtent au Roi quatre Millions ; Mais d'autant qu'il est impossible de passer d'une extrémité à l'autre sans milieu , & qu'on n'est pas accoutumé en France à résister aux Importunités , lors mêmes qu'elles sont les plus injustes ; je croi qu'il faut se contenter de les réduire à la moitié. - Ce qui est d'autant plus nécessaire qu'il est Avantageux au Public , que l'oisiveté de la Cour ne trouve point de Récompenses , & qu'elles soient toutes attachées aux périls de la Guerre, partant les Pensions & Apointemens ne seront employées à l'avenir que pour deux Millions.

Les Ordinaires du Roi, cinquante mille livres.

Les Acquis patents quatre cens mille livres.

Les Parties Inopinées, & les Voyages, deux Millions,

Les Non- Valeurs, cent cinquante mille livres.

Le Comptant du Roi, trois cens mille livres.

Toutes ces Dépenses ne reviennent qu'à vingt-cinq Millions, qui étant tirez de trente-cinq, à quoi monte la Recepte; Il en restera dix, lesquels de la première année seront employez à la diminution des Tailles.

Le vrai moyen d'enrichir l'Etat est, de soulager le Peuple, & de décharger l'une & l'autre de ses Charges; En diminuant celles de l'Etat, on peut diminuer les Tailles, & non autrement; & pourtant c'est la principale Fin qu'on se doit proposer dans le Règlement de ce Royaume.

\* Pour bien prendre ses mesures en une Affaire si Importante, il faut sçavoir que bien que toutes les Levées qui se font en  
ce

\* De quarantè-quatre Millions, à quoi reviennent toutes les diverses natures de Levées qui se tirent du Peuple, en vertu du Brevet de la Taille  
il

DE RICHELIEU, Ch. IX. Sect. VII. 171  
ce Royaume, reviennent à près de quatrevingt Millions; il y en a plus de quarante-cinq en Charges, sur lesquels on peut faire un si bon ménage, qu'au lieu qu'on peut dire maintenant que lesdites Charges sont la Ruine du Roi. J'ose avancer que de là viendra son Soulagement & son Opulence.

Beaucoup estimeront sans doute, qu'il seroit à souhaiter que l'Etat fût déchargé de tout ce Faix, mais parce qu'il est

il y en a vingt-six Millions, qui s'employent au paiement des Charges constituées sur la Taille, qui consistent en Rentes, ou en Gages & Taxation d'Offices, ou en Droits qui leur ont été engagez.

Bien que la Ferme des Aydes produise tous les ans quatre Millions, il n'en revient à l'Épargne que 400. mille livres. Les Rentes, Gages, Taxations & Droits engagez sur lesdites Aydes consomment le reste, qui est de plus de 3 Millions & demi.

Bien qu'on tire de toutes les Gabelles près de 19. Millions, il n'en revient à l'Épargne que 5. Millions 500. tant de mille livres, parce que le reste qui revient à près de 13. Millions, est employé au paiement des Rentes créées sur lesdites Gabelles, ou à celui des Gages, Taxations & Droits des Officiers des Greniers à Sel, ou des Gages du Parlement de Paris, Chambre des Comptes, Cour des Aydes, grand Conseil ou Secrétaires du Roi.

Bien que toutes les autres Fermes de l'Etat, produisent 12. Millions, il n'en revient que dix au Roi, parce qu'il en faut rabattre plus de deux Millions affectez au paiement de quelques Rentes, Gages d'Officiers, Taxations & Droits allémez.

impossible de faire subsister un grand Corps sans diverses Dépenses absolument nécessaires à son Entretien. Comme le Poids de toutes ces Charges ensemble , ne peut être supporté par l'Etat , la Suppression entière ne peut être désirée avec Raison.

On peut proposer trois Moyens pour la Diminution desdites Charges.

Le premier est l'imputation de la trop grande jouissance que les Particuliers ont fait des Deniers du Roi sur le Fonds qu'ils ont déboursé pour acquérir les Rentes , les Offices , & les Droits dont ils jouissent.

Je sçai qu'il n'y auroit pas grande peine à déposséder par ce moyen quelques Particuliers des Rentes & des Droits qu'ils reçoivent , & qu'il ne faudroit faire qu'une bonne Supputation des Deniers qu'ils ont percûs , dans laquelle outre l'Intérêt permis par les Ordonnances , on trouveroit sans doute le remboursement du prix de leur Engagement.

Mais quand la justice de cet Expédient ne pourroit être contestée , la Raison ne permettra pas de s'en servir , parce que la Pratique ôteroit tout moyen à l'avenir de trouver de l'Argent dans les Nécessitez de l'Etat , quelque Engagement qu'on vouloit faire.

Il est Important de bien remarquer à ce propos , que telle chose peut bien n'être pas contre la Justice , qui ne laisseroit pas d'être contre la Raison d'une bonne Politique , & qu'il faut bien se donner de garde d'avoir recours à des Expédiens qui ne violant pas la Raison , ne laisseroient pas de violer la Foi Publique.

Si quelqu'un dit que les Intérêts Publics doivent être préférés aux Particuliers, en avouant sa Proposition ; je le prie de considérer qu'en la discussion de ce Point , ces différentes natures d'Intérêts , n'entrent point en balance , mais que les Publics sont seulement contrepesés par d'autres de même nature , & qu'ainsi que le futur a bien plus d'étendue que le présent , qui passe en un instant : Les Intérêts qui regardent l'avenir, doivent par Raison être plus considérés que ceux du présent, contre la coutume des Hommes sensuels, qui préfèrent ce qu'ils voyent de plus près, parce que la vûe de leur Raison n'a pas plus d'étendue que celle de leurs Sens.

Si l'on garde en ce Point la Foi Publique , ainsi que je l'estime tout à fait Nécessaire , l'Etat en sera beaucoup plus soulagé qu'il ne seroit , quand mêmes on supprimeroit une partie de ses Charges sans nouvelles Finances , en ce qu'il demeure-



meurera Maître des Bourses des Particuliers en toutes occasions , & ne laissera pas d'augmenter considérablement son Revenu.

Le second Moyen pour diminuer les Charges du Royaume , consiste en leur Remboursement sur le pied de la Finance actuellement déboursée par les Particuliers ; mais la Vérification en seroit difficile, vû que pour faciliter le debit de ce que la nécessité de l'Etat a contraint d'aliéner , on a souvent donné au Denier quatre , ce qui paroît engagé au Denier six.

Ce Moyen juste en soi-même , ne peut être pratiqué , sans donner prétexte à beaucoup de Plaintes , quoi que mal fondées.

Le troisième Moyen pour la diminution des Charges de l'Etat , consiste à Rembourser celles qui ne seront pas nécessaire , au même prix qu'elles se debitent entre les Particuliers , remboursant sur ce pied les Propriétaires des Offices des Rentes & des Droits qu'on voudra Supprimer , ils ne receyront aucun préjudice , & le Roi ne se prévaudra pas de l'Avantage commun qu'il a sur des Particuliers qui peuvent se libérer à la charge de leurs Dettes , lors qu'ils ont le moyen de les payer au même prix qu'elles se vendent ordinairement.

Ce Moyen qui est le seul qui peut, & qui doit être pratiqué, peut produire son effet en diverses façons, ou en longues années, par le seul ménage de la jouissance des Charges, ou en une seule, moyennant une Somme immense de Deniers, qu'il faudroit avoir comptant par le Supplément d'un Fonds extraordinaire.

L'impatience naturelle à notre Nation, ne donnant pas lieu d'espérer, que nous puissions persévérer quinze & vingt années en une même résolution : La première voye qui requerroit autant de temps, n'est aucunement recevable.

Le grand Fonds qu'il faudroit pour Rembourser tout à la fois des Charges aussi immenses que sont celles de l'Etat, fait que la Proposition de cette seconde Voye seroit aussi ridicule qu'impossible, ainsi la troisième reste seule praticable.

Pour s'en servir avec tant de justice que l'on ne s'en puisse plaindre, il faut considérer les Charges qu'on voudra Supprimer sur trois pieds différens, suivant le divers cours de leur debit.

\* Les premières Rentes constituées sur

La plus grande partie des Rentes constituées sur la Taille, depuis 1612. sont encore à présent entre les mains des Partisans, de leurs Héritiers, ou de ceux à qui ils les ont transportées, & ils les ont acquises à si bas prix,

## 176 TEST. POLIT. DU C.

la Taille , qui se vendent d'ordinaire au Denier cinq , ne doivent être considérées , ni Remboursées que sur ce pied , selon lequel leur propre jouissance en fait le Remboursement entier en sept années & demie.

Les autres Rentes constituées sur la Taille depuis la mort du Feu Roi , qui se payent ou dans les Elections , ou dans les Receptes Générales , doivent être Remboursées sur le pied du Denier fix , parce que c'est leur debit , sur lequel leur jouissance ne peut faire leur Remboursement qu'en huit ans & demi.

Les Offices des Elections avec Gages , Taxations des Offices & autres Droits qui leur sont attribuez , doivent être Remboursez sur le pied du Denier huit , qui est le prix ordinaire de telles Charges.

+ La Raison oblige à prendre un même pied pour le Remboursement des Charges constituées sur les Aydes , sur toutes les Gabelles , sur les cinq Grosses Fer-

qu'ils en attendent à toute heure le retranchement , qui leur seroit bien moins avantageux que le Remboursement au prix courant.)

[† Les nouvelles Rentes établies sur les Aydes , ne se vendent qu'au Denier sept , & il y en a pour deux Millions.

Les nouvelles Rentes sur les Gabelles , se vendent au Denier sept & demi. Et il y en a pour cinq Millions deux cens soixante mille livres.]

Fermes , sur la Foraine de Languedoc & de Provence , sur la Doüane de Lion , sur le Convoy de Bourdeaux , Coûtume de Bayonne , Ferme de Broüage , & tels Remboursemens ne peuvent être faits par la seule jouïssance , qu'en onze années.

Je sçai bien qu'il se vend tous les jours des Rentes de cette nature à moindre prix que le Denier huit ; mais j'en propose le Remboursement sur ce pied pour la satisfaction des Particuliers , estimant que si en une Affaire de telle Importance , il doit y avoir de la lésion , il vaut mieux qu'elle tombe sur le Roi que sur eux.

Le pied de tous les Remboursemens que l'on peut faire , étant justement établi ; Il faut considérer qu'il y a certaines Charges si nécessaires en ce Royaume , ou engagées à si haut prix , qu'on ne les met pas entre celles , au Remboursement desquelles on doit penser , par la Voye qui se propose maintenant.

Tels sont les Gages des Parlemens & autres Cours Souveraines , des Présidiaux & Sièges Royaux , des Secretaires du Roi , des Trésoriers de France , & des Receveurs Généraux.

Ce n'est pas que j'estime qu'il ne faille faire aucune Suppression en ce genre d'Office ; je suis bien éloigné de cette pensée ;

Mais pour procéder avec ordre à la diminution des Charges du Royaume, la Raison veut qu'on commence par le Remboursement de celles qui sont à meilleur prix, & qui sont incommodes au Public.

En cette considération, je préfère la Suppression des Rentes établies sur les Tailles, & celle de beaucoup de Charges d'Elûs, à toute autre.

Celle des rentes de cette nature à cause de leur bas prix, & celle des Elûs, parce que ces Officiers sont la vraie Source de la Misère du Peuple, tant à cause de leur grand nombre qui est si excessif, qu'il fait plus de quatre Millions en exempts, que pour leurs Malversations si ordinaires, qu'à peine y a-t-il un Elû qui ne décharge sa Paroisse; que beaucoup tirent de celles qui leur sont indifférentes, & qu'il s'en trouve de si abandonnez, qu'ils ne craignent point de se charger de crimes, en augmentant à leur profit les Impositions à la charge du Peuple.

Cette même Considération est la seule qui m'empêche maintenant de parler de la Suppression de beaucoup d'Offices de Judicature, dont la multitude est inutile, leur prix étant aussi extraordinaire que leurs Gages sont petits; ce seroit un mauvais

vais ménage que d'y toucher par la nécessité présente. Quand on voudra en diminuer le nombre, le moyen de parvenir à cette Fin, sera de faire un si bon règlement de la Paulette, que les Offices étant réduits à un prix modéré, le Roi puisse lors qu'ils viendront à vacquer, les rembourser aux Propriétaires, & les Supprimer tout ensemble.

Je ne comprends point encore dans le nombre des Suppressions, les Collèges des Secretaires du Roi, les Bureaux des Trésoriers de France, & les Receveurs généraux, non à raison de la modicité de leurs Emolumens, qui sont assez bons, mais à cause de leur Finance, qui n'est pas petite.

Je n'y mets point aussi les vieilles rentes qui ont été créées du temps des Prédécesseurs de V. M. & qui se payent au Bureau de la Ville de Paris, tant parce que l'actuelle Finance déboursée par les Acquéreurs, est plus grande que celle de tous les autres, que parce qu'il est bon que les Intérêts des Particuliers soient en quelque façon mêlez avec ceux de leur Souverain, que parce qu'enfin elles sont passées à diverses Religions, Hôpitaux, & Communautés, à la Subsistance desquelles elles sont nécessaires, & qu'ayant

été diverses fois partagées dans les Familles, il semble qu'elles y aient fait Souche, & qu'on ne les en puisse tirer, sans troubler leur Etablissement.

Cependant pour n'oublier aucun ménage qui se puisse faire avec raison, à l'avantage de l'Etat, je dois remarquer deux choses en ce lieu.

La première est, que les Bureaux des Trésoriers de France subsistant, on peut profiter d'un tiers de leurs Gages, étant certain qu'ils se trouveront bien traités en la réformation générale du Royaume, si en les assurant de ne plus leur imposer de nouvelles Taxes, on réduit leurs Gages aux deux tiers de ceux qu'ils ont eu par le passé, & par leur première Création.

La seconde est, qu'en ne supprimant pas les Rentes établies, sur la Maison de Ville, du temps du Feu Roi, qui sont toutes créées au Denier douze, ce qui se fera avec d'autant plus de Justice, que les Particuliers n'en constituent qu'au Denier dix-huit, les Propriétaires desdites Rentes constituées sur la Ville, se prévaudront par la Grace du Roi de deux Deniers, en la jouissance de celles qu'ils auront de cette nature.

Et comme ils trouveront en cela leur avantage, le Roi y trouvera le sien, en ce que

que les Rentes dont l'Etat sera chargé seront de meilleur debit que celles des Particuliers , supposé qu'on soit exact à les payer sans diminution , ainsi qu'on y est obligé , & qu'on le doit faire pour l'Intérêt Public.

Pour satisfaire , tant au payement de ces Rentes , qu'aux Gages de plusieurs Officiers , ou absolument nécessaires , ou du moins non supprimables dans les temps présens , j'estime que de quarante-cinq millions dont ce Royaume est maintenant chargé , il faut se contenter d'en supprimer trente , laissant le reste pour l'acquit des Charges qui demeureront.

\* Des trente millions à supprimer il y en a près de sept dont le remboursement ne devant être fait qu'au Denier cinq , la Suppression s'en fera dans sept années & demie , par la seule jouissance.

Des autres vingt-quatre , il s'en trouvera encore autant , qui ne devant être remboursés qu'au Denier six , qui est le Prix

M 3

cou-

\* Les Rentes dont le prix courant est au Denier cinq , montent justement à six millions huit cens douze mille livres sçavoir six millions qui ont été constitués des huit millions aliénés sur les Tailles au mois de Février 1634. quatre cens quinze mille livres constitués par le Sieur Gaillard & ses Associez au mois de Janvier 1634. Et cent douze mille livres constituées par Edit du mois de Mars de la même année , par les Créanciers de Moyssé & Payen.



courant de telles Charges , ils pourront être supprimez en huit années & demie , par la seule jouïssance.

Mais parce qu'ainsi que je l'ai représenté cy-dessus , les Deseins de longue haleine ne sont pas les plus surs en ce Royaume , & qu'en cette considération il est expédient de réduire toutes les Suppressions qu'on voudra faire à un nombre d'années , qui n'excede pas la portée de notre Patience ; Pour faire que tous les Remboursemens qu'on entreprendra , s'accomplissent dans le même temps que les Rentes qui se débitent au Denier cinq se supprimeront par leur propre jouïssance , il faut faire un Fonds extraordinaire de la Valeur d'un sixième du Prix courant des dites Rentes , qui revient justement à sept millions , une fois payez , pour la suppression d'autant de Revenu.

Pour achever la Suppression des trente millions proposez , il en reste encore seize à rembourser , qui le doivent être sur le pied du Denier huit , parce que c'est le Prix courant de leur Debit.

Or parce que le Remboursement de ces seize millions , ne scauroit être fait qu'en douze années par leur propre jouïssance , & qu'il est à propos de racourcir ce temps , pour réduire cette Suppression en

**DE RICHELIEU. Ch. IX. Sect. VII. 183**  
en sept années, ainsi que celle des quatorze millions précédens, il faut de huit parts en suppléer trois par Fonds extraordinaires, lesquels reviennent à quarante-huit millions.

Bien que la grandeur de cette Somme, soit capable d'étonner d'abord, ceux qui sçavent la facilité des Affaires de cette nature en ce Royaume, ne douteront pas qu'elle ne soit d'autant plus facile à trouver, qu'il ne la faut fournir qu'en sept années.

Et la Paix ne sera pas plutôt établie, que l'usage des Partis, ordinaires en ce temps pour trouver de l'Argent, étant aboli, ceux qui se seront nourris en cette nature d'Affaires, ne pouvant perdre en un instant leurs premières habitudes, convertiront volontiers toute leur industrie à défaire ce qu'ils auront fait, par les mêmes voyes dont ils se sont servis pour l'établir premièrement; C'est à dire, à éteindre & supprimer, en vertu des Partis qu'ils feront, à cet effet, les Rentes, les Droits & les Offices, de la Création desquels ils auront été Auteurs en vertu d'autres Partis.

Ainsi le Royaume peut être soulagé en sept années, de trente millions des Charges ordinaires qu'il porte maintenant.

Le Peuple déchargé effectivement des vingt-deux millions de Tailles, qui est maintenant la moitié de ce qu'il porte; le Revenu du Royaume se trouvera de cinquante-sept millions, ainsi que l'Etat suivant le justifie.

## R E C E P T E.

Des Tailles, vingt-deux millions.

Des Aydes, quatre millions.

De toutes les Gabelles, dix-neuf millions.

De toutes les autres Fermes, douze millions.

Total, cinquante-sept millions.

Desquels ayant ôté vingt-sept millions, qui entreront tous les ans à l'Epargne, cette Somme doit être estimée si notable, qu'il n'y a aucun Etat en la Chrétienté qui en tire la moitié, ses Charges préalablement acquitées.

Si en suite de ces Suppressions, qui assujettiront beaucoup de Gens au payement des Tailles, sans qu'ils s'en puissent plaindre, on supprime encore tous les Officiers qui s'exercent par Matricule, ou par simple Commission; Si on règle le nombre des Notaires, non seulement Royaux, mais des Jurisdictions ordinaires,  
on

on procurera un Soulagement indicible au Peuple , tant parce qu'on le délivrera par ce moyen d'autant de Sangsucs qu'on lui ôtera de ielles Gens, que parce qu'en outre y ayant plus de cent mille Officiers à retrancher de cette nature , ceux qui se trouveront destituez de leur Emploi ordinaire , seront contraints de prendre celui de la Guerre , du Commerce , ou du Labourage.

Si l'on réduit ensuite toutes les Exemptions à la Noblesse , & aux Commensaux de la Maison du Roi , il est certain que les Villes , les Communautés exemptes , les Cours Souveraines , les Bureaux des Tresoriers de France , les Elections , les Greniers à Sel , les Offices des Eaux & Forêts , du Domaine , & des Decimes , les Intendans & Receveurs des Paroisses , faisant plus de cent mille Exempts , déchargeront les Peuples de plus de la moitié de leurs Tailles ; étant encore certain , que les plus Riches , sujets aux plus grands Taux , sont ceux qui s'exemptent au Prix de leurs Bourses.

Je sçais bien qu'on dira , qu'il est aisé de faire de tels Projets , semblables à ceux de la République de Platon , qui Belle en ses Idées , est une Chimère en Effet.

Mais j'ose assurer, que ce dessein est non seulement si raisonnable, mais si aisé à exécuter, que si DIEU fait la grace à V.M. d'avoir bien-tôt la Paix, & de la conserver à ce Royaume avec ses Serviteurs, dont je m'estime l'un des moindres, au lieu de laisser cet Avis par Testament, j'espère de le pouvoir accomplir.

---

## SECTION VIII.

*Qui montre en peu de mots, que le dernier Point de la Puissance des Princes doit consister en la Possession du Cœur de leurs Sujets.*

**L**ES Finances étant ménagées, selon qu'il est porté cy-dessus, le Peuple se trouvera tout à fait soulagé, & le Roi sera Puissant par la Possession du Cœur de ses Sujets, qui considérant le soin qu'il aura de leurs Biens, seront portez à l'aimer par leur propre intérêt.

\* Les anciens Rois ont fait un Etat si particulier du Cœur de leurs Sujets, que quelques-uns ont estimé, qu'ils valoit mieux par ce moyen être Roi des François que de la France.

Et

Et en effet cette Nation a été autres-fois reconnüe si passionnée pour ses Princes, qu'il se trouve des Auteurs † qui la louent, d'être toujours prête à répandre son Sang, & dépenser son Bien pour le Service & pour la Gloire de l'Etat.

\* Sous les Rois de la première, seconde, & troisième Race, jusques à Philippe le Bel, le Trésor des Cœurs a été le seul Bien Public qui se conservoit en ce Royaume.

Je sçais bien que les temps passez n'ont point de rapport ni de proportion au présent ; que ce qui a été bon en un Siècle, n'est pas souvent permis en un autre.

Mais bien qu'il soit certain, que le Trésor des Cœurs ne peut suffire maintenant, c'est chose aussi très-assurée, que celui de l'Or & l'Argent est presque inutile sans ce Premier, l'un & l'autre sont nécessaires, & qui n'en aura qu'un, sera nécessaire dans l'Abondance.

## CHA.

[† Ammian Marcellin Liv. 16. & 17.]

\* Cette Politique étoit fondée au dire d'un Grand Prince, qui pour être privé de la vraie Lumière qui consiste en la Foi, ne laissoit pas de voir si clair par celle de la Raison, qu'il estimoit ne pouvoir jamais manquer d'Argent dans ses nécessitez, puis qu'il étoit aimé de ses Peuples, qui en avoient pour lui.

*Cyrus & Xenophon Liv. 5. de son Institution.*

## CHAPITRE IX.

*Qui conclut cet Ouvrage , faisant connoître , que tout le contenu en iceluy sera inutile , si les Princes & leurs Ministres ne sont si attachés au Gouvernement de l'Etat , que n'obmettant aucune chose de ce à quoi leur Charge les astreint , ils n'abusent pas de leur Puissance.*

**P**our terminer heureusement cet Ouvrage , il ne me reste qu'à représenter à V. M. que les Rois étant obligés à faire beaucoup plus de choses comme Souverains , que comme Particuliers , ils ne peuvent se dispenser si peu de leur Devoir , qu'ils ne commettent plus de Fautes par Omission , qu'un Particulier ne sçauroit faire par Commission.

Il est ainsi de ceux sur lesquels les Souverains se déchargent d'une partie du Faix de leur Empire , que cet Honneur les astreint aux mêmes Obligations auxquelles les Souverains sont tenus.

Les uns & les autres considérez comme Personnes Privées , sont Sujets aux mêmes Fautes , comme tout les autres Hommes ; mais si on a égard à la Conduite

duite du Public , dont ils sont chargez , ils se trouveront sujets à beaucoup d'autres , vû qu'en ce sens ils ne scauroient omettre sans pécher , ce à quoi ils sont obligez par leur Ministère.

En cette considération , tel peut être Bon & Vertueux, comme Particulier, qui sera Mauvais Magistrat, & Mauvais Souverain , par le peu de Soins qu'il aura de satisfaire aux Obligations de sa Charge.

En un mot, si les Princes ne font tout ce qu'ils peuvent pour régler les divers Ordres de leur Etat :

S'ils sont Négligens au Choix d'un bon Conseil ; s'ils en méprisent les Avis Salutaires :

S'ils n'ont un Soins particulier de se rendre tels , que leur Exemple soit une Voix parlante :

S'ils sont Pareilleux à établir le Règne de DIEU, celui de la Raison , & celui de la Justice tout ensemble :

S'ils manquent à protéger les Innocens, à récompenser les signalez Services qui sont rendus au Public , & à châtier les Desobéissances & les Crimes , qui troublent l'Ordre de la Discipline , & la sûreté des Etats :

S'ils ne s'appliquent pas autant qu'ils doivent, à prévoir & à prévenir les Maux qui



qui peuvent arriver, & à détourner par de soigneuses Négociations les Orages, que des Nuës amènent aisément souvent de plus loin qu'on ne pense:

Si la Faveur les empêche de bien choisir ceux qu'ils honorent des grandes Charges, & des principaux Emplois du Royaume:

S'ils ne tiennent puissamment la main à établir l'État en la Puissance qu'il doit être:

Si en toutes occasions ils ne préfèrent les Intérêts Publics aux Particuliers, quoi qu'ils soient Bien vivans d'ailleurs, ils se trouveront beaucoup plus Coupables que ceux qui transgressent actuellement les Commandemens & les Loix de DIEU; étant certain, qu'obmettre ce à quoi on est obligé, & commettre ce qu'on ne doit pas faire est une même chose.

Je dois encore représenter à V. M. que si les Princes, & ceux qui sont employez sous Eux aux premières Dignitez du Royaume, ont de grands Avantages sur les Particuliers, ils possèdent un tel Bénéfice à Titre bien onéreux, puis que non seulement ils sont sujets par omission aux Fautes que j'ai marquées, mais qu'il y en a même encore plusieurs autres de commission, qui leur sont particulières.

S'ils

S'ils se servent de leur Puissance, pour commettre quelque Injustice ou quelque Violence, qu'ils ne peuvent faire comme Personnes Privées, ils sont par commission un Pêché de Prince & de Magistrat, dont leur seule Autorité est la Source, & duquel le Roi des Rois leur demandera au jour du Jugement un Compte très-particulier.

Ces deux divers genres de Fautes, particulières aux Princes & aux Magistrats, leur doivent donner à penser qu'elles sont bien d'un autre poids que celles des Particuliers; parce que comme Causes universelles, elles influent leurs Désordres à tout ce qui leur étant soumis, reçoit impression de leur mouvement.

Beaucoup se sauveroient comme Personnes Privées, qui se damnent en effet comme Personnes Publiques.

Un des plus Grands Rois des nos Voisins, reconnoissant cette Vérité en mourant, s'écria, qu'il ne craignoit pas tant les Péchez de Philippes, qu'il appréhendoit ceux du Roi.

Sa pensée étoit vraiment Pieuse, mais il eût été bien plus utile à ses Sujets, & à lui-même, qu'il l'eût eue devant les yeux au fort de sa Grandeur & de son Administration, que lors qu'en connoissant  
l'Im-

tre Personne , V. M. l'avoit honoré de la qualité de Duc & Pair ; je ne puis me dispenser d'ajouter en suite , que pour le lier davantage à votre service , vous aviez trouvé bon qu'il prît liaison avec ceux qui en étoient tout à fait inséparables ; & qu'en considération de mon alliance , vous aviez accordé la survivance du Gouvernement de Guienne , & augmenté sa Charge de Colonel de l'Infanterie , de 30000. livres de revenu. Je puis dire de plus , que le pardon que V. M. lui accorda par une bonté extraordinaire , d'un crime si sale & si honteux , avéré par la bouche de deux Princes à jamais irréconciliables en cette occasion , ne pût empêcher que sa foiblesse & sa jalousie contre le Prince de Condé & l'Archevêque de Bordeaux , ou le dessein qu'il avoit de traverser la prospérité de vos affaires , ne lui fissent perdre beaucoup d'honneur , en perdant l'occasion de prendre Fontarabie , lors que les ennemis ne pouvoient plus la défendre.

## OBSERVATION.

Les Ministres les plus sages ont bien de la peine à se défendre de l'orgueil. Ici le Cardinal parle au Roi son Bien-faiteur & son Maître. Le Duc de la Valette , dont il parle , avoit eu l'honneur à son premier mariage d'épouser  
\* Ga-

\* Gabrielle de Bourbon légitimée de France, sœur du Roi, qui par cette raison le traita toujours de son frere, soit de vive voix, soit par écrit. Le Cardinal croit pourtant beaucoup faire pour lui, & le rendre éternellement fidèle, quand il ne l'auroit jamais été, en lui donnant Mademoiselle de Pontchâteau sa nièce, à la mode de Bretagne.

Mais il ne faut pas examiner les grands Hommes à la rigueur. On ne s'arrêteroit pas sur cet endroit, si l'on n'avoit à redresser quelques circonstances essentielles de l'histoire qu'on sçait d'original.

Pour cela il faut remonter plus haut, n'étant presque pas possible de faire entendre l'éloignement volontaire du Duc de la Valette, & quelle a été ou son innocence, ou sa faute, sans expliquer un peu en quel état se trouvoit alors toute sa Maison, soit auprès du Roi, soit avec le Ministre. Ce recit qui sera un peu long peut-être, & qui semblera quelquefois s'écarter du sujet, y reviendra toujours, & aura, si je ne suis fort trompé, des endroits curieux & remarquables.

Jean-Louïs de la Valette, que nous appelons communément le vieux Duc d'Es-

N 2

per-

\* Fille de Henri IV. & de la Duchesse de Verneuil,

pernon , & qui fut le premier de ce nom là , pere du Duc de la Valette dont j'ai à parler , étoit né avec beaucoup de fierté & de hauteur. Une grande & éclatante fortune faite en peu de temps , ne lui avoit pas abaissé le courage. La faveur, abandonnée , de Henri III. l'avoit comblé d'Honneurs , de Dignitez , de Gouvernemens , & de Charges importantes. Ce Prince s'étoit vanté quelquefois de le faire si grand , qu'il ne se réservoir pas même le pouvoir de le détruire.

On sçait qu'en le faisant Gouverneur des trois Evêchez , Mets , Toul , & Verdun , il voulut les lui donner en pleine Souveraineté , si ce Favori n'eût été assez sage ou assez habile pour ne les pas accepter.

Son mariage avec l'Héritière de Foix & de Candale lui avoit acquis les grandes terres de cette ancienne Maison , & toutes les Alliances les plus illustres. Sous les deux Régnes suivans , parmi beaucoup de contradictions , il avoit toujours tenu son rang , & défendu sa fortune , considéré & redouté plutôt qu'aimé de tous ceux qui gouvernoient , par le pouvoir où il étoit de leur faire des affaires au dedans du Royaume. Ce fut peut-être par cette raison que Henri IV. au commencement

parût peu satisfait de sa conduite , puis ayant repris confiance en lui en 1610. dans la grande guerre qu'il vouloit entreprendre quand la mort le prévint , lui destinoit par honneur le commandement de son Avant-garde , jusqu'à-ce qu'il eût joint le Prince d'Orange , puis le renvoyoit à la Reine Marie de Medicis , pour lui servir de Ministre. Quoi qu'il en soit , depuis sa faveur & son élévation , il ne pouvoit oublier , ni ce qu'il étoit , ni ce qu'il avoit été , ni s'accommoder d'aucun Favori , ni d'aucun Ministre ; moins de Richelieu que d'un autre , parce qu'il l'estimoit davantage , & le regardoit comme plus propre à humilier tout ce qui s'étoit élevé.

Le Cardinal de son côté , quoi que bien plus souple & bien plus adroit dans le besoin , depuis qu'il se vit le maître des affaires , ne pouvoit trouver de résistance , pour petite qu'elle fût , qui ne le blessât jusqu'au fond du cœur , ni souffrir de grandeur qui ne servît à la sienne. Et dans la vérité , quand nous voudrions le dépouiller des foiblesses & des intérêts particuliers , dont l'humanité n'est jamais exempte , son Plan général , & l'honneur de son Ministère , ne s'accordoient presque pas avec le pouvoir & l'autorité d'un homme ,

que sous Henri IV. avoit soutenu une guerre ouverte pour se maintenir au Gouvernement de Provence ; qui nouvellement, au temps du Duc de Luines, partant de sang froid de sa Forteresse de Metz, avec son équipage ordinaire de vingt mulets, & de près de deux cens chevaux en Gardes, Gentilhommes, & autres personnes de sa suite, traversoit tranquillement tout le Royaume pour venir enlever la Reine-Mere réléguée à Blois, lui donner retraite dans ses Gouvernemens, & se rendre Médiateur entre cette Princesse & le Roi son Fils.

Le vieux Duc avoit trois enfans, Henri Duc de Candale, Bernard Duc de la Valette, dont il est ici question, & Louïs Archevêque de Toulouze, comme on l'étoit quelquefois en ces temps-là, par une manière de Commande, sans être engagé aux Ordres sacrez, & depuis Cardinal de la Valette. Henri portoit les noms de Foix & de Candale, suivant l'obligation du pere qui avoit promis en épousant l'Héritière de cette Maison, d'en remettre tous les biens, avec le nom & les armes, au fils aîné de son mariage : Celui-ci, d'un grand courage, d'un esprit vif, enjouié, & egréable, étoit de son chef broüillé avec le Ministre, parcequ'en n'étant pas mieux traité-

et qu'un autre, il laissoit échapper quelques traits libres, ingénieux, & picquans, qu'on retenoit avec plaisir, & qui ne manquoient pas d'être rapportez, mais en cela il ne donnoit rien à l'inclination de son pere, dont il étoit moins content que du Ministre même; il ne pouvoit lui pardonner qu'en ajoûtant à son partage quantité de biens au de là de ceux de Candale, jusques à cinquante mille écus de rente, & entr'autres, la Charge de premier Gentilhomme de la Chambre, les Gouvernemens de Saintonge, Aunis, Angoumois & Limosin, il eût mis dans la part de son puîné le Gouvernement de Metz & des trois Evêchez, très-estimé en ce temps-là; mais sur tout, la Charge de Colonel général de l'Infanterie Françoisë, qu'on regardoit comme une Royauté militaire, par le droit qu'elle avoit de nommer à toutes les Charges inférieures, sans en excepter celle de Colonel du Régiment des Gardes; & ce dépit principalement, avec quelques autres déplaisirs domestiques, lui fit acquérir beaucoup de gloire, en allant chercher la guerre & le commandement des Armées dans les Pais étrangers. Bernard Duc de la Valette son second fils, destiné de tout temps à porter le nom du pere, étoit en effet le premier objet de son at-



fection & de sa tendresse , à laquelle il répondoit aussi par toute sorte de reconnoissance & de devoirs , se ménageant avec le Ministre ; mais sans bassesse , & sans que le Duc son pere en pût être blessé. Louïs , le dernier des freres , ou comme meilleur Courtisan , ou comme Cardinal , ou par inclination , ou par estime , s'étoit lié d'amitié avec le Cardinal de Richelieu. Mais le pere n'approuvoit pas cette conduite , & disoit souvent : Ce n'est plus le Cardinal de la Valette , c'est le Cardinal Valet. Il n'eût guère d'autre récompense de son assiduité & de ses soins , que de commander quelquefois des Armées , ce qu'il avoit éperdument désiré , contre les sentimens du vieux Duc son pere , qui avoit toujours tâché inutilement de l'en détourner. C'est peut-être une chose assez remarquable (pour le dire en passant) que dans tout ce livre le Cardinal de Richelieu n'ait pas fait la moindre petite mention de lui , après en avoir reçu le plus grand & le plus signalé service qu'aucun autre lui eût jamais rendu. Car on sçait qu'à la mémorable journée des Duppes , quand la Reine Mere lui ayant fait donner son congé , ne pensoit plus dans son Hôtel de Luxembourg , qu'à partager les premières Charges de l'Etat ; que le Cardinal prêt à partir , ne voyoit

voyoit déjà autour de lui que solitude & que disgrâce , le seul Cardinal de la Vallette lui rendit le courage , & s'offrant de l'accompagner à Versailles , lui fit enfin prendre la résolution de voir le Roi encore une fois , & de lui parler , comme il fit , d'où sortit à l'instant ce grand changement de théâtre ; le Cardinal retenu pour continuer les fonctions de son Ministère , le Garde des Sceaux de Marillac , qui étoit venu pour remplir sa place , arrêté prisonnier , & tout le reste qu'on sçait sans que je le répète. Tant les conseils d'un ami ferme & fidèle sont quelquefois nécessaires aux plus grandes ames , dans cet état incertain & flotant où toutes les grandes passions nous réduisent. Mais revenons à nôtre principal & véritable sujet.

Ces dispositions générales ne promettoient pas une grande union entre le vieux Duc & le Cardinal Ministre. Ajoutez-y maintenant une infinité de choses qui les éloignèrent entièrement l'un de l'autre , les unes de grande conséquence , les autres qui paroïtroient petites , si l'on ne sçavoit quel effet elles ont accoutumé de produire dans les esprits. En 1624. Richelieu déjà Cardinal , fut fait premier Ministre contre l'inclination du Roi , par l'empres-

fement & les importunitéz de la Reine-Merc. Le Duc alors absent de la Cour, & qui se croyoit admirablement bien avec la Princesse, comme ses services l'avoient mérité, en fut surpris & fâché, parce qu'elle ne lui avoit laissé entrevoir rien de semblable. Il donna pourtant à la bien-séance & à la coutume de faire son compliment au nouveau Ministre par une lettre, mais moins capable de l'obliger que de lui déplaire. Car il garda avec lui, comme avec tous les autres Cardinaux, jusques à la fin de sa vie, la manière particulière qu'il avoit prise, de leur écrire sans laisser la ligne entière, & de finir par, *Votre bien humble serviteur*. Le Cardinal picqué, ne répondit rien; mais à la première occasion qui se presenta bien-tôt après, de lui donner les ordres du Roi, il lui écrivit sans lui laisser presque aucun espace blanc dans la ligne, & par *Votre tres-affectionné serviteur*; dont le Duc ne fut pas médiocrement blessé. Ceux qui voyoient les choses de près en ce temps-là, prirent ce commencement, ou pour la source, ou pour l'augure de tout ce qu'on a vû depuis. Incontinent après, le Duc, alors Gouverneur de Guienne, par sa hauteur, se fit des affaires avec le Parlement de Bordeaux, sous le  
 Pré-

Président de Gourgues, plein de vigueur & d'esprit, qui persuada facilement le Cardinal irrité, de prendre le parti de sa Compagnie. Ces mêmes affaires revinrent souvent, & d'autres plus fâcheuses encore avec Henri de Sourdis Archevêque de Bordeaux, créature du Cardinal, qui prit toujours sa défense, comme il y étoit obligé.

En 1627. la fortune leur présenta un beau fantôme & de grandes espérances, comme un insigne sujet de discorde. Ce fut le naufrage de deux grosses Carraques Portugaises revenant de Goa: leur charge en or, en argent, en diamans, en ambregris, & autres marchandises précieuses, étoit estimée à près de quinze millions de livres; & l'une avoit échoué sur la côte de Medoc. Le droit debris & naufrage en appartenoit au Duc, comme il fut jugé depuis, par des titres authentiques des anciens Seigneurs de Candale, qui s'y étoient faits maintenir en justice contre les Rois même. Le Cardinal prétendoit ce même droit; comme Chofet Sur-Intendant général de la Navigation & Commerce de France, qui étoit en effet la Charge d'Amiral déguisée pour lui sous ce nouveau titre. Le vieux Duc, autrefois Amiral lui-même, se souvenoit alors avec beau-

careffe. Mais l'année suivante 1632. lui donna un nouveau sujet de déplaisir , & très-considérable de la part du vieux Duc. Il le fit sonder par le Sur-Intendant de Bullion , pour se démettre en sa faveur du Gouvernement de Metz & des trois Evêchez par échange , & sous des conditions avantageuses ; à quoi le Duc témoigna beaucoup de répugnance. Ceux dont les conjectures vont toujours trop loin , ou qui comptent sur la facilité de l'esprit humain à passer de desir en desir , & d'une ambition à une autre , ont crû que le Cardinal se vouloit faire en ce Pais-là un établissement grand & durable contre toutes les révolutions à venir ; obtenir après ce Gouvernement , l'Evêché de Metz & les grosses Abbaïes de la même Ville ou des environs ; tirer après cela de sa faveur ce que le Duc avoit refusé de celle de Henri III. ajoûter aux trois Evêchez , premièrement sous le nom du Roi , puis sous le sien , Dun , Stenai , Jametz , & quelques autres Places de Lorraine , Sedan qu'on tireroit de la Maison de Bouillon , Châteaurenard , Charleville , & le Mont Olympe ; & composer enfin un petit Royaume d'Austrasie capable de se soutenir entre toutes les Puissances voisines , sous un Souverain aussi habile que lui. Si ce-  
la

la étoit ainsi dans la pensée , ce que je ne voudrois ni affûter ni rejeter , cet endroit marqueroit autant qu'aucun autre , le caractère de son esprit accoutumé à donner la loi plutôt qu'à la recevoir. Car il est certain qu'encore qu'il souhaitât passionnément le succès de cette négociation de Bullion , il la rompit le premier , parce que le Duc , sans s'expliquer nettement , & sans accepter ni refuser , parloit d'ajouter à son dédommagement le Bâton de Maréchal de France pour le Duc de Candale son fils , très-digne sujet à la vérité , pour cet honneur , & célèbre dans toute l'Europe , par ses expéditions étrangères , mais à qui le Cardinal ne croyoit pas devoir cette récompense des bons mots qu'il avoit dits contre lui.

Disai-je encore ce que d'autres ont écrit & publié avant moi , & qui semblera peut-être frivole. Cette négociation s'étoit passée en 1632. au voyage de Toulouse , qui finit par le supplice du Duc de Montmorenci. On prétend qu'au retour deux choses légères en apparence , ne laissèrent pas de blesser sensiblement l'esprit du Ministre. La première , à ce qu'on dit , c'est qu'il se crut négligé par le vieux Duc , trop occupé à recevoir la Reine Anne d'Autriche dans la Maison de Cadillac  
sur

sur la route de Bordeaux. La Reine revenoit par-là pour voir la Rochelle, & le Cardinal pour voir Brouage, où il n'avoit point été depuis qu'il y avoit fait de grandes dépenses. Des carrosses que le Duc avoit ordonnez pour le recevoir à la sortie du bateau, furent pris par la suite trop nombreuse de la Reine, & ne purent retourner assez promptement pour prévenir l'arrivée du Cardinal qu'on n'attendoit pas si-tôt. Le Duc, après avoir conduit la Reine à son Appartement, les lui remettoit lui-même, avec mille excuses de ce qu'on avoit mal exécuté ses ordres; mais il ne put jamais lui persuader de s'en servir, & le Cardinal aima mieux achever le chemin à pied, tout incommodé & fatigué qu'il étoit, d'un mal qui faillit à le tuer quelques jours après. On ajoute en second lieu, que ce fut encore bien pis à Bordeaux, d'où son mal, qui n'étoit qu'une suppression d'urine, l'empêcha de partir en même temps que la Reine. Le Duc, par respect pour cette Princesse, & pour ne garder en sa présence nulles marques de commandement, avoit fait quitter à ses Gardes leurs casques & leurs mousquets: il les leur fit reprendre à l'instant qu'elle fut partie, & alla visiter le Cardinal avec sa pompe ordinaire de Gouver-

verneur, & une très-longue suite de Gentilhommes à lui, ou de la Province, qui l'accompagnoient sans cesse. On croit que l'Archevêque de Bordeaux, & quelques autres ennemis du Duc, qui étoient auprès du Cardinal malade, lui persuadèrent que c'étoit non seulement pour le braver, mais pour le quereller peut-être, à un besoin, & entreprendre sur sa personne; de sorte qu'il s'excusa de le voir, comme trop incommodé; & pensa presque être échappé d'un péril, quand il fut en état de quitter Bordeaux, le Duc à son départ l'ayant encore conduit avec le même cortège, comme pour lui faire honneur. Ce qu'il y a de vrai, c'est que le Duc fut averti quelque temps après par le Cardinal de la Valette son fils, qu'on avoit au moins voulu donner ces impressions au Ministre. Qu'il en scût très-mauvais gré à l'Archevêque de Bordeaux, & rentra plus que jamais en guerre avec lui. Leurs querelles allèrent si avant, que le Duc ayant employé les voyes de fait, comme pour maintenir son autorité de Gouverneur dans la Ville métropolitaine, donna lieu à l'Archevêque de l'excommunier. Le Clergé de France, inspiré par le Cardinal qui se mit à la tête, se déclara pour le Prélat maltraité, & demanda la réparation



tion de l'injure. Ce fut dans cette grande tempête que le Cardinal de la Valette son fils & quelques-uns de ses serviteurs proposèrent, comme un dernier moyen de réunion avec le Ministre, le mariage de Mademoiselle de Pontchâteau avec le Duc de la Valette; car Gabrielle de Bourbon, l'une des plus aimables Princesses de son temps, belle, sage, d'un très-bon esprit, & si douce, qu'on ne la vit jamais en colère, étoit morte six ou sept années auparavant, quatorze jours après être accouchée d'un fils que nous avons vû mourir Duc de Candale en l'année 1658. Aussi-tôt que les conditions de ce nouveau mariage eurent été résolues & acceptées, toutes les affaires avec l'Archevêque de Bordeaux & le Clergé de France finirent bien plus facilement qu'elles n'avoient commencé. Mais si jamais la fierté du vieux Duc se fit connoître, ce fut en cette occasion. Il donna à son fils son consentement de vive voix, mais il ne voulut jamais le donner par écrit, ni signer le contract, disant tantôt que c'étoit assez d'en avoir signé un autre; & tantôt avec plus d'ouverture de cœur, qu'il n'eût pas été honnête pour lui de signer sans rien donner, ni de rien donner pour se racheter lui-même, & sortir d'une mau-

mauvaise affaire. Il ne faut pas encore oublier entre les sujets d'éloignement & d'aversion dont nous parlons, que le vieux Duc, qui croyoit avoir au commencement rendu office à l'Evêque de Luçon, se plaignoit de n'avoir trouvé depuis, nulle trace de reconnoissance au Cardinal de Richelieu; & que dans les derniers temps il ne pouvoit digérer non plus son procédé contre la Reine-Mere, Princesse qui avoit toujours été à l'égard du Duc, l'objet d'une vénération pleine de tendresse, & pour qui il avoit crû devoir tout exposer. On jugera peut-être, qu'il falloit rapporter tout ce détail, pour rendre croyable à la postérité le secret que je vai lui révéler, non pas sur de vaines conjectures, mais sur des connoissances certaines.

Qu'est-ce qu'un grand génie ne croit pas possible? Le Cardinal instruit par tant d'expériences, qu'il ne ramèneroit jamais le vieux Duc, forma le dessein, tout à fait extraordinaire, de le perdre, en s'attachant néanmoins le Duc de la Valette son fils, en qui il n'avoit jamais trouvé que des sentimens raisonnables: Il n'y eut, depuis ce mariage, marque d'affection qu'il ne donnât durant quelque temps à ce jeune Seigneur qu'on regardoit comme son gendre

dre ; élévation ni grandeur qu'il ne lui laissât entrevoir dans l'avenir , jusqu'à ce que croyant le feu déjà bien allumé , après l'avoir exhorté à se confier à ses promesses qui n'avoient jamais trompé personne , & à le regarder comme un véritable pere , il passa à lui déclarer que pour cela , il falloit n'avoir autre pere que lui : en un mot , ne se pas étonner s'il alloit ne plus épargner le Duc d'Espéron , & *détruire* , ce furent ses propres termes , *un homme qu'il n'avoit jamais pu apprivoiser*. Le Duc de la Valette , aussi surpris qu'on se peut imaginer , tâcha inutilement à dissimuler ce qu'il pensoit : une grande partie en parut dans ses yeux & sur son visage. Les obligations du sang , celles qu'il avoit au meilleur pere du monde pour lui , & qui l'avoit entant de choses préféré à un frere aîné de très-grand mérite , repassèrent toutes en un moment dans son esprit. Il crut déjà voir ce vieillard âgé , dés-lors , de quatrevingt ans , ou davantage , & dont la fortune avoit été jusques-là respectée par ses ennemis même , traîner un reste de vie obscure , solitaire , & languissante en quelque lieu d'exil ; se voir lui-même , pour digne récompense de son lâche consentement , revêtu avec honte , des mêmes honneurs , qu'il n'avoit qu'à attendre encore quel-

quelques années pour les posséder sans reproche. Qui sçait s'il n'ajouta pas, que les partis les plus honnêtes sont ordinairement les plus seurs; & que tout devoir mis à part, nulle véritable prudence ne lui pouvoit conseiller de manquer lui même à la fortune si établie de sa propre Maison, pour courir après de vaines espérances, & s'abandonner à la nouvelle, & peut-être fausse, tendresse de ce pere adoptif? Cependant, se faisant beaucoup de violence, il remercia le Cardinal de ses bontez, comme on fait toujours avec ceux qui gouvernent: Il témoigna lui être obligé de sa confiance: il l'assura de son chef, d'une reconnoissance parfaite. Quant à son pere, sans l'accuser ni le défendre, il ajouta qu'on ne le changeroit pas pour le peu qui lui restoit à vivre: Qu'il avoit des manières brusques & hardies de son temps, mais que le fond en étoit bon, le cœur droit & sincère, incapable de fourbe & de trahison; Qu'en prenant une fois sa parole, on pouvoit s'en assurer pour toujours; En un mot, que si le Cardinal vouloit lui faire l'honneur de s'en rapporter sur lui, il répondoit de la fidélité du vieux Duc, comme de la sienne même. Le Ministre entendit très-bien tout ce qu'on ne lui disoit pas, & eut un secret dé-

pit d'en avoir trop dit lui-même. L'entretien finit par des complimens généraux qu'ils se firent tour à tour, sans toutefois se tromper l'un l'autre. Depuis ce temps-là, un grand sérieux & une civilité froide succédèrent aux caresses & aux avances du Cardinal pour le Duc de la Valette. Et à l'égard du vieux Duc, tout ce qu'on peut donner de dégoûts & de mortifications à un cœur orgueilleux, qui ne veut pas même faire à son ennemi le plaisir de s'en plaindre. Il trouva des contradictions perpétuelles dans sa Province de Guienne, où l'on sçavoit qu'il étoit extraordinairement jaloux de son autorité. Ceux que l'on connoissoit lui être opposez ou suspects, furent soutenus & favorisez en toutes sortes; les fables même écoutées contre lui; l'Epargne entièrement fermée plusieurs années de suite pour ses appointemens & pour ses pensions, sous prétexte des nécessitez publiques, & de l'épuisement des Finances: excuses toujours prêtes pour ceux qu'on n'aime pas: Et quand la guerre étrangère menaçoit ou attaquoit son Gouvernement, nul secours qu'en paroles, comme si l'on eût été bien aise de le voir en peine, même aux dépens de l'Etat. Enfin, ni lui, ni son fils, ne pouvoient deuter qu'on n'embrassât ardem-

demment la première bonne occasion de les perdre. Mais le temps n'y étoit pas propre. \* La guerre étoit déclarée contre l'Espagne. § Les ennemis entroient en Guienne, en Bourgogne, en Picardie. † Les peuples foulez par de nouveaux Edits pour faire subsister les Armées, & encore peu accoûtumés à l'obéissance au sortir des guerres civiles, se soulevoient en divers lieux, particulièrement dans le Gouvernement du vieux Duc, tantôt par des séditions de Bordeaux, tantôt par des Armées entières qui tenoient la Campagne sous le nom de Crocans. Il étouffoit ordinairement ces mouvemens par ses seules forces & sa seule autorité, accusé cependant auprès du Ministre, mais sans aucun fondement, de les exciter secrètement lui-même pour se rendre nécessaire. Le Cardinal n'avoit pas l'injustice de le croire, mais il mettoit entre les traverses de sa vie & de sa grandeur, d'être obligé pour un temps, non seulement à ménager, mais à louer & à remercier ceux à qui il ne faisoit ni ne vouloit aucun bien, & qu'il avoit dessein de détruire. On crut sa fortune bien ébranlée, quand les ennemis semblèrent s'établir dans le Royaume, à la vûe de la Capitale, & du Trône

ne même, par la prise du Catelet, de la Capelle & de Corbie. Le succès de cette guerre qu'il avoit seul conseillée, & dont il faisoit gloire d'être l'auteur, étoit son salut ou sa ruine; combattu, comme il étoit, d'ailleurs par tant d'envieux, & tant d'ennemis, & par tant de secrettes intrigues. Il n'oublia rien pour reprendre les Places de Picardie avec de puissantes Armées que commandoient le Duc d'Orleans frere du Roi, & le Comte de Soissons Prince du Sang. Le Duc de la Valette en une occasion que l'on regardoit comme un grand péril de l'Etat, demanda la permission d'aller servir Volontaire dans l'Armée de Picardie, ce qu'on ne crut pas lui pouvoir refuser. Mais avant que de sortir de Paris, il fit, par son malheur plus que par sa faute, & forcé, pour ainsi dire, plutôt que volontairement une nouvelle & très-profonde blessure dans l'esprit du Ministre. Le Baron du Bec, Gouverneur de la Capelle, étoit des amis du Duc, soit qu'il se fût trop tôt rendu par foiblesse, ou faute de toute sorte de munitions, comme il le prétendoit; ce que je n'ai point éclairci, le Cardinal crût en devoir faire un exemple, ou pour contenir par cette sévérité les autres Gouverneurs des Places frontières, ou pour

se décharger lui-même auprès du Roi & du Public, de la perte de cette Place, qui avoit ouvert par la Picardie le Royaume à l'ennemi : Car ceux qui sont à la tête des affaires n'ont jamais tort, & le plus foible est ordinairement le plus coupable. Il voulut faire examiner cette affaire dans un Conseil solennel, le Roi présent, où assistassent tous les Officiers de la Couronne. Le Duc s'excusa trois fois de s'y trouver, pour éviter le danger qu'il prévoyoit. Mais Chavigni lui fut envoyé la quatrième, pour lui faire entendre qu'il falloit rompre avec le Cardinal, ou ne pas persister dans son refus. Il fut donc au Conseil ; mais plus fidèle, ou à l'amitié, ou à la raison, qu'à ses propres intérêts, il parla pour l'Accusé contre l'intention du Ministre, qui ordinairement peu maître de lui dans le premier feu de sa colère, aussitôt après le Conseil levé, le tirant à part, lui dit des paroles dures & piquantes, qu'un bon cœur ne peut ni souffrir ni oublier. La réponse fut non seulement ferme & hardie, mais pleine d'une chaleur, qui fit que la Cardinal s'aperçut lui-même de la sienne, & tâcha de la réparer, en finissant par quelques paroles obligeantes. En cet état le Duc de la Valette partit pour l'Armée, où il est très-vrai que le Comte de Soissons & le



Duc d'Orleans le firent sonder en secret, pour l'engager à une révolte, & à leur donner retraite en Guienne : mais il est également véritable qu'il leur refusa l'un & l'autre, assurant seulement les Princes, d'un côté, de son respect, & même de son secret ; & de l'autre, que le vieux Duc, sans qui il ne pouvoit rien, n'entreroit jamais en rien de semblable, quelque sujet qu'il eût de se plaindre du Cardinal, aussi-bien que lui. On n'a jamais scû de la bouche du Duc, qui lui fit cette proposition. Il ne tint que trop scrupuleusement tout ce qu'il avoit promis, & n'en parla jamais, lors même qu'il le pouvoit sans aucun danger. Ce que le Cardinal dit ici, que *ce crime est avéré par la bouche de deux Princes irréprochables en cette occasion*, n'est pas difficile à démêler. L'un des deux, qui a survécu long-temps à ce Ministre, a souvent avoué qu'on l'avoit surpris, en lui faisant croire que le Duc de la Vallette l'avoit accusé ; de sorte qu'irrité de son infidélité prétendue, aussi-bien que de son refus, il avoit été bien aise de se décharger en jettant toute la faute sur lui. La suite des choses naturellement rapportée, ne permet pas, ce me semble, qu'on doute de la vérité. Cette négociation, soit reçûe ou rejetée, n'eut

n'eut certainement aucune suite, & ne fut pas scûë aussi-tôt après. Mais quand on eut repris Corbie, que la Picardie fut paisible, & l'autorité du Cardinal plus affermie que jamais, ceux-là même qui auparavant le croyoient perdu, & se réjouissoient de sa perte, s'empressèrent à lui rendre quelque service, & à s'attacher à lui. Alors un des faux serviteurs du Duc d'Orleans, à qui le secret avoit été confié se hâta de le lui révéler. Les deux Princes qui en eurent le vent, s'éloignèrent à l'instant de la Cour, par la crainte d'être arrêtez. Le Duc de la Valette, déjà parti quelques jours devant pour la Guienne, poursuivit tranquillement son voyage. Ils envoyèrent après lui Bourdailles & Montresor, pour l'exciter; & avec lui le vieux Duc son pere, par la crainte d'un péril commun, dont l'un & l'autre, disoient-ils, tâcheroient inutilement de se défendre, dans l'opinion où le Cardinal étoit déjà sur ce sujet, & l'envie qu'il avoit de les perdre. Tous les deux fermèrent l'oreille; & le vieux Duc, après des complimens pleins de respect pour les Princes, se contenta de leur donner de sages conseils pour regagner les bonnes grâces du Roi. Le Duc d'Orleans les écouta, & fit sa paix. Le Comte de  
de

de Soissons les négligea pour son malheur, car il ne revint plus à la Cour, & mourut ensuite, comme l'on sçait, les armes à la main contre son Prince & sa Patrie. Le Cardinal bien averti, si Ministre le fut jamais, n'ignora pas la bonne conduite du vieux Duc, qui se garda bien pourtant de s'en faire un mérite. On voit encore une lettre que ce Ministre lui fit écrire par le Chevalier Seguier son ami de tout temps, où en le louant du bon parti qu'il a pris, & dont il assure que le Roi est très-content, il tâche de lui en faire dire davantage; de quoi le Duc eut l'adresse de se défendre. Aussi bien loin de l'accuser de rien en ce temps-là, ni la Valette son fils, on leur donna à l'un & à l'autre de nouveaux ordres pour achever de chasser les Espagnols de Guienne. Car ils s'étoient établis au Port de Secoa, où ils avoient deux Forts, & cinq ou six mille hommes bien retranchez. Ces ordres, pour marquer plus de confiance, donnoient pouvoir au vieux Duc, de faire telles levées de troupes qu'il lui plairoit, & telles impositions qu'il trouveroit bon sur la Province, pour la délivrer de l'ennemi ce qu'il regarda comme un piège qu'on lui tendoit, averti par les exemples anciens & nouveaux, & par celui du Maréchal de  
Ma-

Marillac même. D'ailleurs il étoit persuadé que sans fouler les peuples qu'il aimoit naturellement, & qu'il avoit intérêt de ménager pour lui-même, il viendrait à bout de ce qui lui étoit ordonné. En effet, le Duc de la Valette s'étant mis à la tête d'un petit nombre de troupes ramassées, assiégea, ou bloqua, pour ainsi dire, ces Espagnols retranchés & beaucoup plus forts que lui, mais qui manquoient de toutes choses, encore qu'ils eussent la mer ouverte. Il prit des postes avantageux ; il fit des courses continuelles de tous côtes, pour empêcher qu'ils ne tirassent aucune subsistance du Pais-même, & les réduisit, sans combat, à de telles extrémités, qu'ils abandonnèrent & retranchemens & Forts, & ne se servirent de la mer, que pour la retraite. La Cour qui n'applaudit que rarement à ceux qui ne sont pas en faveur, en fut très-aise, sans vouloir pourtant en paroître tout à fait contente. Ce qu'elle avoit regardé au commencement comme difficile, lui sembla alors trop aisé. Elle eût souhaité que les Espagnols eussent été taillés en pièces, leur Camp forcé & pillé, leurs Forts pris d'assaut ; en un mot, qu'on n'eût pas fait un pont d'or à l'ennemi. Ce fut alors que le Cardinal ré-  
veilla

veilla dans son esprit la pensée d'attaquer l'Espagne par Fontarabie. Cette pensée lui avoit été inspirée par l'Archevêque de Bordeaux, ou par quelqu'autre, plusieurs années auparavant : Mais le Duc d'Espernon & la Valette son fils, envoyez en ce temps-là pour reconnoître la Place, y avoient toujours trouvé de très-grandes difficultez. Le fils fut mandé, & se rendit à la Cour, sans sçavoir qu'il en fût question. Après un accueil beaucoup meilleur qu'il ne l'attendoit du Ministre, on voulut s'éclaircir avec lui, de tout ce qui s'étoit passé, devant Corbie sur cette proposition des deux Princes ; mais il eut assez ou de crédit ou d'adresse pour faire qu'on ne le pressât pas jusqu'au bout, & qu'on fût content de lui, ou qu'on le voulût paroître, sans qu'il eût jamais rien dit, ni au Cardinal, ni au Roi, sinon qu'il étoit vrai qu'un homme lui avoit parlé auprès d'un moulin ; Qu'il avoit rompu toutes ses mesures par un prompt refus ; Qu'il n'avoit pas crû en une affaire dont il ne voyoit aucune suite, se devoir rendre délateur sans preuve, de deux Princes du Sang, à qui il pensoit avoir persuadé la fidélité par ses raisons & par son exemple. Après ces éclaircissemens le siège de Fontarabie lui fut proposé. Je  
ne

ne croirai jamais ce que d'autres ont pourtant écrit de bonne foi , que ce fût avec un dessein formé de l'engager , & le vieux Duc son pere , dans une entreprise où ils ne pouvoient que succomber. C'est porter les soupçons trop loin ; & le Cardinal n'étoit pas capable d'une si fausse Politique contre l'intérêt de la France & le sien ; mais il n'est nullement hors d'apparence que ce Ministre accoutumé depuis la Rochelle & l'expédition d'Italie , à croire que tout étoit facile pour lui , se servît de cette occasion pour envoyer un Prince du Sang en Guienne , avec des forces considérables sur mer & sur terre , dont il pourroit faire , après la victoire , tel usage qu'il lui plairait contre le Duc d'Espéron lui-même , & contre toute sa Maison. Il est bien certain que le commandement de l'Armée ne fut offert au Duc de la Valette , que sous deux conditions ; l'une , que le Prince de Condé seroit Généralissime au dessus de lui , l'autre , que l'Armée navale seroit commandée par l'Archevêque de Bordeaux , réconcilié avec le vieux Duc , ou seignant de l'être depuis quelques années. Le vieux Duc avoit refusé plus d'une fois de commander des Armées Royales sous un Prince du Sang ; non pas , disoit-il qu'il n'eût

n'eût un très-grand & très-profond respect pour ce rang-là, mais il étoit trop vieux, ajoutoit-il, pour apprendre sur la fin de ses jours à recevoir des ordres d'autre que du Roi son Maître. Il étoit aisé au Duc de la Valette de prévoir les mauvaises suites de ce commandement subalterne & partagé ; mais le Cardinal son frere , & une autre personne moins fidèle , qui devoit son élévation à leur Maison , secrètement néanmoins dans les intérêts du Ministre , lui persuadèrent, non sans peine, qu'il ne falloit pas s'opposer toujours aux inclinations d'un homme qui pouvoit tout comme si l'on avoit dessein de rompre avec lui , lors même qu'il sembloit vouloir revenir pour toute la Famille ; Que ce qu'on avoit eu peine à supporter au vieux Duc , ne seroit pas excusé ni pardonné en son fils de la même sorte ; Qu'au fond , comme il agiroit plus que nul autre dans l'Armée , la présence d'un Prince n'ôteroit rien à sa gloire si le siège avoit un bon succès ; mais le déchargeroit tout à fait , si l'événement n'en étoit pas favorable. Par ces raisons il s'engagea au Ministre , sans avoir eu le temps de consulter le vieux Duc son pere , qui ne les approuva nullement , mais qui ne crut pas devoir rien trouver à dire à ce qu'il avoit

avoit agréé. Si quelqu'un a écrit le contraire, ou il n'a pas sçu tout le secret, ou il a crû en devoir dissimuler une partie. La résolution que le vieux Duc prit pour lui-même, fit assez voir qu'il n'étoit pas content. Ce fut de demander permission pour aller prendre du lait à sa maison de Plassac en Saintonge; comme il le faisoit quelquefois; mais ce fut alors avec dessein de ne plus rentrer dans son Gouvernement, que le siège de Fontarabie ne fût fini. Il attendit toutefois que le Prince fût arrivé à Bordeaux; pour lui rendre ses devoirs; & prenant congé de lui, après lui avoir bien représenté les difficultez de l'entreprise, qui ne devoient que l'exciter davantage, par la gloire qu'il auroit à les surmonter, il lui offrit, s'il le falloit, de revenir, à son premier ordre, à la tête de mille Gentils-hommes, pour servir Volontaire auprès de lui. Si cette résolution de se retirer, fut sage, la suite l'a fait assez connoître; car on a sçu depuis, ce qu'il ignoroit alors: C'est que le Prince avoit emporté des ordres du Roi en bonne forme, mais très-secrets, pour lui commander ce qu'il faisoit par sa propre volonté. Le siège commença avec de grandes espérances. On loüa le Duc de la Valette de ce que le premier, l'épée à la main, à la tête des troupes, pas-



en tant d'autres, qu'ordinairement être attaqué, c'est être à demi vaincu. Tout se passa parmi les nôtres avec beaucoup de surprise, de tumulte, & de désordre, sans que l'un des quartiers fût averti de ce qui se passoit à l'autre. Celui du Prince de Condé fut forcé & emporté. Jamais François ne firent si peu de résistance ; ce qui donna lieu aux vains bruits du peuple, qu'on a peine encore aujourd'hui à effacer des esprits en ce Pais-là, comme si le Prince y avoit consenti lui-même, gagné à force de doublons d'Espagne, qu'on lui envoyoit, disent-ils, en grande quantité, dans de grosses bouteilles, en forme de vin pour la provision de sa table. Le Duc de la Valette n'apprit ni la déroute, ni le combat, que par des fuyards, & un peu après, par le Prince lui-même, qui se retirant à Bayonne, le chargea de tout ce qui restoit à faire dans ce malheur. Le Duc approuva ce qu'il eût été inutile de condamner, & il exhorta même le Prince à mettre sa personne en sûreté. Mais à peine le vit-il le dos tourné, qu'il ne put s'empêcher de sourire ; & ce fut depuis, le grand chef d'accusation contre lui. Ensuite, donnant ses ordres avec beaucoup de tranquillité & de sang froid, non seulement il mit en bataille tout ce qu'il commandoit

de

de troupes ; mais ralliant tout ce qui restoit des autres, & s'opposant à la poursuite des ennemis , il sauva la plus grande partie de l'Armée Françoisse , & ce qui n'avoit pas été déjà pris ou d'équipage , ou de canon. La soldatesque victorieuse se vantoit dans Fontarabie d'avoir pillé le Camp du Prince , & d'avoir épargné la Valette qui étoit de leurs amis ; autre grand crime qu'il faisoit placer avec les bouteilles de doublons , & qu'on ne manqua pas toutefois à mettre depuis en ligne de compte. Personne ne pourroit exprimer la colère du Ministre contre le Duc de la Valette , soit qu'il n'eût coutât que les relations intéressées du Prince de Condé & de l'Archevêque , ou qu'une occasion comme celle-là ; rallumât tout son ressentiment contre la Maison d'Espernon , ou qu'il craignît que le Roi & le Public n'imputassent ce malheur à sa conduite , si le Prince ou l'Archevêque , ou le retardement de notre Armée navale paroïssoient y avoir la meilleure part. Il témoigna publiquement , qu'il feroit plutôt l'office de Procureur Général contre son allié , que de laisser sa faute impunie. La Duchesse de la Valette eut la générosité en cette occasion , comme en beaucoup d'autres , de ne pas balancer un moment entre son oncle régnant , & son mari disgracié , mais

le Cardinal, quand elle lui parla sur ce sujet, s'échauffa & s'emporta à tel point, que ceux qui ne devoient point être du secret, & qu'on avoit fait retirer exprés, ne pûrent s'empêcher de l'entendre. La Duchesse d'Eguillon, qui servoit de très-bonne foi le Duc, après avoir employé tout ce qu'elle avoit, ou de crédit, ou d'art, & d'adresse auprès du son Oncle, n'en tira que des plaintes amères & des menaces ouvertes, après lesquelles elle fit assez connoître qu'il n'étoit pas bon au Duc de venir, quoi qu' d'un côté il desirât passionnément de justifier en personne; & que de l'autre, il eût été mandé pour rendre compte de sa conduite. Il n'est pas impossible que le dessein du Ministre même ne fût de lui faire prendre un mauvais parti. Au moins ce qu'il disoit & qu'il témoignoit si hautement, n'étoit pas un bon moyen pour l'attirer à la Cour. On tint là-dessus à Paris par l'ordre du Duc, un petit Conseil de ceux qu'il croyoit entièrement dans ses intérêts, où fut appelé, avec peu d'autres, une des créatures les plus zélées & les plus reconnoissantes de sa Maison. C'étoit Philippe de Cospean, alors Evêque de Nantes, auparavant Evêque d'Aire, & depuis Evêque de Lisieux, pour qui le vieux Duc, dans le temps de sa

sa faveur, par pure estime de son mérite, après avoir pris goût à ses sermons, n'avoit pas seulement obtenu l'Evêché d'Aire, sans qu'il le scût, mais en avoit fait expédier les Bulles à ses dépens, & les lui avoit envoyées. Celui-ci d'un très-bon esprit, & très-agreable, après avoir entendu bien raisonner sur toutes les circonstances de l'affaire de Fontarabie; sur la facilité que le Duc auroit à détruire des accusations si frivoles, & approuver non seulement son innocence, mais ses services: Tout cela est bon, ajouta-t-il, & je le croi; mais qui nous a dit qu'on ne nous parlera point de l'homme, ni du moulin. Il n'en falut pas davantage pour persuader la petite assemblée; & c'étoit en effet l'endroit dangereux & redoutable entre les mains d'un Ministre irrité. Car encore que le Duc se fût éclairci avec lui & avec le Roi même de ce qui s'étoit passé; & que bien loin d'être châtié il eût été honoré incontinent après, d'un Commandement considérable, ce n'étoit pas une abolition de forme, & les Loix de l'Etat obligent tous les Sujets, & particulièrement tous les Officiers de la Couronne, à révéler ce qu'ils savent contre le service du Roi, sans examiner s'ils s'y sont opposez en secret, s'ils n'ont pû l'empêcher, s'ils ont

crû que l'avis seroit inutile, sans distinguer enfin, Prince, Ami, Maître, Bienfaiteur. Malheur à ceux que leur étoile & cette diversité de devoirs mettent à une si terrible épreuve. Quoiqu'il en soit, le Duc, contre son inclination suivit le conseil de ses amis, & se retira en Angleterre. Le procès lui fut fait. Le Cardinal voulut que les informations fussent rapportées devant le Roi. Le Président de Bellièvre, depuis, Premier Président, & quelque'autre encore, eurent la force de dire qu'ils ne trouvoient point de preuve. Le grand nombre suivirent la fausse & pernicieuse maxime, qu'on peut toujours condamner un absent, parce qu'il n'en meurt pas, & que c'est la simple peine de sa contumace : comme s'il étoit jamais permis de trahir la vérité & la justice, parce qu'elles ne se défendent pas. Le vieux Duc d'Espèrnon, qui jusqu'alors avoit été un objet d'envie, commença à ne plus être qu'un objet de pitié. \* En six mois de temps de l'année 1639. il perdit le Duc de Candale son fils aîné, il vit condamner à mort le second, à qui il avoit attaché son cœur & toutes ses espérances; & mourir encore le Cardinal de la Valette son troisième fils, qu'on croyoit avoir tiré parole du Cardinal de Richelieu, pour récompense de tous ses

services, qu'il laisseroit la vieillesse de son pere en repos. Les ordres suivirent aussi-tôt pour le réléguer premièrement à sa Maison de Plaffac , puis à Loches , où il finit sa vie quelques années après. Sa fermeté fut telle dans ce grand âge , qu'après avoir satisfait en sa dernière maladie à tout ce qu'on pouvoit desirer de lui pour la conscience , sans orgueil ni sans foiblesse , car il avoit de tout temps de la Religion & de la Foi , il ne lui échappa rien à l'égard du Cardinal , qui ne fût tout ensemble & Chrétien , & Noble. Il ordonna que l'on recommandât au Roi les deux enfans du Duc de la Valette , qui avoient l'honneur de lui appartenir. C'étoient ceux du premier mariage , car il n'en eut point du second : & quelqu'un lui suggérant de faire faire le même office auprès du Ministre , dont le pouvoir étoit si connu , après y avoir pensé quelques momens , il se contenta de répondre doucement : Je suis son serviteur , sans pouvoir se résoudre à lui faire aucune demande. Il mourut le 13. Janvier 1642. âgé de quatrevingt-huit ans , répétant souvent au milieu de ses prières même , & jusques dans les bras de la mort , le nom de son fils de la Valette , qu'il regardoit comme son Martyr. Le Cardinal de Richelieu ne lui survécut pas long temps : il mourut

le 4. Décembre de la même année âgé de 58. ans seulement , laissant encore aux Courtisans un de ces beaux , maistrop subtils exemples de ce que c'est que fortune, grandeur, faveur, jamais certaine, jamais contente , & pour dernier mal , peu de temps présente, & long temps passée. Le Roi , qui gémissoit en secret du trop de pouvoir qu'il lui avoit donné, & de qui il avoit toutes choses à craindre dans un plus long avenir , ne crut pas tant être privé d'un Ministre fidèle, que délivré d'un maître superbe & insupportable. Ce fut alors une espèce de mérite à la Cour de n'avoir pas été de ses amis. Mais elle changea de face une seconde fois peu de mois après par la mort du Roi lui-même, arrivée le 14. de Mai 1643. Le Duc de la Valette appelé Duc d'Espèrnon depuis la mort de son pere, revint d'Angleterre, se remit à la Conciergerie du Palais de Paris, & fut absout tout d'une voix par le Parlement, avec l'applaudissement général des Grands & du Peuple. Personne, que j'esçache, de quelque considération, hors le Cardinal en cet endroit , ne s'en est pris à lui du mauvais succès de Fontarabie : Et quand à la prétendue intelligence ou conspiration avec les deux Princes, bien loin de se la reprocher à lui-même, il mettoit cette avantu-

re entre ses meilleures Actions , puis que maltraité & opprimé , comme il prétendoit , par le Cardinal , au point qu'on l'a vû , il avoit résisté à la tentation de se délivrer lui-même , & le Duc son pere , par une Guerre Civile la plus grande & la plus dangereuse de toutes celle de ce temps-là , si l'un & l'autre y eussent voulu entendre.

Comme le Cardinal de Berulle est mort en odeur de Sainteté , & que tous ceux qui l'ont connu lui en ont rendu le témoignage excepté le Cardinal de Richelieu ; il est d'extrême importance que le Public soit informé des motifs qui peuvent avoir obligé le même Cardinal de Richelieu d'écrire dans la dixième page de son Testament ces propres termes. Votre Majesté eût par ce moyen affranchi pour jamais la Nation des Grisons de la Tyrannie de la Maison d'Autriche , si Fargis son Ambassadeur en Espagne n'eût à la sollicitation du Cardinal de Berulle , fait (ainsi qu'il l'a confessé depuis) sans votre sçu , & contre les ordres exprés de V. M. un Traité fort desavantageux , auquel vous adhéraîtes enfin , pour plaire au Pape , qui prétendoit être aucunement intéressé dans cette affaire ; & dans la quatorzième page , le Cardinal de Berulle & le Garde des Sceaux de Marillac , conseilloyent à V. M. d'abandonner ce pauvre Prin-



Prince (il parle du Duc de Mantouë) à l'injustice & à l'avidité insatiable de cette Nation ennemie du repos de la Chrétienté (il veut parler des Espagnols) pour empêcher qu'elle ne le troublât, le reste de vôtre Conseil fut d'avis contraire; tant parce que l'Espagne n'eût osé prendre une telle résolution incontinent après avoir fait un Traité d'union entre les Anglois; que quand même elle eût pris un aussi mauvais Conseil, elle n'eût sçu arrêter le progrès de vos desseins.

Il ne faut qu'avoir une légère instruction des principales affaires arrivées sous le Règne de Louis XIII. pour sçavoir que les Cardinaux de Berulle & de Richelieu étoient tout deux attachez aux intérêts de la Reine-Mere Marie de Médicis, & qu'ils vécurent en parfaite intelligence jusqu'à l'année 1622. que survint la Guerre du Pont de Cée. Tous les serviteurs de la Reine Mere s'étoient attendus que le Cardinal de Richelieu à qui cette Princesse avoit donné l'Ordre & le Pouvoir de Conclurre un accommodement avec les Ministres du Roi son fils, ménageroit leurs avantages comme les siens propres & ne les laisseroit pas exposez à la vengeance de leurs ennemis qu'ils n'avoient irrité que pour être demeurez fidels à la Reine-Mere : cependant le

Car-

Cardinal de Richelieu ne pensa qu'à se procurer une place dans le Sacré College, & négligea tout le reste. De-là vint que le Cardinal de Berulle, le Maréchal & le Garde des Sceaux de Marillac, Monsieur & Madame du Fargis & plusieurs autres rompirent entièrement, & n'eurent plus de-formais aucun commerce avec lui. En second lieu, la première affaire considérable qui survint dans le Conseil de France en 1624. incontinent après que le Cardinal de Richelieu y eut entrée, fut le Mariage de Madame Henriette de France dernière sœur du Roi avec le Prince de Galles. Le Cardinal de Richelieu prétendit s'en attribuer tout l'honneur, & négocia avec tant d'adresse qu'il obtint des Comtes de Halland & de Carlile Ambassadeurs d'Angleterre des conditions plus avantageuses à la Religion Catholique que n'avoient été celles que le Roi de la Grande Bretagne avoit accordées aux Espagnols lors qu'il avoit recherché leur Infante pour le même Prince de Galles. Mais il s'agissoit de faire approuver à la Cour de Rome les Conventions du Cardinal de Richelieu avec les Ambassadeurs d'Angleterre, & la chose paroissoit tout a fait difficile. La Cour jetta les yeux sur le Cardinal de Berulle pour la terminer. Il alla à Rome. Il y commença, continua,

&

& conclut la célèbre Négociation qui se trouve entre les Manuscrits de Lomenie dans la Bibliothèque du Roi. Il obtint du Pape tout ce qu'il lui avoit demandé, & apparemment il n'en falut pas davantage pour exciter la jalousie du Cardinal de Richelieu.

Quant au Traité que du Fargis fit à Monçon en 1626. avec les Espagnols pour ce qui regardoit la Valteline, il faut présupposer qu'il y avoit déjà six ans que le même du Fargis étoit Ambassadeur en Espagne, & que la Cour de France l'y avoit envoyé avant que le Cardinal de Richelieu fût entré dans le Ministère, ce qui n'arriva qu'en 1624. L'Instruction que du Fargis, en prenant congé de la Cour, avoit reçue de M. de Puisieux Secrétaire d'Etat fils du Chancelier de Sillery, l'obligeoit à traiter avec les Espagnols aux mêmes conditions qu'il le fit depuis à Monçon parce que le Conseil d'Etat étoit alors dans la résolution de ne pas rompre avec l'Espagne. Mais le Cardinal de Richelieu fit changer cette résolution & le recueil des Pièces pour la justification de ce Cardinal qui furent données au Public par M. du Châtelet, soutient en plusieurs endroits que ce Cardinal envoya à M. du Fargis des ordres directement contraires à ceux qu'on lui avoit donnez en France. Mais M. du Fargis persévéra constam-

statment à nier qu'il les eût reçûs, & la chose est demeurée jusqu'à présent indécise. Il n'est donc pas vrai qu'il ait confessé lui-même qu'il avoit conclu le Traité de Monçon à la sollicitation du Cardinal de Berulle, à l'insû du Roi & contre les Ordres exprès de Sa Majesté. Car de tant d'Auteurs qui ont attaqué & deffendu la réputation du Cardinal de Richelieu, aucun ne s'est jusqu'à présent ingéré d'écrire ce point d'Histoire, & d'ailleurs il n'est pas juste que le même Cardinal soit crû sur sa seule déposition, puisqu'il s'étoit si ouvertement déclaré contre le Cardinal de Berulle, que ses Pannégyristes ne laissent échapper aucune occasion de le blâmer sans la pousser aussi loin qu'elle pouvoit aller.

Enfin il est encore moins véritable que le Cardinal de Berulle & le Garde de Sceaux de Marillac ayent conseillé au Roi d'abandonner le Duc de Mantouë à l'injustice & à l'avidité insatiable des Espagnols, & tout ce qu'il y a d'indubitable pour ce regard, comme les deux Auteurs les plus dévoués au Cardinal de Richelieu qui sont ceux qui ont écrit sa Vie & l'Histoire de son Ministère en demeurent d'accord, est qu'à la mort de Vincent Duc de Mantouë, & lors que le Duc de Nevers lui succéda, l'on agita dans le Conseil de France non pas si l'on appuyeroit

roit le Duc de Nevers absolument parlant; mais si on l'appuyeroit jusqu'à s'exposer au hazard de rompre à sa considération la Paix de Vervins que le Roi Henri le grand avoit conclûe avec l'Espagne, & il passa à la pluralité des voix que l'on ne le hazarderoit pas de courir ce risque. Le Cardinal de Berulle qui étoit alors des principaux Conseillers d'Etat, avoit été de cet avis. Et il y persista jusqu'à ce que le Cardinal de Richelieu eût fait examiner de nouveau l'affaire dans le Conseil, & résoudre que l'on soutiendrait le Duc de Nevers contre l'Empereur & contre le Roi d'Espagne. Il n'y eut que six mois de distance entre ces deux délibérations, & on les prit toutes deux en l'année 1627. Si le Cardinal de Berulle durant l'intervalle des mêmes six mois prétendit qu'il n'étoit point à propos d'irriter les Espagnols, il ne fit en cela que se conformer à la détermination du Conseil d'Etat de France. Mais on soutient qu'après la seconde délibération qui fut de protéger le Duc de Mantouë envers & contre tous, il n'est jamais échappé au Cardinal de Berulle de blâmer la Guerre où la France entra sur le sujet du Duc de Nevers avec l'Empereur & le Roi d'Espagne, & l'on ne sauroit rapporter aucune Pièce imprimée ou manuscrite qui le dise.

## OBSERVATIONS

DE MR.

L'ABÉ DE S. PIERRE

SUR LE

TESTAMENT POLITIQUE

DU CARDINAL

DE RICHELIEU.



## OBSERVATION

*Sur la Table.*

**L**E Daupin Bourgogne divi-  
 zoit la fiance du gouverne-  
 mant en trois principaux ar-  
 ticles suivant les trois genres  
 principaux d'affaires que doi-  
 vent diriger le Roi ou son ministre gene-  
 ral avec le secours des trois ministres par-  
 ticuliers Secretaires d'Etat qui suivent.

*Ministre des Etrangers.*

Affaires du dehors qui comprennent les

II. Partie

Q

ne-

negociations & les guerres avec les souverains etranjers : guerre de terre, guerre de mer : colonies, & comerce maritime.

*Ministre des finances.*

Affaires qui regardent les subfides & revenus du Roy & de l'Etat : les depanses, les dettes, les pensions.

*Ministere de la police generale.*

Justice, polices particulieres, comerce interieur, mœurs, Religion, education, reglemans & retabliffemens nouveaux a faire, ou anciens a perfectionner.

Toutes les affaires d'un gouvernement se raportent a ces trois ministeres particuliers.

Le Cardinal avoit trouvé les affaires de l'Etat divizées en plusieurs ministeres particuliers ; mais au lieu de faire la divizion par ces ministeres, il prit sans beaucoup de reflexion la divizion de la politique dans une ancienne metode de divizion de trois corps dont les deputez compo佐ient nos Etats generaux : clergé, noblesse & tiers Etat.

Si le Cardinal eut eu a traiter des moyens de perfectionner la forme des Etats generaux il auroit pu adopter cette divizion, mais ayant a traiter des prin-

cipales affaires de l'Etat, la divizion faite par les trois corps des Etats generaux n'étoit pas si naturelle & si raizonable que celle du Daupin Bourgogne; aussi le Cardinal lui meme n'a t'il pas suivi la divizion dans tout son ouvrage.

## OBSERVATIONS

*sur le Chapitre second.*

1°. Je croirois volontiers ce que l'on dit de la plupart des douze sections de ce chapitre qu'elles n'ont été composées par le Cardinal que lorsqu'il n'étoit pas ministre d'Etat & qu'il n'a pas voulu perdre ses anciens travaux. Car ces discours sur les apels comme d'abus, sur les exemptions, sur les cas privilegiez & la maniere dont ces matieres sont traitées ne sentent que le Theologien & il l'étoit & meme bon pour son tems; mais ils ne sentent point du tout le ministre general.

2°. Il ne propose point de methode pour faire conoitre au Roi qui est le meilleur sujet pour être Evêque entre trente concurrans; or pourquoi ne pas établir dans la capitale trois ou quatre différentes classes de trente ecclésiastiques



nobles pour monter de l'une a l'autre par scrutin & lors qu'il vaqueroit un Evêché le Roi demanderoit a la plus haute classe compozée de trante ou environ trois fujets par la metode du scrutin les meilleurs esprits & fur tout les plus bien-faizans & les plus zelez pour le bien public.

Les ecleziastiques de la même classe & de la même compagnie font ceux qui se conoissent le mieux, sur tout s'ils conferent souvant ansamble. Il est vrai que du tams de ce Cardinal on n'avoit pas encore eclersé la grande utilité & la grande praticabilité de la metode du scrutin.

3°. Sur les apels comme d'abus le bon ordre demande que l'Etat les abolisse en abolissant la jurisdiction ecleziastique qui est evidanmant une ancienne usurpation sur l'autorité Royale & sur les jurisdictions seculieres; il est vrai que pour punir les curez ou les prêtres qui ne feroient pas leur devoir il est a propos que l'Etat donne l'autorité aux trante curez du Doyenné d'exclure du scrutin un curé de mauvaizes mœurs ou qui est dans les cas de la loy d'excluzion que je supoze faite, mais seulemant aux trois quarts des voix. Voila ce que doit penser un grand ministre pour la plus grande utilité publique.

4°. Pour entretenir l'émulation entre les curez de chaque doyenné, il faudroit que dans les trente cures, il y eut la paroisse du doyenné de 3000. l. & quatre d'environ 2000. l. pour les paroisses les plus nombreuzes & les autres de 7. ou 800. l. & cela se pourroit en prenant des pensions sur les benefices plus riches que 800. l. en faveur des cinq grandes paroisses les plus peuplées, & des pensions sur les dixmes que prennent les Evêques, les chapitres, les abayes & les prieurez.

5°. Quand une de ces cinq cures viendrait à vaquer, on la rempliroit par le choix du scrutin entre les 29 curez qui nommeroient trois sujets au nominateur.

6°. Cela suppose que l'Etat diminueroit le droit de nomination des cures qu'ont les abayes, les évêchez, les chapitres, les laïques, & le restreindroit au droit de choisir un des trois qui auroient été nommez par scrutin dans la classe des vicaires.

7°. Le Cardinal dit qu'il ne faut pas mettre de pensions sur les Evêchez; mais il est certain qu'il y a des Evêchez trop riches & d'autres trop pauvres; tous les 112 évêques devroient avoir au moins 20 mille livres de rente en supposant le

marq d'argent a 49 l. ou 50 l les 18. archevechez quarante mille & dix evechez des plus nombreux en paroisses devroient avoir trante mille livres, & cela se peut en ne donnant les evechez de grand revenu qu'a condition de payer telles & telles pensions a d'autres evechez pauvres.

8°. Il ne parle point de la rezidanse des Evêques. Cependant elle est trez importante aux diocézains, & les voyages & les sejours de Paris coûtent beaucoup aux pauvres Il faudroit donner a chaque Evêque trois mois par an hors son diocèze, & ordonner que pour leur absence au de là, ils payeroient 20 l. par jour a la caisse commune des hopitaux que je supoze a Paris & a cet effet ils feroient signifier leur arrivée & leur depart au directeur.

9°. Les exemptions selon le Cardinal sont des abus qui ont a l'evêque le droit de gouverner certains curés, certains ecclesiastiques de son diocèze : il conseille au Roi de les abolir & il a grande raison.

10°. *Il n'y a pas peu de dispute, dit le Cardinal, de bien distinguer l'entendement & la subordination de la puissance des Papes & de celle des Rois.*

Il evite d'antrer sur cela dans aucun examen d'aucune question ; or il sanble qu'il eut deu sur tout dans un testament laisser quelques principes de decizion a Louis treize. Pour suplée a ce defaut, j'en mettrai ici deux.

Le premier c'est que tout ce qu'il est necessaire de croire pour le salut est décidé, tant par le simbole des apotres que par la soumission a l'Eglize reprezantée par les conciles generaux. Cette soumission fust, pour n'etre pas dans une erreur qui exclut du salut.

De la il suit que s'il arive quelque nouvelle dispute entre les teologiens, il n'y a qu'a la laisser indecize. Sans assanbler de concile & dire que comme on s'est bien sauvé jusqu'a prezant sans decizion, il n'est pas necessaire pour le salut de la decider, qu'il fust d'etre unis dans le simbole du *credo* des apotres: ainsi de ce coté là nous n'avons point bezoin de la decizion ni des papes ni des conciles, mais nous avons bezoin de calme & par consequant de silence sur une question dont la decizion n'est point necessaire au salut.

Pour second principe, c'est qu'a l'égard de ce qu'il faut faire pour obtenir le paradis, le necessaire, l'essansiel, c'est

*d'aimer Dieu sur toutes choses & notre prochain comme nous memes ; en cela seul consiste la loi & les profetes , on peut disputer sur les ceremonies , mais ce n'est rien d'essansiel au salut.*

De la il suit que de ce coté là non plus, nous n'avons bezoin ni de conciles , ni de papes.

De la il suit que ni les conciles ni les papes n'ont point de puissance qui nous soit neccessaire pour notre salut , nous avons tout ce qui nous est neccessaire pour nous sauver,

De la il suit que la puissance du pape etant nule a notre egard , si ce n'est en tant que le Roi lui en donne sur nous , elle est nule aussi par la meme raison par raport a la puissance du Roy.

De la il suit qu'avec de pareils principes , il y auroit a la verité quelque diversité d'opinions antre les teologiens sur les ceremonies des nations Cretiennes , mais nul sujet essansiel de schisme ou de division qui merite l'intolerance & la persecution mutuelle si opozée a la charité bienfaizante qui seule est essentielle au salut.

De la il suit que l'Eglise cretienne ou la societé des cretiens unis dans le *credo* peut se passer d'avoir un chef unique

que pour toutes les nations & que chaque chrétien ne laissera pas de pouvoir se sauver avec son *credo* & en pratiquant la justice & la bienfaizance envers tout le monde pour plaire a Dieu.

Voila une preuve que le siecle du Cardinal etoit moins éclairé que le notre : c'est l'efet du progres de la raizon universelle.

11°. Le Cardinal n'avoit pas une idée fort juste de ce qui etoit de plus important a atandre de l'education de la jeunesse dans les colleges pour l'augmentation du bonheur de la société.

Il n'avoit pas assez bien compris que les avantages les plus précieux que les enfans peuvent retirer d'une bonne education, ce n'etoit pas la connoissance des langues & des sciences, c'etoient les fortes habitudes a pratiquer les differantes parties de la justice, la douceur, la patience, la politesse & les autres parties de la bienfaizance pour plaire a Dieu & pour en obtenir le paradis.

Il falloit que de son tems on n'y eut pas assez réfléchi sur la grande difference qui est entre des Savans vicieux, c'est a dire orgueilleux, impatient, brouillons, seditieux, persecuteurs ; & des citoyens vertueux, c'est a dire justes,

tes, doux, sages, pacifiques, indulgens, bienfaizans, afin d'augmenter leur propre bonheur & le bonheur de la société où ils ont à vivre.

12°. Le Cardinal a raison de marquer que c'est un grand défaut dans l'ordre des jésuites, par rapport au gouvernement du Royaume, qu'au lieu d'avoir leur supérieur général en France, ils l'aient résidant à Rome : mais le Roi peut comme à ses autres sujets, leur ordonner d'élire un général François & alors il n'aura que des avantages à attendre de cet ordre nouveau pour son Royaume.

13°. Les jésuites eux mêmes aussi bien que l'université font une grande faute dans l'éducation de la jeunesse, ils devroient employer au moins la moitié des heures à fortifier les habitudes à honorer les vertueux & à pratiquer la vertu, au lieu qu'ils en emploient présentement les trois quarts à fortifier les habitudes aux langues mortes, au latin & au grec, connaissances presque inutiles en comparaison, sur tout pour nous qui avons dans notre langue les ouvrages grecs & latins tous traduits & qui en avons de beaucoup meilleurs en plusieurs genres écrits en françois par nos contemporains.

14°. Pour la distribution des petits benefices, il faut plutot sonjer a preferer les eccliazistiques les plus vertueux aux plus savans, parce que les bonnes mœurs du peuple sont plus importantes au bonheur de la societé que le plus ou moins de science.

Il faut par consequant chercher dans les eccliazistiques des degrez dans la bienfaizance, vertu necessaire & essansiele au salut, plutot que des degrez dans les sciences dont on peut se passer pour le salut.

On ne savoit point encore du tems du Cardinal se servir de la metode du scrutin entre trante pareils qui eussent des conferances, afin que le Roi ou autre nominateur put facilement & suramant connoitre les trois plus vertueux & les preferer aux trois plus savans medioerement vertueux ; c'est que les plus vertueux peu savans sont plus propres a persuader la vertu par leur exemple que les plus savans peu vertueux.

Or si la metode du scrutin perfectionné étoit etablie pour la collation des benefices a ceux qui auroient plus de veru & de lumieres, il est visible qu'il faudroit retrancher les indults & les grades. Le Cardinal n'a point parlé ni de  
la



la maniere de multiplier les seminaires ni de la metode d'en diriger les etudes vers les diverses parties des meurs, ni des meilleures metodes pour enseigner la morale aux peuples.

De la il suit qu'au bout de cent ans nous voyons un peu plus loing que ce grand Cardinal grand pour son siecle, c'est que notre siecle est plus eclairé en poliiique.

## OBSERVATIONS

### *sur le Chapitre. III.*

1°. Le Cardinal conseille d'abolir la venalité des charges militaires aussi bien que de celles de la maison du Roy & avec beaucoup de raizon ; c'est qu'il faut entretenir parmi la noblesse l'emulacion non seulement pour l'aquizition des talans utiles a la patrie, mais encore pour les talans agreables dans la societé ; or la venalité ote aux jeunes gentilshommes toute emulacion : mais en otant la venalité, il faut etablir des classes superieures, inferieures & des compagnies de trante dans chaque classe & le reste de la metode du scrutin.

2°. Le Cardinal dit qu'il a beaucoup  
pan-

panfé a la maniere de faire cesser les duels & il convient qu'il y a beaucoup de negligence de la part des Procureurs generaux; mais il n'a pas sonjé qu'ils avoient quelque raizon d'etre negligens par indulgence en faveur de gens qui ne dezobeissent a la loy que par la crainte d'etre deshonnez. J'ai montré ailleurs la possibilité de guerir cette maladie de la noblesse; mais on ne l'a pas encore pratiquée. On n'a point encore donné de marque exterieure de noblesse aux gentilshommes en leur otant l'epée qui est une distinxion trez equivoque & une parure fort incomode & qui sant encore la barbarie & la guerre civile.

3°. Il n'a point sonjé aux moyens de diminuer les sources qui multiplient les familles nobles & le nombre de ceux qui sont exemts des subsides.

4°. Il n'a point parlé des distinxions antrc la noblesse ou des titres de barons, de comtes, de ducs qui ne devroient etre que personels & electifs pour antretenir l'emulasion & jamais hereditaires. Il faudroit aussi des titres dans les diferans emplois de magistrature, après que la methode du scrutin y auroit été etablie.

Le fils d'un homme distingué par ses grans talans & par ses grandes vertus he-  
ri-

rite r'il necessairement des talans & des vertus de son pere: pretension ridicule & qui est viziblement injuste, en ce qu'un titre hereditaire met un sot, un fat, un fou a niveau d'un grand homme. Cette heredité ote l'emulation pour les grans titres, pour les grans talans & pour les grandes vertus.

Ces remarques importantes fufizent pour prouver que la sianse du gouvernemannt comme les autres sianfes yont toujours en se perfectionnant, & que ce progres est fort sensible en moins de cent ans a quiconque veut comparer les ouvrages politiques modernes avec les anciens.

## OBSERVATIONS

*sur le Chapitre IV.*

Le Cardinal s'est angagé dans un mauvais pàs en soutenant que quant a prezannt la venalité des charges de magistrature peut etre avantajeuze a l'Etat. Il est vrai qu'il n'est pas possible de ranbourser tout d'un coup toutes les charges; mais ce ranboursement se peut faire peu a peu aux heritiers, & le Roi y peut anploier tous les ans deux ou trois millions dans  
tou-

toutes les provinces a mesure qu'il en meurt & a mesure que ces charges sont importantes.

La grande raison du Cardinal c'est qu'il vaut encore mieux que le Roi vende les charges que de voir qu'elles ne sont données qu'à la faveur ; mais pourquoi ne pas établir des classes de gentilshommes avocats faisant leur métier noblement envers les riches & travaillant gratis pour les pauvres & ensuite établir un scrutin entre trente pareils dans une generalité & autant dans les parlemans.

La venalité établie dans la guerre, dans la marine , dans les finances & a la cour fait un grand tort a nos armes & au bon gouvernement de l'Etat ; mais on peut y remédier peu a peu en remboursant ceux qui par leurs défauts meritent le plus d'être remboursez.

Je ne fais rien de si important pour perfectionner le dedans du gouvernement que l'établissement & le perfectionnement de la méthode du scrutin entre trente pareils de même classe pour monter aux classes supérieures ; ainsi on ne feroit trop tôt en commencer des essais dans quelques parties du gouvernement, & on le pourroit facilement par le moyen de quelques remboursemens annuels.

On

On n'avoit point encore en ce tems là eclerfi toutes les objexions de la metode du scrutin , ni montré les diferans moyens de la perfectionner. Nous avons profité des lumieres du siecle precedant & nous nous en sommes servi pour le surpasser comme nos successeurs du siecle suivant nous surpasseront avec le secours des découvertes de notre siecle.

## OBSERVATIONS

*sur le Chapitre V.*

1°. Il paroît qu'il seroit utile a l'Estat de supprimer peu a peu les gouvernemens des provinces a mesure qu'ils viennent a vaquer & de continuer a gouverner par des comandans des troupes & par des intendans tous revocables *ad nutum*.

2°. De même il ne faudroit point de gouverneurs de places qui ne rezident point , mais y envoyer des comandans dans les cas de sieges a craindre.

3°. Il condane fort les survivances ; mais il ne donne pas les moyens d'en empêcher l'effet: il sufiroit pour delivrer l'Estat de cette maladie d'établir la metode du scrutin & de déclarer les survivances fu-  
tu-

tures invalides, parce que tous les emplois doivent être remplis par le choix du Roi sur les trois choisis par le scrutin.

## OBSERVATION

*sur le Chapitre VI.*

Louis XIII. étoit credule sur le mal, impassant, défiant & par conséquent léger & inconstant. Ainsi je suis surpris comment il n'a pas eu sept ou huit ministres généraux au lieu du Cardinal de Richelieu.

Il est certain qu'il étoit timide & que le Cardinal étant parvenu à lui faire craindre sa mere, son frere, les grans & le parlemant, il le gouvernoit par la crainte de ses ennemis du dedans & du dehors & par la joye qu'il lui inspiroit par de bonnes esperances, & par la plus excessive flaterie ; il lui avoit persuadé qu'il eut été beaucoup plus habile que son premier ministre & que les autres ministres subalternes s'il eut voulu s'en donner la peine.

De là il suit que l'on ne doit point être étonné de ce que disoit le Cardinal qu'il étoit obligé d'employer plus d'heures à gouverner le Roi & son cabinet

*II. Partie.*

R

qu'a

qu'à gouverner toutes les affaires du dehors & du dedans du Royaume.

Le Cardinal Mazarin n'avoit pas la meme pêne a gouverner la Rène Regente ; & voila pourquoy a comparer les antreprizes & les succez de l'un aux succez de l'autre ; je regarde l'habileté, le courage & le genie de Richelieu comme beaucoup superieur au genie & au courage de Mazarin.

## OBSERVATION

### *sur le Chapitre VII.*

Il paroît que le Cardinal aime la propreté dans la maizon du Roi. Il a raison & je croi qu'on pouroit venir à bout de l'y introduire avec un peu de soin de la part d'un valet de chambre qui seul en seroit chargé.

Ce qui seroit trez important pour augmenter le bonheur du Roi, c'est d'introduire dans son palais tous officiers choisis & connus pour avoir plus d'intelligence, de moderation, de pafiance, de douceur & de politesse.

Pour cet efet il seroit a propos que les coleges pussent fournir au Roi au fortir de Philosophie a 15 ou 16 ans un jeu-

jeune gentilhomme choizi entre douze ou 15 pour estre page & de page de 18 ou 20 ans pour estre choizi entre 30 pour le service de la chambre & de l'ecurie, & les autres pages d'un moindre merite personnel mais d'une plus grande esperance de merite national seroient mis officiers dans la cavalerie ou dans l'infanterie de la maison du Roy pour y monter par degrez de classe en classe & par scrutin jusques aux premieres places.

Il se feroit un premier choix dans le college, un second choix dans les pages, & puis differans choix entre les differantes classes d'officiers jusqu'aux premieres charges, & de cete sorte ces premiers & grands officiers de la maison du Roi seroient toujours necessairement les plus intelligens, les plus vertueux, les plus aimables & les plus estimables de leur age, & le Roi seroit ainsi toujours necessairement environné de ce qu'il y a de plus grands hommes dans son Royaume. Il est certain que les Rois en seroient plus constamment mieux conseillez, plus facilement vertueux, plus solidement heureux & que leurs sujets en seroient beaucoup mieux gouvernez.

Le Roi en seroit plus ferme dans la vertu, plus constant dans le travail, plus



compatissant & tantot element pour le bien du particulier, tantôt severe pour le bien public & toujours raisonnable. Ces officiers seroient, pour ainsi dire, le conseil de l'homme & de sa conduite dans sa famille, tandis que les ministres & les bureaux du ministere formeroient le conseil du Roy & des affaires de son Royaume.

Et alors de quelle force seroient les exemples du Roi & de sa cour pour angager les autres sujets a tenir une conduite raisonnable, pour user avec moderation de tous les plézirs innosans & pour en procurer de sanblables aux autres; tant pour le bonheur de cete vie que pour obtenir le bonheur de la vie future.

Tel est le but ou il faudroit viser pour perfectionner la maison du Roi, la maison de la Reine & les maisons des Princes, si l'on vouloit viser a augmenter leur bonheur, leur gloire & le bonheur du public.

Il est vrai que cet etablissement du scrutin perfectionné par diferantes classes, par diverses compagnies de trante & par des commissaires aura ses dificultez; mais quand un ministre general ne feroit que cet etablissement en trante ans de ministere, il aura plus fait pour le bonheur pu-

public que tous ses predecesseurs an-  
sam-  
ble.

Quelle diferanſe entre une maizon  
Royale etablie ainſi par les mains de la  
ſageſſe, & les maizons des Rois telles que  
nous les voyons etablies par la metode  
de la venalite ou par la mode des re-  
commandaſions des parans, des amis, des  
favoris, des favorites, des miniſtres &  
de leurs commis, nonobſtant l'inbecili-  
te, l'ignorance, la debauchee, les folies,  
les anſanſes, les fourberies & les ſeleta-  
teſſes de ceux a qui ils procurent ces  
places.

Dans la maizon du Roi ſage on ne ran-  
contreroit aucun officier ni vieux ni jeu-  
ne qui n'eut paſſe ſucceſſivement par di-  
verſes claſſes inferieures & ſuperieures,  
comme a l'armee qui n'eut ete choiſi  
entre trente de la claſſe inferieure, com-  
me diſtingue par la juſteſſe & la penetra-  
ſion de ſon Eſprit par la douceur de ſon  
humeur, par la gayete & l'egalite de  
ſon ame, par ſon atanſion a pratiquer  
en toute ocaſion toutes les parties de la  
juſtice & ſur tout la reconoiſſance, par  
ſon atanſion a pratiquer le long du jour  
toutes les parties de la bienſaiſanſe & ſur  
tout la politeſſe & le pardon des inju-  
res, & par un Eſprit exercé ſur les ou-

vraies les plus agreables & les plus utiles  
& principalement dans la morale & dans  
la politique.

Au lieu que dans les maisons Roya-  
les composees par le hazard les officiers,  
les courtizans ne songent qu'a terrasser  
leurs ennemis par des acuzations & par  
des calomnies, qu'a chercher des pa-  
trons & a leur plere par de basses fla-  
teries.

Sur cent personnes a peine en trou-  
ve t'on un ou deux tels que sont tous  
ceux de la maison construite par la sa-  
gesse qui est tantôt serieuze tantôt gaye,  
toujours convenable aux tems, aux lieux  
& aux personnes.

Quelle diferanse pour les amusemens,  
pour les divertissemens du Roi d'avoir  
a vivre avec des gens de peu d'esprit  
qui ne savent rien, qui outrent tout, qui  
ne vont que par sauts & par bonds &  
sans reflexion qui ne veulent pas se don-  
ner le moindre soin, la moindre peine  
la moindre atansion pour aprandre les  
chozes les plus utiles pour diminuer leurs  
maux, leurs chagrins en pratiquant la jus-  
tice & pour augmāter & multiplier leurs  
plézirs innosans en pratiquant la bienfai-  
sance.

Nous commançons a voir le but que  
doi-

doivent se proposer les Roys pour se composer une maison qui soit en meme tems la plus delicieuze & la plus estimable qui ait jamais été ; mais qu'il y a loin entre voir le but & avoir mis en euvre les moyens pour tanter d'y ariver par degrez ! Nous voyons ce merveilleux but vous & moy ; mais les Rois , les ministres le voyent ils ? & quand ils en verroient la beauté , voyent ils les moyens d'en surmonter peu a peu les dificultez ? ont ils même assez de courage & assez de sagesse pour en faire les premiers essays & pour comanser a jetter les fondemens du palais de la vertu voluptueuze ou de la volupté vertueuze qui ne peut s'achever antierement qu'en plusieurs regnes sages de suite ; encore seroit-ce beaucoup si nous le voyions comanser , puis qu'il ne sera jamais achevé , s'il n'est jamais comansé.

Nous ne le verrons pas bati ce palais si dezirable ; mais comme nous voyons que la rézon speculative fait de grans progres de siecle en siecle , & que la rézon pratique la suit de loin en proportion du nombre des sages speculatifs , notre posterité verra un jour chez les Rois ces palais de la sagesse ou de la volupté vertueuse se perfectionner tous les ans a l'anvi les uns des autres.

## OBSERVATIONS

*sur le Chapitre VIII.*

1°. La maxime, *plus vident oculi quam oculus*, que propose le Cardinal, n'est pas toujours vraie : elle ne peut l'être qu'en supposant les yeux également bons & mis à un point de vue également élevé. Car un œil meilleur que les autres au même point de vue verra plus de choses du même côté & plus distinctement que les autres moins bons, & s'il est égal par nature, mais parvenu par la supériorité d'application à un degré plus élevé, il verra plus loin que les autres; mais il n'est pas douteux que le Roi le plus habile ne fasse sagement de consulter les plus habiles sur chaque matière pour raconter leurs vues & leurs raisons, afin d'être plus sûr d'avoir tout vu & tout pesé avant que de prendre sa résolution.

2°. Ce que dit le Cardinal sur la capacité d'un ministre m'a paru plein de bon sens; mais on peut le dire en d'autres termes & même y ajouter plusieurs choses.

Pour accorder par exemple la docilité

té avec la fermeté il fufit qu'un homme n'ait de fermeté que fur les opinions démontrées comme évidanmant confequantes de principes evidans & dont tout le monde convient, qu'il ait de la docilité pour examiner les opinions contraires, & qu'ainfi il n'ait que des opinions provizioneles fur les partis où il eft preffé de fe déterminer par provizion, & jufqu'à ce qu'on lui montre fon erreur, ou bien fupériorité de vraifemblance dans les ocafions où il n'eft queftion que d'opter le plus vraifemblable d'alors.

Or comme il y a peu de démonftrations conuës en morale & en politique, la plupart des opinions du fage miniftre ne font que provizionelles; ainfi il eft de fon intérêt & de la plus grande utilité publique d'écouter les raifons des opinions contraires mizes par écrit, de les examiner & de les faire examiner, quand ceux de la part de qui elles viennent ne méritent pas d'être méprifés & d'être regardés. Comme gens qui propoient des vifions impraticables.

Voilà pourquoi les perfonnes vives, impaffantes, autorifées font rarement dociles : voilà pourquoi ils ne fauroient gueres profiter des lumières des autres,

au lieu que les personnes passantes, étrangères ont non seulement tout leur esprit, mais ils ont encore a leur service toutes les lumières des autres qui quoi qu'inférieurs de beaucoup de cotez peuvent être supérieurs par hazard d'un certain côté.

- 2°. Un ministre peut avoir pour but dans toute sa conduite la plus grande utilité publique par divers motifs 1°. pour avoir l'honneur de surpasser les ministres ses pareils en bienfaits envers sa patrie & pour avoir le plaisir d'être honoré & considéré dans son pays, même après sa mort, pour le plus grand bienfaiteur du public qui ait encore été dans le ministère.

Ce plaisir qu'il attend peut lui paroître si grand qu'il peut suffire pour lui faire supporter passivement les fatigues, les ingratitude des peuples & les calomnies de ses envieux; mais s'il est assez baveux pour ajouter a ce motif le grand motif de plaire a Dieu pour en obtenir le paradis après cette vie, il peut fort bien mépriser le plaisir de la gloriole que l'on trouve a laisser de grans revenus & de grandes dignitez hereditaires dans sa famille; & à dire le vrai, le motif de cette sorte de petite gloire porte presque toujours a des entreprises contraires a la plus grande utilité publique. Ains-

Ainsi malheur aux états dont les ministres ont le plaisir de cette gloriole pour le grand ressort de toutes leurs entreprises & ce sont cependant les plus communs & souvent les plus laborieux.

Ce motif inférieur aux deux autres motifs est le même que l'on reproche aux papes sous le nom de nepotisme lors qu'ils ont gouverné par l'intérêt de leur famille & ce motif est si naturel à l'homme du commun qu'un pape ayant comansé par gouverner en apparence par les deux motifs plus élevés durant les premières années de son pontificat, s'étant ensuite relâché de sa sévérité, pour sa famille, & ayant enfin consenti à faire premier ministre son neveu peu sage & peu habile, on vit dans Rome une affiche qui portoit ces mots : *Et homo factus est* : "enfin il est devenu homme.

Un ministre général doit quelque chose à sa famille, il est juste qu'elle se ressente de sa grande fortune ; mais non pas aux dépens de la justice qu'il doit à toutes les autres familles ; or s'il y a dans le Royaume quelqu'un qui par les services importants qu'il a rendus à l'Etat & par ceux qu'il est en état de lui rendre mérite mieux d'être fait ou ministre ou Duc & pair que le neveu de mi-  
nis-



nistre, jamais le ministre juste ne lui préférera un neveu qui n'a rendu aucun service important a l'Etat & qui n'a point les talans & les vertus nécessaires pour lui en rendre de pareils.

C'est que comme ministre il doit la justice a tout le monde & ne doit distribuer les graces aux familles qu'en consultant la justice pour la plus grande utilité du Royaume, & s'il est injuste dans cette distribution, le voila devenu homme du commun qui prefere son petit intérêt particulier au grand bien public : nous ne pouvons plus le regarder comme grand homme.

La seule chose que puisse faire un grand ministre en faveur de sa famille, c'est de dire dans son testament : si j'ai rendu au Roi & a l'Etat quelque service important, c'est a sa majesté d'en marquer sa reconnaissance a ma famille.

C'est que cete sorte de reconnaissance apres la mort du bienfaicteur de la patrie augmente infiniment le courage & la constance des grans hommes leurs successeurs dans les grandes antreprizes.

Plus un ministre general fait d'injustices en faveur de sa famille par le desir de cete espece de *gloriole*, plus il se prive lui meme du plézier de la gloire la plus  
pre-

precieuze qui est d'etre toujours juste entre sa famille & toutes les autres familles de l'Etat.

En cessant d'etre grand homme il ne fait pas qu'il ote a sa famille plus d'honneurs qu'il ne lui en laisse en lui laissant un Duché ; car le voila dezormais confondu avec tous les ministres du commun.

3°. Le Cardinal demande pour un ministre general beaucoup de courage, & non pas beaucoup de cete valeur guerriere que l'on emprunte souvant de la colere ; mais de ce courage qui augmente dans le grand homme a proportion que les difficultez augmentent, parce que plus il i a de difficultez dans une antreprize importante au bonheur de la patrie , plus le succez en est glorieux & a dire le vrai, le Cardinal avoit beaucoup de cete sorte de courage, c'est seulement domaje qu'il l'ait plus souvant montré dans des affaires qui regardoient beaucoup plus son bien personel que le bien de l'Etat.

4°. Comme il ne se servoit pas de la metode du scrutin perfectionné , les choix qu'il faisoit dans les promotions paroissent presque tous injustes non seulement aux interessez , mais encore au public meme , & voila la principale source  
de

de ses puissans ennemis voila pourquoi il a ete force d'employer si souvent son courage a les terrasser.

Au lieu que s'il eut toujours fait employer la methode du scrutin il auroit toujours passe pour trez juste, il n'auroit point eu d'ennemis, sur-tout parmi les Princes; & comme tous les sujets eussent passe leur vie non plus a s'aquerir des patrons, mais a aquerir a un plus haut degre les talens & les vertus en un mot le merite national; le public en auroit ete incomparablement mieux servi & la nation plus heureuse qu'elle n'a ete sous son ministere.

5°. Le Cardinal demande pour le ministre une grande & longue application au travail.

La grande application doit se faire le matin, parce qu'une heure du matin en vaut deux ou trois de l'aprez diner; c'est alors qu'il faut passer a trouver des expedians pour lever les difficultez d'une antreprize: c'est le tems de la penetra-  
tion & de l'invasion.

Le travail particulier du ministre & le plus important, c'est de trouver le matin les moyens de faire beaucoup travailler & le plus utilement qu'il est possible tous ses sousministres: c'est a lui proprement a leur tailler de la bezogne & de  
les

les encourager , & c'est un grand défaut dans un ministre general de vouloir faire quelquefois les fonctions des ministres subalternes pour les affaires particulieres ; quoiqu'il y réussisse mieux qu'eux , parce que les heures qu'il y employe seroient beaucoup plus utilement employées pour le public a diriger les affaires generales.

C'est au ministre general lorsqu'il est question de choisir entre deux entreprises laquelle doit passer devant comme la plus pressée & la plus utile , mais apres avoir écouté les raisons pour & contre.

C'est au ministre general a decider entre deux sousministres a quel departement telle affaire d'un genre douteux doit etre renvoyée.

C'est au ministre general a entretenir en meme tems d'un coté la concorde & de l'autre l'émulation entre les ministres particuliers , & toujours en vizant a la plus grande utilité publique qui est le fondement de la plus grande gloire du regne du Roy.

Voila de ces observations que le Cardinal a omis de faire dans son chapitre & dont un commentateur doit faire mention :

J'ai dit ailleurs plusieurs autres choses sur les fonctions du ministre general

ral & des trois ministres particuliers d'un Etat. Les Filozofes politiques mes successeurs seront peut-estre assez bons citoyens pour faire dans cent ans des commentaires sur mes erreurs & sur mes omissions politiques ; comme je fais sur celles du Cardinal de Richelieu ; c'est ainsi qu'ils pourront mezurer le progres que la sianse du gouverneman fait de siecle en siecle comme les autres sianfes. Le Cardinal avoit grande raison de dire qu'il faut montrer du courage pour commander avec autorité afin de se faire obeir sans resistance.

6°. Lors que le Roi ne veut pas se charger de gouverner lui meme & de diriger les travaux de ses ministres, le Cardinal est d'avis qu'il choizisse un ministre general, & trois ministres subalternes ; mais il ne dit point en quoi consistera le departement de chacun de ces trois ministres.

Le feu Daufin Bourgogne avoit dessein, dit on, de donner a un secretaire d'Etat tout ce qui regarde le gouverneman au dehors, les negociations, les guerres, le comerce maritime & les colonies.

A l'egard du gouverneman du dedans, il le divizoit en deux, parce que le travail

vail d'un seul ministre secretaire d'Etat n'y pouvoit pas suffire; ainsi il pretendoit un jour donner a l'un les finances, les chemins, le comerce interieur des rivières & des canaux, & pretendoit donner a l'autre ministre du dedans le reste du gouverneman<sup>t</sup> interieur: la justice, les polices particulieres des villes & des provinces, la direction des coléges, des mœurs, & de la pratique de la religion, le progrez des arts, des sciences &c.

J'ai expliqué ailleurs les raisons de cete divizion de ces trois departemens; & jusqu'a prezant elle me paroît la plus comode & la plus avantageuze a l'Etat; & aparanmant que des interets particuliers & des complaizances personnelles ont fait naitre sous le regne precedant des divizioni diferantes moins conformes a l'interet public.

7°. Il paroît que le Cardinal dezaprovoit fort la conduite du Roi lors qu'il ecoutoit volontiers tout ce qu'on lui disoit contre ce premier ministre; & c'estoit un veritable défaut en Louis XIII. parce que ce défaut de confiance se tournoit contre ses propres interets en ce que cete conduite diminueoit fort dans son ministere un credit & un loizir qu'il auroit pu employer utilement

De là il suit que si dans la société chaque citoyen étoit bienfaizant envers sa famille & ses concitoyens pour imiter l'Etre bienfaizant, on ne verroit plus dans le monde tous les maux immanables & inombrables que produit l'injustice & l'on verroit au contraire une infinité de biens que produit la reconnoissance & la justice dans les bienfaits que l'on reçoit & l'esperance de plézirs & de joyes qui ne finiront jamais ; puisque notre ame étant une substance infiniment plus parfaite que les parties de matiere qui composent notre machine, durera autant que ces parties qui dureront toujours.

De là il suit que plus un prince sera bienfaizant & estimable, plus il donnera ses soins, pour diriger la Religion du coté des bonnes euvres de bienfaizance.

## O B S E R V A T I O N S

*sur le Chapitre II.*

Le Cardinal demande que le Roi n'obéisse pas à ses passions, mais qu'il écoute en tout la raizon, c'est à dire, son plus grand interêt & le plus grand interêt de ses sujets. Cela est fort souhaitable ; mais il ne lui donne pas les  
moyens

moyens de se garantir des passions & d'apercevoir toujours de quel coté est son plus grand intérêt & le plus grand intérêt de l'Etat en général qui devoit être son plus grand intérêt particulier, lors qu'il n'est question que de la fonction de Roi.

Toutes les fonctions du Roi ne consistent qu'en deux points pour gouverner sagement. 1<sup>o</sup>. Suivre le conseil des pareils dans le scrutin sur les promotions comme étant les plus habiles connoisseurs du mérite national de leurs pareils. 2<sup>o</sup>. Suivre l'avis des bureaux du conseil pour les affaires de l'Etat, sur tout quand il est uniforme & en supozant que ceux qui les composent ont été choisis de classe en classe comme les plus sages de leurs pareils.

Il y a quelquefois deux biens egaux à procurer à l'Etat ; or il vaut mieux procurer celui qui regarde cinquante mille familles que celui qui n'en regarde que cinquante.

Si les biens sont inegaux & le nombre de familles égal, il vaut mieux leur procurer le plus grand bien.

Si les biens à procurer sont inegaux en durée la raison veut que l'on procure le plus durable.



Si l'un coute plus cher au peuple que l'autre, il faut, le reste etant egal, choisir le bien le moins couteux.

Il en faut dire autant des maux dont le Roi peut garantir les familles de son etat, lorsqu'il a a choisir entre diferans partis.

Ce qui peut servir au Roi a choisir avec seureté le meilleur parti, c'est de consulter les quatre bureaux du conseil atachez a chaque departement des trois secretaires d'Etat en comptant pour deux voix l'avis du bureau que regarde l'affaire particuliere, & cela lors qu'elle est trez inportante. Car lors qu'elle n'est que mediocrement inportante, il suffit de l'avis du bureau particulier.

Il n'a point a craindre l'efet de ses passions lors qu'il met en consultation ce qu'il a a ordonner.

## OBSERVATIONS

### *sur le Chapitre III.*

Le Cardinal dit que notre ministere est si sujet au chanjement par le changement de ministres generaux que l'on y abandonne souvant une bonne maxime pour en suivre une manvaize, selon  
le

le peu de capacité du successeur.

Le remede est bien aisé: donnez à chacun des trois secretaires d'Etat quatre bureaux de dix ou douze membres, moitié conseillers d'Etat, moitié rapporteurs ou maitres des requêtes. Qu'à chaque affaire on en renvoye le memoire ou les memoires pour & contre au bureau qui en a la connoissance: que le prézident de ce bureau en rende compte au secretaire d'Etat qui en rendra compte au conseil privé composé du Roi, du ministre general & des trois secretaires d'Etat. Comme le bureau est immortel & toujours en vigueur & conservateur des bonnes maximes; quand le ministre general mourroit, ou seroit disgracié, les bonnes maximes du gouverneman ne se perdroient pas pour cela.

Or cete metode des bureaux consultatifs montre que le ministre general n'a pas tant bezoin de capacité & d'estandue d'Esprit, que de probité & de justesse d'Esprit, puisqu'il a a son service toute l'estandue d'Esprit & toute la capacité des bureaux de chacun des trois ministres particuliers.

Si chaque placet qui demande ou quelque grace ou quelque justice etoit

renvoyé au bureau de la matiere, le ministre general n'en seroit point acablé, & s'il suivoit l'avis du bureau, il s'épargneroit les haines que causent les refus & seroit seur de ne faire jamais que des decizions avantageuzes a l'Etat sur tout si le bureau acompagnoit son avis de refus des rézons deduites du principe *de la plus grande utilité publique.*

Le Roi montreroit ainsi sa justice: ceux qui auroient obtenu leur demande lui en seroient obligez & les autres n'en acuzeroient que le bureau auquel meme ils pardonneroit souvant en voyant la rézon de son refus; or quel avantage pour un Roi & pour un ministre general de pouvoir ainsi se faire aimer par les uns, sans se faire hair par les autres; & a dire la verité, un Roi comme Roi n'a point de graces a faire, il n'a que des justices a randre; car les recompanfes elles memes sont des justices puisqu'il faut qu'elles soient estimées & distribuées avec justice: il faut panser la meme chose du ministre general: il n'a que des justices a randre, maxime vraye mais bien éloignée de l'opinion du commun des hommes du commun qui ne pansent que comme les ansans.

OBSERVATION

*sur le Chapitre IV.*

Il paroît que le Cardinal s'imaginait que tout ministre general devoit pour ainsi dire proposer tous les bons projets propozables pour la plus grande utilité publique, ce qui est ridicule; c'est bien assez qu'il engage par les recompenses tous les bons esprits a chercher les projets les plus utiles.

Il eut suffi que ces invanteurs fussent seurs d'obtenir des recompenses proportionnées a l'utilité de leurs projets sur le pied du deuxcentieme de cette utilité annuelle, il auroit eu alors incomparablement plus de bons projets a faire examiner & a faire exécuter qu'il n'en eût jamais pu proposer lui meme.

C'est que dans la capitale, dans les autres villes, dans les campagnes, dans les communautés, il y auroit eu, si le Roi l'eut voulu, cent bons esprits aussi habiles que lui, parce qu'on supoze qu'ils auroient étudié comme lui les meilleurs ouvrages politiques anciens & modernes & qui auroient eu dix fois plus de loizir que lui pour méditer, pour

bien en pratique dans toutes les occasions & quand on aura tout examiné, on verra qu'il n'y a rien de meilleur pour la recompense & les promotions d'une classe inferieure a la classe superieure que d'observer le jugement des pers ou des pareils, c'est a dire le jugement des trante pareils suivant la methode du scrutin perfectionné.

Le Cardinal a bien connu la methode du scrutin, il a bien connu les inconvenians de cete methode ; mais il n'a jamais songé aux moyens de l'en purger. Pour moi j'y ai beaucoup pensé, & quoi que je croye avoir déjà trouvé les moyens d'en faire des essais avec un grand succez, je ne laisse pas de croire que les bons Esprits avec le secours de l'experiance pourront mettre cette incomparable methode en beaucoup meilleur etat que je ne l'ai proposée & j'ose dire que c'est le point le plus important au gouverneman interior d'un Etat.

OBSERVATION

*sur le Chapitre VI.*

Le Cardinal a pour maxime qu'il est avantageux à l'Etat d'entretenir une negociation continuelle & étendue chez tous les Souverains puissans. Ce qui me le persuade c'est 1°. que le ministre general est plutôt averti & de plus de choses & de plusieurs cotez des desseins des souverains voisins & sur tout des desseins ambisieux.

2°. Pour être instruit par rapport au commerce du prix de chaque marchandise.

3°. Pour emprunter de nos voisins de nouvelles manufactures & de bons ouvriers.

4°. Pour acheter en peys etranjer avec des pensions des hommes excellans en diverses professions les plus utiles.

5°. Pour apprendre à imiter parmi nous les bons etablisscmans & les bons reglemans qui ont du succez chez les etrangers.

On peut observer l'immanse distance d'importance qui est entre cet article d'une negociation continuelle & l'importance

de lui au Roi : il étoit si las des combats qu'il avoit fallu soutenir contre eux, qu'il n'est pas étonnant qu'il en fasse un article des plus importants au bon gouvernement des Etats & qu'il conseille les exils.

Je croi bien que les exils des personnes intrigantes qui cabalent qui médient du gouvernement sont utiles à la tranquillité publique ; mais cela n'étoit de grande importance que pour le Cardinal dont on n'envioit la place & qui n'avoit d'ennemis que parce qu'il avoit voulu se réserver les nominations & les promotions , au lieu de laisser ce jugement au scrutin des pareils & de réserver seulement au Roi le pouvoir de choisir un des trois proposez par la compagnie des trente pareils de la même compagnie & de la même classe.

## OBSERVATION

*sur le Chapitre IX.*

Il paroît que le Cardinal desiroit plus la puissance pour se faire craindre que pour se faire aimer.

Il faut se faire craindre des méchans des injustes soit sujets , soit voisins ;  
mais

mais il est encore plus agreable pour le Roi de se faire aimer de ses sujets & de ses voisins justes en observant & faizant observer la justice & en leur procurant de plus quelques avantages qu'il ne leur doit point.

De-la il suit qu'un bon ministre doit encore plus s'apliquer a decouvrir de nouveaux moyens d'employer la puissance du Roi telle qu'elle est pour le plus grand avantage de ses sujets & de ses voisins que s'apliquer a trouver de nouveaux moyens d'augmanter cete puissance par des conquêtes aux depans de ses voisins.

Pour un prince juste qui s'en tient aux derniers traitez & qui ne veut point conquerir, il lui suffit d'etre sur la defansive & de n'augmanter ses troupes ordinaires qu'a mesure que ses voisins augmentent les leurs.

De-la il suit que les voisins moins puissans peuvent demander avec justice a un voisin ambisieux plus puissant, de congедier partie de ses nouvelles troupes pour n'etre pas toujours a sa discretion.

De-la il suit que dans les traitez de paix, il est rezonable de stipuler le nombre de troupes qu'il sera permis d'entretenir.

De-la il suit que dans chaque traité il seroit rezonable de convenir d'arbitres,



- 1°. pour garantir l'exécution du traité;
- 2°. pour terminer sans guerres les petits différends qui peuvent naître.

Mais comme pour garantir & pour faire exécuter les jugemens de l'arbitrage, il faut que les arbitres soient les plus forts & par conséquent faire la dépense d'armer; il est juste que le garanti promette de son côté de garantir l'exécution des derniers traités faits entre ses garans, & s'il est leur juge, il est juste qu'il promette de faire aussi exécuter ses jugemens.

Or tout cela est le chemin de l'établissement de l'arbitrage Européen pour mettre les princes d'Europe moins puissans à couvert des injustices des plus puissans, comme fait l'arbitrage Allemand à l'égard des princes Allemands moins puissans. Cet arbitrage leur fait éviter à tous les frais ruineux de la guerre, les meurtres, les pillages & les incendies & leur fait encore plus souvent justice sur leurs demandes réciproques que ne feroient les divers succès de la guerre.

Au reste sur la manière de fortifier les places & de les attaquer, sur la manière de faire subsister de grandes armées, sur la discipline des troupes, sur les moyens de les mieux armer, de les aguerir & d'en augmenter le nombre & de les faire

re

re combattre avec plus d'ordre , il n'y a personne qui ne voye que de ce côté nous & nos voizins nous avons fait un progres trez sanfible sur nos ancêtres d'il y a cent ans, & c'est l'efet naturel de l'acroiffement de la longue experianse & de la raizon humaine qui tand toujours aux moyens de jouir de ses biens avec feureté & tranquillité.

Elle n'a plus qu'un pas a faire cete rézon humaine pour ariver fans guerre a cete feureté & a cete tranquillité. Elle a meme un exemple dans la Diete Germanique, elle aproche infanfiblemant de ce pas ; mais il faut que quelque souverain plus fanfé que ses prédeceffeurs le propoze a son voizin & qu'ils le propozent anfanble a d'autres voizins. Cela n'est pas difficile, ce fanble; mais nous ferons bien encore cent ans, fans voir un pareil pas de la Rézon humaine, parce que dans nos conscils en 1737. en France & ailleurs elle tient encore beaucoup a l'ansanse.

Le Cardinal conseille au Roi d'etre plus fort que les Anglois sur mer en tems de guerre, mais il ne lui en donne pas les moyens, c'est qu'il faudroit qu'en tems de paix la France entretint par le comerce autant de matelots que

les Anglois & ils en entretiennent dix fois plus que nous, & pour cela il faudroit que le Roi prêtât aux comersans, qu'il formât des colonies, qu'il augmentât les colonies formées; il faudroit doner la noblesse aux riches marchands a condition que leurs enfans qui sortiroient du commerce avant cent ans derogeroient.

Le succez de notre Compagnie des Indes prouve deux chozes : la premiere que les François sont capables de grandes & de longues antreprises contre l'opinion du Cardinal : la seconde que la partie de la politique qui regarde le comerce peut se perfectionner en France malgré l'insaisance, l'inquietude & la legereté de la nation; c'est qu'il y a dans chaque nation des tanperamans diferans & que tous les hommes sont soumis aux habitudes & les habitudes soumisees a la recompense. Les Romains d'aujourd'hui ressembtent-ils aux Romains de Cezar? mais ils sont de meme pâte & a la seconde ou a la troisieme generation & avec le secours des nouvelles habitudes soutenues par la recompense ils deviendront des Cezars.

Le Cardinal dit bien qu'une des chozes qui augmente le plus la puissance du Roi, c'est l'amour que lui portent ses sujets, mais il ne donè pas au Roi les moyens

moyens de leur inspirer cet amour. Ils consistent d'un coté a leur randre & a leur faire randre justice & de l'autre a les garantir de grans maux & a leur procurer de grans bienfaits. Car on ne peut pas s'empecher d'estimer l'homme juste & d'aimer le bienfaizant.

Nos Rois & nos ministres generaux pouront donq voir ici une liste des principaux bienfaits qu'ils pouroient procurer a leurs sujets.

Si le Roi ou le ministre general par ses soins formoit les quatre grans etablissemans dont nous avons parlé 1°. la Diete Europaine 2°. la metode du scrutin en otant la venalité. 3°. l'education vertueuze des coleges. 4°. l'academie politique. Quel nombre prodigieux de bienfaits immanfes naitroient de ces quatre etablissemans !

Si le Roi ou son ministre general etablissoit des compagnies poursuivantes dans toutes les provinces pour faire observer les loix de la police & les autres loix , & cela en leur donant pour recompense les amandes des contrevenans, ne delivreroit-il pas les peuples d'une infinité de maux & d'incomoditez ?

Si le Roi etablissoit dans la capitale & ailleurs de nouveles academics comme

de medecine de morale & autres , des professeurs de la sianse du gouverneman< & deux professeurs du Droit publiq , ne seroit-ce pas un bienfait considerable ?

Le Cardinal supoze que la depanse de la maison du Roi , de la Reine & de Monsieur Gaston montoit a trois millions cinq cens mille livres qui valoient le double de l'arjant d'aujourdui a cause de l'augmantasion du marq d'argent , c'est a dire sept millions. Or si le Roi se contentoit de quatorze ou quinze millions ou autre somme fixe pour sa maison , & si toutes les fois qu'il augmanteroit les inpozisions sur ses sujets , il prenoit le parti d'en payer la part a proportion afin de les persuader ou de l'utilité ou de la necessité de ces inpozisions , ne seroit-ce pas leur procurer un grand bienfait ?

Si le Roi ou le ministre general par ses soins à multiplier les decizioni des loix civiles pour decider les cas indecis , afin de garantir des sujets de plus de la moitié de leurs procez , ne leur procureroit il pas un bienfait trez inportant.

Si le Roi ou le ministre general pour augmanter le nombre de ses sujets & des familles catoliques donoit ses soins a procurer aux Prêtres & aux Evêques modernes la liberté de se marier qu'avoient les saints anciens.

Si

Si le Roi ou le ministre general pour garantir ses sujets futurs des grans inconveniens qui viennent du chanjement dans les monnoyes ordonoit que les contracts se fissent a l'ordinaire par tant de livres tournois avec l'adifion *valant tant de marqs d'argent d'onze deniers de fin.*

Si par les soins du Roi ou du ministre general il y avoit dans le Royaume un nombre suffisant d'hopitaux & d'ecoles, & si les revenus en sont suffizans & bien administrez : si les monasteres d'hommes & de filles estoient rendus encore plus utiles a la societé Chretienne, & si les sujets du Roi estoient garantis par le silence des disputes entre theologiens, n'en seroient ils pas beaucoup plus riches, plus vertueux & plus hureux?

Si le Roi par un nouveau Reglement etablissoit la metode de la taille tarifée pour proportionner toujours le subside annuel au revenu annuel des taillables : si on laissoit liberté entiere aux pauvres de travailler les jours de fêtes, que de miserables il soulageroit!

Si par les soins du Roi ou du ministre general les instruxions des curez & des predicateurs sont encore mieux dirigées vers la pratique des differantes parties de la justice & de la bienfaisance

par les grans motifs de l'immortalité ; si par des recompenses les plus grans Esprits sont suffisamment excitez a produire de bons projets politiques , par exemple d'une rente de vingt ans de la deuxcentieme partie de l'utilité annuelle qu'en doit retirer l'Etat , que de biens il en reviendrait au Royaume !

C'est avec de pareils moyens de sagesse, de justice & de bienfaizance que les Rois, que les ministres generaux se feront estimer, aimer & admirer de leurs contemporains, que leur nom sera sur la terre en veneration dans la posterité & qu'ils jouiront dans le ciel d'une félicité qui n'aura point de fin.

## OBSERVATION

*sur le dernier Chapitre.*

Ce Chapitre est une exhortation fort sagesse que le Cardinal fait au Roi son maître pour l'obliger a travailler davantage aux affaires de l'Etat dont il est chargé, mais j'ai montré ailleurs que pourvu que la machine du gouvernemenent soit bien construite & la methode du scrutin bien perfectionnée & observée, l'Etat se gouvernera bien par les soins & les travaux des officiers publics. Son travail se reduira a encourager son ministre general & les trois ministres particuliers avec qui il travaille, parce qu'ils auront soin d'encourager leurs subalternes par les loüanges, les gratifications, les pensions & les honneurs qui se distribueront par scrutin.

Je demande pardon au lecteur si de toutes parts je reviens a la methode du scrutin ; mais c'est la necessité dont elle est pour un bon gouvernemenent qui m'y ramène toujours.





